Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Vol. 12 | ÉTÉ 2022 | 6.00 €

LÉGISLATIVES 2022

Ces 11 députés qui représentent les Français de l'étranger

DOSSIER SPÉCIAL

Protection sociale

Les meilleures assurances pour accompagner sa mobilité

CCI FRANCE INTERNATIONAL

La force du réseau

EMPLOI AU QUÉBEC

Zoom sur les secteurs qui recrutent

SCANDINAVIE

Destination de tous les possibles

FRANÇAIS À L'ÉTRANGER .FR

M 02525 - 12 - F: 6,00 € - RD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

aefe
Agence pour l'enseignement français à l'étranger

Les lycées français du monde

sont des laboratoires d'innovation dans l'éducation

138 pays
552 établissements
380 000 élèves

—

Parents, mécènes, entrepreneurs de l'éducation,

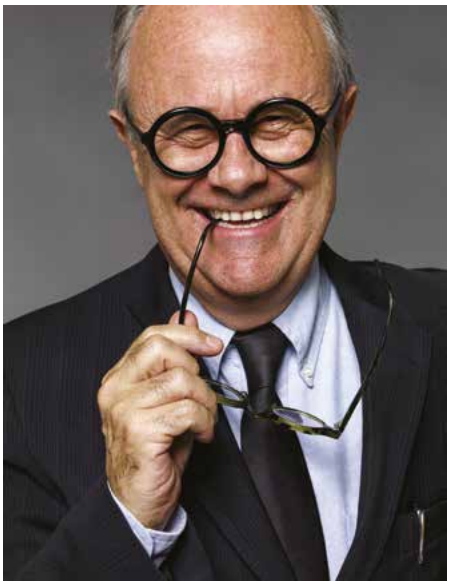
:: REJOIGNEZ-NOUS !

Au cœur du projet de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger : l'excellence pédagogique, le plurilinguisme, le numérique, l'accès aux plus grandes écoles et universités, le bien-être et l'épanouissement des élèves, et leur ouverture sur le monde.

aefe.fr @aefeinfo

ÉDITO

Synergies



© Stephane de Bourgies

Le 27 juin dernier, le réseau des chambres de commerce et d'industrie à l'international (CCI-FI) organisait son habituelle remise des trophées qui couronne les belles réussites entrepreneuriales françaises par-delà nos frontières. Une cérémonie de récompenses, mais aussi un moment précieux d'échanges entre celles et ceux qui sont engagés dans la promotion de la « marque France » à l'étranger. Des acteurs privés et publics réunis autour d'un même dessein, le renforcement de la présence économique française dans le monde. Associé à l'événement, *le Journal des Français à l'étranger* se réjouit d'ailleurs du partenariat scellé le mois dernier avec CCI France International, pour continuer à mettre en lumière le développement international des entreprises, mais aussi la recherche d'emploi ou de stages à l'étranger. Ce rapprochement est cohérent puisque notre titre n'a eu de cesse, depuis sa création en 2018, d'apporter cet éclairage sur les initiatives de ces femmes et de ces hommes qui réussissent à l'étranger. Ces derniers ne correspondent d'ailleurs plus forcément au cliché de « l'expat' » d'autrefois. À l'instar de l'essor du « travailleur nomade » que Jacques Attali avait anticipé à l'aube de ce siècle*, l'entrepreneur français de l'étranger est aussi, aux côtés des grandes entreprises, le produit d'une démarche individuelle. Raison de plus pour soutenir cette logique de réseau au service de la Team France Export.

Au plan politique, les Français de l'étranger ont élu le mois dernier les députés qui vont représenter leurs intérêts au sein de onze circonscriptions dans le monde. Ce numéro brosse leur portrait – bon nombre ont d'ailleurs été réélus – et les dossiers prioritaires qu'ils entendent défendre.

Et puisque la question de l'emploi demeure l'ADN de notre journal, ce nouvel opus vous emmène au Danemark, en Norvège et en Suède pour explorer des opportunités nouvelles, ainsi qu'au Québec pour passer en revue les secteurs les plus prometteurs en matière d'emploi dans la Belle Province. Notre credo demeure le même: partager l'information, les opportunités à saisir et les contacts à connaître, car d'évidence c'est bien l'union qui fait la force.

Jean-Pierre Pont

** L'homme nomade, éditions Fayard, 2003.*

Retrouvez-nous sur sur notre site et abonnez-vous à notre newsletter gratuite :
www.francaisaletranger.fr

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Français à l'étranger est édité par TDME, 1, rue Gozlin, 75006 Paris.
SAS au capital de 1.000 €.
RCS Paris 798 269 726.
Numéro de commission paritaire : 0520 I 93671.

Bureau de Montréal : Journal des Français à l'étranger, 1455 rue Drummond Bureau 2B Montréal QC H3G 1W3 (CCIFC). 514-529-0571.

Directeur de la publication : Jean-Pierre Pont. jpp@francaisaletranger.fr Tél. : 07.71.70.78.54.

Rédacteurs : Corinne Bras, Didier Bras, Frédéric Lassaigne, Laura Mousnier, Marlène Panara, Reyhan Unlu.

Secrétariat de rédaction : Didier Bras.

Direction artistique et maquette : Grand National Studio.

Directeur du digital : Mathieu Clément.

Photo de couverture : © Evgeny Atamanenko / Shutterstock.com

Impression : CEE.

Retrouvez-nous sur internet : www.francaisaletranger.f

FRANÇAIS À L'ÉTRANGER .FR

SOMMAIRE

© Billion Photos

03 Édito

06 Événement
Les Trophées CCI France International 2022

08 EFE International
Entretien avec Charles Maridor

11 Législatives 2022
Portraits des députés qui représentent les Français de l'étranger

25 Scandinavie
Destination de tous les possibles

35 Dossier spécial
Protection sociale

79 Travailler au Québec
Des voies royales vers l'emploi

© Xavier Renauld – CCI France International

© Daniel Jedzura

© Everst

© Gorodenkoff

©Photo : A.Ravera

EMMANUELLE BASTIDE

7 MILLIARDS DE VOISINS

DU LUNDI AU VENDREDI À 10H10 TU

Emploi des jeunes, entreprenariat, créativité, urbanisation, relations hommes/femmes : comment évoluent les modes de vie et les sociétés dans le monde ?

À (ré)écouter sur rfi.fr

Texte : **Laura Mousnier**

▲ Renaud Bentégeat durant son discours inaugural.

Photos © Xavier Renauld – CCI France International

ÉVÉNEMENT

Les Trophées CCI France International 2022

Les entreprises françaises connaissent de nombreux succès à l'international. La troisième édition des Trophées de CCI France International, le 25 juin dernier, a permis de couronner plusieurs d'entre elles dans le cadre de sept catégories, en présence de Franck Riester*, alors ministre du Commerce extérieur et de l'Attractivité. Le *Journal des Français à l'étranger* était le partenaire média de cet événement.

Cette troisième édition des Trophées de CCI France International a rassemblé près de 500 participants. Quelque 100 entreprises avaient été auparavant sélectionnées, représentant 70 pays. La cérémonie s'est ouverte avec un discours introductif du président Renaud Bentegeat (auquel Arnaud Vaissié allait succéder au lendemain de cet événement). Le ministre Franck Riester est ensuite revenu sur l'importance de l'entrepreneuriat français au-delà de nos frontières. Pour rappel CCI France International rassemble, représente, coordonne et développe le réseau des 126 CCI françaises à l'international, présentes dans 96 pays. Ces dernières constituent un réseau mondial de relations et de contacts d'affaires de plus de 33 000 entreprises françaises et étrangères. Elles ont deux vocations : animer la communauté d'affaires à l'étranger et proposer des prestations de services pour accompagner les entreprises dans leur développement à l'international.

Les catégories et leurs lauréats

START-UP

Ce trophée récompense une entreprise récemment créée par au moins un Français, se distinguant par sa créativité, son originalité, son dynamisme, ses perspectives de croissance, ou encore sa capacité à lever des fonds.
LAURÉAT : Aryballe, présentée par la CCI Corée du Sud. Le prix a été remis par Eazylang.
Pour en savoir plus :
- Aryballe : https://aryballe.com
- Eazylang : www.eazylang.com

ENTREPRENEUR FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Ce prix couronne une entreprise initiée à l'étranger par au moins un Français, sans lien organique avec une entreprise en France, ayant connu une trajectoire exemplaire ou offrant de belles perspectives de croissance.
LAURÉAT : Bee Retail, présentée par la CCIF Hong Kong. Le prix a été remis par Memorist.
Pour en savoir plus :
- Bee Retail : https://bee-inc.com
- CCIF Hong Kong : www.fccihk.com

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

Distingue les entreprises qui ont démontré leur engagement dans un processus visant à intégrer dans leurs opérations commerciales et leur stratégie de base les préoccupations

sociales, environnementales, éthiques ou relatives aux droits de l'homme.
LAURÉAT : Safran, présentée par la CCIF Mexique. Le prix a été remis par International SOS.
Pour en savoir plus :
- Safran : www.safran-group.com/fr
- CCIF Mexique : www.franciamexico.com
- International SOS : www.internationalsos.fr

PERFORMANCES À L'EXPORT

Récompense l'entreprise qui s'est distinguée par l'efficacité de sa stratégie de développement à l'export, avec des résultats probants et une progression notable de son chiffre d'affaires export.
LAURÉAT : Klaxoon et Puy du Fou, présentées par la CCI Bretagne et par la CCIF Espagne. Le prix a été remis par Bpifrance.
Pour en savoir plus :
- Klaxoon : https://klaxoon.com/fr
- Puy du Fou : www.puydufou.com/fr
- Bpifrance : www.bpifrance.fr

IMPLANTATION ÉTRANGÈRE EN FRANCE

Ce trophée distingue les entreprises ayant investi en France dans les trois ou quatre dernières années, avec des apports notables en matière de création d'emplois, d'innovation, d'impact économique sur le territoire d'implantation, d'investissement réalisé.
LAURÉAT : Novo Nordisk, présentée et remise de prix par Business France.
Pour en savoir plus :
- Novo Nordisk : www.novonordisk.fr
- Business France : www.businessfrance.fr

TROPHÉES SPÉCIAL DU JURY

C'est le trophée coup de cœur. Peu importe le secteur ou la taille de l'entreprise, s'il s'agit d'une start-up, d'un entrepreneur, d'une filiale, d'une joint-venture... Les critères sont libres !
LAURÉAT : HTL, présentée par la CCI Bretagne. Le prix a été remis par Capital Export.
Pour en savoir plus :
- HTL : https://htlbiotech.com
- CCI Bretagne : www.bretagne.cci.fr
- Capital Export : www.capital-export.fr

INITIATIVE SOLIDAIRE COVID DES CCIFI

Les Chambres de commerce française à l'international ont mené de très nombreuses actions solidaires lors de la crise sanitaire. Ce trophée a souligné le travail collaboratif qui a été le leur pour aider, accompagner, soutenir la communauté française et locale.
LAURÉAT : CCI France Inde, remis par la Caisse des Français de l'étranger (CFE).
Pour en savoir plus :
- CCI France Inde : www.ifcci.org.in/fr
- CFE : www.cfe.fr

1 Le ministre Franck Riester a encouragé les entrepreneurs français à poursuivre leurs engagements respectifs.
2 Arnaud Vaissié *(à g.)*, nouveau président de CCIFI, a remis le prix de la RSE à Daniel Parfait (Safran Mexique).
3 Les vainqueurs et leurs soutiens au grand complet.
4 Des trophées qui poussent à déployer ses ailes.

Les 11 membres du jury

- Renaud Bentégeat, ancien président de CCIFI.
- Jean-Mathieu Sahy, CEO chez Capital Export.
- Nicolas Fauconnier, responsable des partenariats économiques chez Air France-KLM.
- Christophe Lecourtier, directeur général chez Business France.
- Eric Pavy, directeur général de la Caisse des Français de l'étranger.
- Jean-Pierre Pont, éditeur du *Journal des Français à l'étranger.*
- Philippe Bagot, directeur de projet Team France Export chez CCI France.
- Arnaud Vaissié, cofondateur et PDG d'International SOS, président de CCIFI.
- Eric Lavost, président fondateur d'Eazylang.
- Pedro Novo, directeur exécutif en charge de l'export Ile-de-France.
- Alain Taïeb, président fondateur de Memorist.

** Depuis le 4 juillet dernier, Franck Riester occupe le poste de délégué auprès de la Première ministre, chargé des Relations avec le Parlement.*

Texte : **Laura Mousnier**

© Ground Picture

EFE INTERNATIONAL

CCI France International et les conseillers du Commerce extérieur s'engagent en faveur des Entrepreneurs français de l'étranger

Charles Maridor, délégué général de CCI France International – le réseau des chambres de commerce et d'industrie françaises à l'étranger –, explique les objectifs d'EFE International, cette nouvelle structure au service des Entrepreneurs français de l'étranger dont il est le directeur général.

© DR

▲ Charles Maridor.

Comment vous est venue l'idée de mettre en place EFE International et quels sont les objectifs poursuivis ?
Depuis de nombreuses années, les Chambres françaises à l'international, comme les conseillers du Commerce extérieur, recevions régulièrement des sollicitations d'Entrepreneurs français de l'étranger (EFE) qui souhaitaient avoir accès au dispositif des V.I.E et qui ne comprenaient pas pourquoi c'était impossible. Il s'agissait souvent d'EFE qui travaillaient la « marque France », donc qui contribuaient par leurs activités au rayonnement de la France à l'étranger et, directement ou indirectement, au développement du commerce extérieur de notre pays.
La crise sanitaire a mis à la lumière les nombreuses difficultés rencontrées par les entrepreneurs français de l'étranger qui ne bénéficiaient parfois d'aucune aide dans leurs pays d'implantation et qui n'étaient pas éligibles aux mesures de soutien de l'État français.
Avec Alain Taïeb, un conseiller du Commerce extérieur très actif et jamais en manque de nouvelles idées, nous avons travaillé sur ce projet EFE International.
Les objectifs poursuivis sont simples et se retrouvent dans certaines missions que nos deux organisations ont vocation à remplir :
• Développer le commerce extérieur de la France ;
• Apporter des services pratiques et utiles aux entreprises, ici aux Entrepreneurs français de l'étranger ;
• Renforcer le lien de ces EFE avec la France et avec nos communautés d'affaires ;
• Générer des opportunités d'emplois à l'international pour de jeunes Français.

Quelles ont été les principales difficultés rencontrées ?
D'abord, il a fallu convaincre les pouvoirs publics français de faire bouger les lignes et considérer que via la sélection que nous allions opérer, il devenait acceptable de faire bénéficier les EFE de ce dispositif subventionné par l'Etat qu'est

le Volontariat international en entreprise (V.I.E). Il était pourtant évident que nombre de ces EFE contribuaient très largement au développement de notre commerce extérieur, mais cela restait aux yeux de l'administration des entreprises situées hors de France, non contribuables. Nous avons donc établi des critères précis pour les sélectionner, en particulier selon cette contribution ou pas au rayonnement de la France.
Au lancement d'EFE International, beaucoup de pays étaient encore fermés au V.I.E, pour des questions sanitaires bien sûr, mais aussi parfois à cause de contraintes administratives locales. Les négociations de Business France avec ces administrations sont parfois très ardues. Il a fallu ensuite expliquer ce nouveau dispositif dans nos réseaux respectifs et mobiliser nos relais sur place pour qu'ils identifient les EFE et communiquent auprès d'elles. La mobilisation des forces vives sur place n'a pas été si facile, même si notre initiative était partout saluée. Une fois les EFE sélectionnées et incorporées à notre société en France, via l'achat d'une action, les offres de VIE sont immédiatement publiées. Reste alors l'identification des candidats répondant bien aux critères des EFE.
Le contexte de reprise de l'activité, les tensions sur le marché de l'emploi et la raréfaction des profils ne nous ont pas facilité la tâche car, sur certaines destinations, le nombre de candidats était parfois limité. C'est une difficulté assez récente que partagent nombre d'entreprises qui voudraient employer des V.I.E. Nos CCI FI qui recherchent des V.I.E pour leurs propres besoins rencontrent parfois cette difficulté également.

Quels sont aujourd'hui vos sujets de satisfaction, ou peut-être encore vos frustrations, par rapport à cette initiative ?
Ma principale frustration aujourd'hui est parfois d'avoir une belle offre de poste, une mission extrêmement formatrice et trop peu de candidats à présenter aux entreprises. C'est certainement une situation temporaire. Ce sont de formidables opportunités d'emploi et de vie à l'étranger qui sont offertes à travers ces postes dans des EFE. Ces entreprises recrutent généralement sur du long terme. Elles forment les futurs cadres qui accompagneront leur développement et assureront peut-être un jour la relève. Les motifs de satisfaction sont heureusement beaucoup plus nombreux et importants. Nous avons réussi à faire bouger les lignes, à faire évoluer un dispositif jusqu'ici réservé uniquement à des entreprises basées en France. Nous avons accompagné d'intéressants projets de recrutements qui déboucheront pour certains sur de belles carrières professionnelles à l'international. Mais surtout, ce qui sans doute représente la plus grande satisfaction pour les initiateurs de ce projet, c'est que nous avons réussi à jeter les bases d'un « label EFE » – Entrepreneur Français à l'Etranger –, et donc, avec le temps, d'une meilleure reconnaissance par la France de ces entrepreneurs installés hors de nos frontières, qui apportent beaucoup à notre commerce extérieur et qui constituent les bases de notre « soft power » français à l'international. C'est pour cette raison qu'au-delà du V.I.E., nous avons, avec Alain Taïeb, président d'EFE International, lancé d'autres chantiers au sein de ce dispositif : nous analysons avec un groupe d'administrateurs de CCI France International et des conseillers du Commerce extérieur d'autres actions visant à apporter des solutions de financements à ces entreprises françaises basées à l'étranger. Plusieurs pistes sont à l'étude, qui seront annoncées vers la fin de l'année.
EFE International pourrait aussi jouer un rôle de facilitateur pour ces EFE en recherche de partenaires en France ou souhaitant engager des actions de terrain sur le marché français. EFE International réalisera ponctuellement certaines prestations, mais se dotera surtout d'un réseau de partenaires et de sous-traitants en capacité de délivrer les services demandés. Nous sommes absolument convaincus d'une chose : il faut par tous les moyens possibles soutenir et renforcer ces entreprises, cela renforcera le rayonnement de la France à l'international ! ◆

« IL A FALLU CONVAINCRE LES POUVOIRS PUBLICS FRANÇAIS DE FAIRE BOUGER LES LIGNES. »
CHARLES MARIDOR

ARNAUD VAISSIÉ RETROUVE LA PRÉSIDENCE DE CCI FRANCE INTERNATIONAL

Le 28 juin dernier, le nouveau conseil d'administration de CCI France International (CCIFI) a été présenté lors de la 115e assemblée générale de l'association. Arnaud Vaissié, fondateur et CEO d'International SOS succède à Renaud Bentégeat à la présidence de la CCIFI. Arnaud Vaissié avait déjà occupé ce poste pendant six ans de 2013 à 2019. Le nouveau conseil d'administration est composé de 15 administrateurs de CCI françaises à l'International, 4 administrateurs de CCI de France, 2 membres de droit, 2 présidents d'honneur et 2 membres invités. Cette assemblée générale a aussi permis de dresser un bilan de l'année écoulée, d'échanger avec les partenaires et de passer en revue les perspectives du réseau, désormais composé de 125 CCI FI dans 95 pays. En effet, il a été décidé d'exclure la CCI France Lettonie, qui n'a pas su s'adapter aux standards du réseau, mais trois chambres sont devenues membres de plein droit. il s'agit du Panama, de la Tanzanie et de l'Uruguay. ***Reyhan Unlu***
Les détails de la composition du conseil d'administration sont à retrouver sur : www.ccifrance-international.org

FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR

FRANÇAIS À L'ÉTRANGER
LE MÉDIA LEADER DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE

Une référence pour tous les leaders d'opinion français dans le monde

Seul média quotidien 7/7 exclusivement dédié à la mobilité internationale, le Journal des Français à l'étranger fait figure de référence pour tous ceux qui représentent la France à l'international : particuliers, familles, mais aussi acteurs institutionnels (ambassades, consulats), économiques (membres des CCIFI, entrepreneurs), intellectuels (enseignants, journalistes)... Avec sa newsletter quotidienne, sa présence sur les réseaux sociaux, son application mobile et son magazine trimestriel, le Journal des Français à l'étranger est la première source d'information dans tous les domaines relatifs à l'expatriation : actualité des Français et de la France à l'étranger, dossiers thématiques, fiches pays, questions pratiques (procédures administratives, visa, emploi, entrepreneuriat, logement, vie à l'étranger...).

NOS SUPPORTS : SITE INTERNET FRANCAISALETRANGER.FR
MAGAZINE TRIMESTRIEL – CARTE DES FRANÇAIS DANS LE MONDE
NEWSLETTER QUOTIDIENNE – RÉSEAUX SOCIAUX – APPLICATION MOBILE

© Macrovector

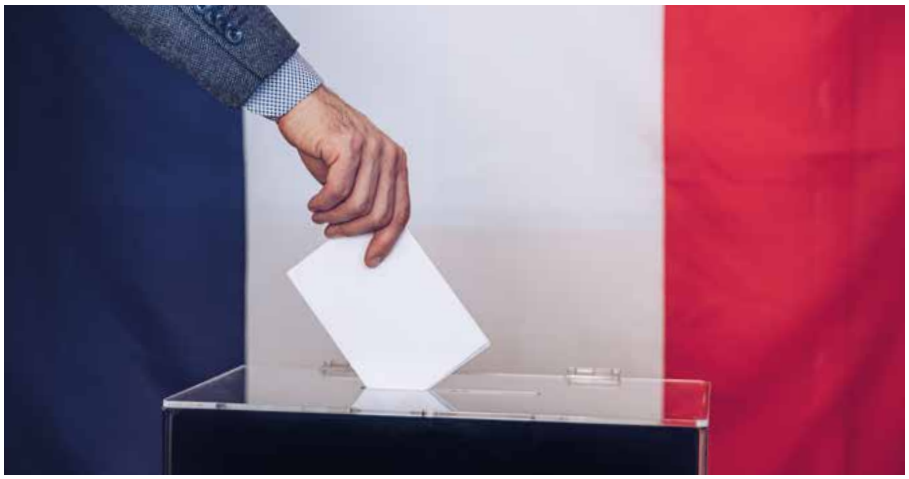
Dossier réalisé par : **Frédéric Lassaigne**

BILAN

Carton (presque) plein pour la macronie chez les Français de l'étranger

Ceux qui prédisaient que la vague Macron de 2017 ne se répéterait pas en 2022 en sont pour leurs frais ! Comme il y a cinq ans, les candidats de la majorité présidentielle trustent une large majorité des onze circonscriptions des Français de l'étranger. Le deuxième tour s'est presque toujours résumé en un face-à-face entre Renaissance, nouvelle appellation de LREM, et la Nupes, la Nouvelle Union de la gauche de Jean-Luc Mélenchon.

Si la composition de l'Assemblée devait refléter le résultat des circonscriptions des Français de l'étranger, Emmanuel Macron aurait décroché haut la main la majorité absolue au Palais-Bourbon! Neuf députés élus ou réélus sur onze sont en effet issus du parti Renaissance. Commençons toutefois par la défaite la plus cuisante et la plus médiatique du mouvement présidentiel, celle de Manuel Valls, parachuté et éliminé dès le premier tour à Barcelone. La victoire reviendra finalement au député sortant et candidat dissident de la majorité, Stéphane Vojetta, tombeur de l'écologiste Renaud Le Berre au second tour. Autre sortant réélu, officiellement investi lui par la macronie : Roland Lescure en Amérique du Nord. Il devance de onze points au deuxième tour sa concurrente insoumise Florence Roger. Même cas de figure pour le sortant Alexandre Holroyd qui signe pour un deuxième mandat dans la 3e circonscription des Français de l'étranger (îles britanniques et Europe du Nord). Il affrontait, lui aussi, une candidate de la Nupes, Charlotte Minvielle. Sans surprise, Pieyre-Alexandre Anglade fait également partie des députés réélus au Benelux. En Europe centrale, de l'Est et dans les Balkans, le député de terrain Frédéric Petit est également réélu avec plus de 60% des voix. Sa 7e circonscription est l'une des régions qui a recueilli le plus de votants. Installé en Pologne, Frédéric Petit a dû, à la fin de son premier mandat, affronter l'afflux de réfugiés ukrainiens à la frontière, jetés sur les routes par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Reconduite aussi dans la 10e circonscription (Proche-Orient et Afrique centrale), la députe sortante Amélia Lakrafi. La Marcheuse est réélue avec quasiment le double des voix de sa concurrente Chantal Moussa (Nupes). Enfin, celle qui en a agacé beaucoup en passant le plus clair de son temps sur les plateaux TV plutôt que sur sa circonscription, Anne Genetet, est de nouveau élue pour représenter les Français de la 11e circonscription. Il faut préciser qu'elle signe une victoire assez facile face à Dominique Vidal, candidate de la Nupes parachutée par le PCF.



© Daniel Jedzura

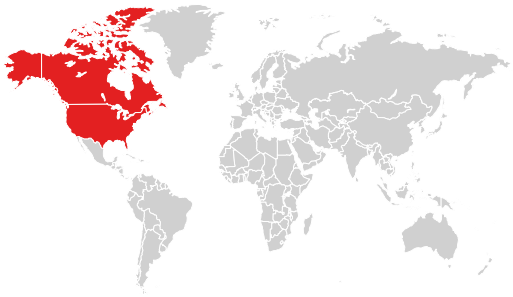
Des nouveaux venus… et un récidiviste

Et puis il y a les petits nouveaux comme Eléonore Caroit élue en Amérique centrale et du Sud sous la bannière Renaissance. Elle aussi l'a emporté face au candidat de la Nupes, Christian Rodriguez, issu du PCF et complètement absent de la campagne à en croire sa suppléante… Parachutage réussi en revanche pour Marc Ferracci, économiste, intime d'Emmanuel Macron *(chacun a été le témoin de mariage de l'autre, ndlr)* et envoyé par le chef de l'État lui-même en Suisse et au Lichtenstein où il l'emporte haut la main, avec près des deux tiers des voix au deuxième tour. La 9e circonscription (Maghreb et Afrique de l'Ouest) est la seule à l'étranger où la Nupes sort gagnante grâce au diplomate franco-tunisien Karim Ben Cheikh. Il faut dire qu'il faisait face à l'ancienne ministre, Elisabeth Moreno, parachutée en toute improvisation à la dernière minute par la majorité présidentielle.

La palme de la longévité revient enfin à Meyer Habib, seul candidat UDI élu pour les Français de l'étranger, et le seul aussi à enchaîner un troisième mandat. Le sulfureux joaillier, proche des Netanyahu et de la droite israélienne, l'emporte avec moins de 2 000 voix d'avance sur Deborah Abisror-De Lieme. La candidate déçue macroniste ne compte d'ailleurs pas en rester là, nous écrit-elle : *« Un recours a été déposé suite à divers irrégularités constatées, sur lesquelles nous laissons au Conseil constitutionnel évidemment le soin de se prononcer sur le légalité ou non. Une plainte a aussi été déposée pour les menaces* (qu'elle a reçues par SMS, ndlr). » Affaire à suivre. ◆

1RE CIRCONSCRIPTION

Jeu de chaises musicales en Amérique du Nord



Roland Lescure nommé à Bercy ministre délégué à l'Industrie auprès de Bruno Le Maire, c'est donc son suppléant Christopher Weissberg qui occupera le siège de député de la 1re circonscription durant tout le mandat. Décrit comme très politique, ce Français, restaurateur dans l'Etat de New York, jure que rien de tout cela n'avait été prévu.

▲ Christopher Weissberg.

© DR

Il a baptisé son restaurant de Saranac Lake, dans l'Etat de New York Left Bank Cafe (Café de la Rive gauche) en hommage à Saint-Germain-des-Prés et aux bords de la Seine à Paris. Ce sont ses associés qui vont s'en occuper maintenant. Car entre les déplacements dans sa vaste circonscription (Etats-Unis & Canada) et les dossiers, les discussions et les votes qui l'attendent au Palais-Bourbon, Christopher Weissberg sait qu'il sera très occupé ces cinq prochaines années. Le jeune homme de 36 ans succède donc à son mentor en politique, Roland Lescure. L'un de ses premiers chantiers sera un vieux serpent de mer, la modernisation des services publics. *« Tous les Français qui sont éloignés des consulats sont frustrés vis-à-vis de leurs autorités consulaires pour faire les passeports, les cartes d'identité, les permis de conduire. Toutes les démarches administratives sont plus difficiles à effectuer dans un consulat que dans une petite mairie à côté de chez vous. L'enjeu, c'est beaucoup de numérisation des services publics. »* L'élu souhaite ainsi que l'expérimentation d'un site internet unique avec identité numérique menée à Montréal (Canada) soit étendue au reste du monde.

> « SOUVENT LES GENS ONT UNE VISION DUPOUVOIR QUI EST UN PEU DÉFORMÉE. »
> CHRISTOPHER WEISSBERG

Un chèque « langue française »

Sur le volet éducation, Christopher Weissberg souhaite élargir l'accès à l'enseignement français. *« L'idée, c'est d'avoir plus d'enseignants et des offres en français plus faciles d'accès, multiples,* détaille-t-il. *On a fait des propositions assez fortes dans le programme d'Emmanuel Macron pour les Français de l'étranger, avec par exemple un chèque "langue française" pour permettre aux parents qui n'ont pas accès aux lycées français de bénéficier de cours en français pour leurs enfants. »* Formé aux affaires publiques dans la région Ile-de-France puis auprès d'une agence gouvernementale canadienne à Montréal, Christopher Weissberg a ensuite été le conseiller de Roland Lescure puis de Jean-Baptiste Lemoyne, ancien secrétaire d'Etat aux Français de l'étranger.

Rompu aux us et coutumes de la vie politique, il promet toutefois que son entrée à l'Assemblée n'a rien de calculé. *« Je récuse totalement le côté prémédité de la chose,* dit-il fermement. *Il y a cinq ans, tout le monde voyait Roland Lescure ministre. Pendant cinq ans, il ne l'a pas été. Il a récemment tenté sa chance pour être président de l'Assemblée, ce qui n'aurait pas fait de moi un député. Souvent les gens ont une vision du pouvoir qui est un peu déformée. »* Le nouvel élu promet de passer la majeure partie de son temps sur le terrain, dans sa circonscription, mais aussi d'en garder un peu pour sa fille de six ans, qui vit à Paris avec sa mère et entre au CP en septembre prochain. ◆

2E CIRCONSCRIPTION

Une avocate globe-trotter pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Un coup d'essai, un coup de maître ! Pour sa première candidature à une élection législative, Éléonore Caroit, juriste trentenaire, l'a emporté haut la main dans la deuxième circonscription, qui regroupe la bagatelle de trente-trois pays de la région !

▲ Éléonore Caroit.

© DR

Pour ses tout premiers pas en politique, Éléonore Caroit peut se targuer d'une large victoire au second tour avec plus de 57% contre 42% face au candidat de la Nupes, Christian Rodriguez. Âgée de seulement 36 ans, mère de deux enfants, cette petite brunette rayonnante compte apporter son énergie aussi bien sur les bancs du Palais-Bourbon que dans sa vaste circonscription (Amérique latine/Caraïbes).

Avocate, née à Paris, Éléonore Caroit a un parcours singulier. Sa mère est en effet une juriste dominicaine issue d'une famille qui a combattu la dictature de Rafael L. Trujillo, au pouvoir pendant plus de trente ans à Saint-Domingue. Elle n'a que trois ans lorsque la famille quitte la France pour retourner s'installer en République dominicaine. *« Leur investissement dans la communauté française, et notamment dans la construction du lycée français, a beaucoup pesé dans leur décision de rester dans la région,* témoigne la jeune femme. *je suis un pur produit de ce système éducatif et j'y suis profondément attachée. Pendant mon mandat, je ferai tout pour le défendre et le rendre plus accessible. »*

> « LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER MÉRITENT D'ÊTRE MIEUX REPRÉSENTÉS ET PRIS EN COMPTE DANS LE DÉBAT NATIONAL. »
> *ÉLÉONORE CAROIT*

Le bac en poche, Éléonore Caroit revient à Paris étudier à Sciences-Po. Elle s'envolera ensuite à New York comme étudiante en droit à la prestigieuse université Columbia. *« C'est à New York*, se souvient-elle, *que j'ai réellement compris les défis d'une vie d'expatrié… en tant que binationale (française et dominicaine, ndlr) je ne m'étais jamais souciée de questions de visa par exemple. »*

Une ascension fulgurante

À la naissance de leur premier enfant, elle s'installe en Suisse pour se rapprocher de la famille de son mari. C'est à la suite de la crise du Covid-19 que la famille choisit de rentrer en Amérique latine et de s'y installer : *« À ce moment-là j'ai pris conscience des difficultés auxquelles les Français de la région ont été exposés : écoles fermées pendant des périodes prolongées, inaccessibilité des vaccins reconnus en Europe, impossibilité de rentrer en France. »* Séduite par le projet d'Emmanuel Macron, elle décide alors de s'engager en politique : *« Les Français de l'étranger méritent d'être mieux représentés et davantage pris en compte dans le débat national »*, argumente-t-elle.

Éléonore Caroit milite également pour l'engagement des femmes en politique. Elle mène avec succès la liste des candidats de la majorité présidentielle qui arrive en tête lors des dernières élections consulaires à Genève, avant son départ pour la République dominicaine. Elle est ensuite élue à l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE) où elle siège à la commission des lois. Ne manquait plus à cette ascension fulgurante que le poste de députée qu'elle vient donc de décrocher pour cinq ans, succédant à l'élue sortante également issue de LaREM puis d'EELV (Europe Écologie Les Verts), Paula Forteza, qui ne se représentait pas. ◆

zapptax
tax-free on your mobile

La détaxe partout en France sur votre smartphone

ZappTax aide les voyageurs internationaux à obtenir plus facilement le remboursement de la TVA sur leurs achats.

Simple, rapide et **facile**

Valable pour **tous vos achats** en boutique ou en ligne

Remboursements **plus élevés** et plus rapides

Support client **disponible** 24/7 via messagerie

www.zapptax.com

contact@zapptax.com

+33 (0)1 78 90 04 42

Suivez-nous sur

Téléchargez l'application ZappTax maintenant !

Download on the App Store

GET IT ON Google Play

- Ouvert à tous les résidents hors Europe.
- Disponible pour tout achat fait en France, Espagne et Belgique.

La Détaxe sur tous vos achats cet été ? ZappTax vous offre la simplicité !

Pour ceux qui ne connaissent pas encore, ZappTax est une application mobile gratuite, qui facilite la détaxe sur tous vos achats réalisés en France, en Espagne et en Belgique et même en ligne. Et cela fonctionne tant pour vos achats en boutique que pour vos achats en ligne. La seule condition est d'être résident d'un pays hors de l'Union européenne (UE).

Créée en 2017, ZappTax est une fintech franco-belge avec déjà plus de 50.000 téléchargements au compteur.

Les avantages y sont nombreux :

1- La simplicité d'utilisation. Le procédé classique de détaxe est souvent laborieux et requiert la manipulation de documents papiers, d'enveloppes retours, etc.
La procédure de remboursement est peu transparente. ZappTax dématérialise le procédé au travers d'une application simple et intuitive, supportée par un service client disponible 24/7 par messagerie et téléphone.

2- Sans minimum d'achat, ZappTax consolide vos factures d'achat afin d'accéder au seuil minimum requis pour la détaxe (100 € en France). Grace à ce service, vous pouvez bénéficier de la détaxe sur tous vos achats réalisés dans les 600 000 commerces que répartis sur le territoire français. La détaxe est également valable sur vos achats en ligne. Vous faites livrer vos produits à une adresse en France (famille, amis...) et les détaxez en les emportant dans vos bagages personnels quand vous repartez vers votre pays de résidence.

3- Les taux de remboursement proposés par ZappTax sont bien supérieurs à ceux proposés par les opérateurs de détaxe classiques et atteignent en moyenne 85% du montant de la TVA.

4- La rapidité de remboursement: Une fois le bordereau de détaxe validé à un point de sortie de l'UE, le remboursement s'effectue sous 24h (hormis durant les périodes estivales ou il faudra plutôt compter sur quelques semaines).

Partout en France, on détaxe facilement avec ZappTax

Lors de vos achats, demandez au moment du paiement une facture au nom de ZappTax et téléchargez-la dans l'application. Une fois vos achats terminés, générez vos bordereaux de détaxe via l'appli. Ceux-ci vous seront envoyés en version digitale. Dernière étape avant de partir, validez vos bordereaux de détaxe en **scannant le code-barres des bordereaux à une borne électronique en libre-service (borne « PABLO. »)**

Les bornes PABLO sont situées dans la majorité des points de sortie de l'UE répartis sur le territoire français comme les aéroports, les gares, les ports et autres points de contrôle frontaliers.
En cas d'absence de borne PABLO à votre point de sortie de l'UE ou si les bornes sont hors service, présentez-vous au bureau de douanes juste à côté. Un douanier pourra valider électroniquement vos bordereaux à l'aide d'une douchette.

Bon à savoir : dans le cas où vous devez valider votre bordereau de détaxe français mais que votre **dernier point de sortie de l'UE** n'est pas la France (par exemple aéroport de Madrid ou de Bruxelles), vous devrez au préalable **imprimer votre bordereau** et le faire valider manuellement par un agent douanier qui le tamponnera à l'aide d'un cachet à encre. Après la validation, n'oubliez pas de télécharger sur l'appli une version tamponnée du bordereau.

La procédure de détaxe avec ZappTax est beaucoup plus simple, les commissions sont moins importantes et surtout le traitement est très rapide. Des avantages qui ne manqueront pas de séduire les 150 millions de voyageurs internationaux venant en Europe chaque année.

ZappTax, comment ça marche ?

Profitez de vos achats

Effectuez des achats dans n'importe quel magasin et collectez des factures avec TVA

Télécharger des factures

Prenez des photos de vos factures et téléchargez-les sur l'app ZappTax

Faites valider votre formulaire de détaxe

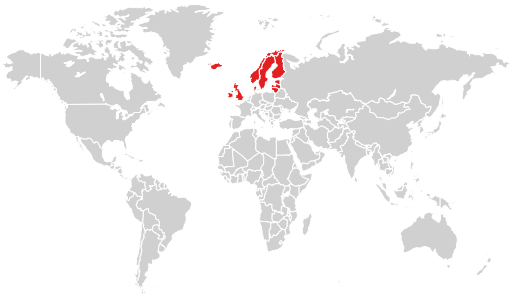
A votre dernier point de sortie de l'Union Européenne, par les Douanes

Obtenez votre remboursement

Obtenez la confirmation de votre remboursement après le téléchargement de votre formulaire de détaxe validé

3E CIRCONSCRIPTION

Europe du Nord : Alexandre Holroyd rempile pour cinq ans



Élu une première fois sous la bannière LaREM en 2017 avec plus de 70% des suffrages, il récidive cette année et l'emporte avec plus de 5 000 voix d'avance face à l'écologiste Charlotte Minvielle, candidate de la Nupes. Un nouveau défi pour ce macroniste de la première heure.

Son premier mandat restera marqué par le Brexit et la défense et l'accompagnement de ses compatriotes du Royaume-Uni. Pur produit british et archétype du Français du monde, né d'un père anglais et d'une mère française, Alexandre Holroyd a passé 26 ans de sa vie (il en a 35 aujourd'hui) outre-Manche en tant qu'élève au lycée Charles-de-Gaulle, puis au King's College de Londres, étudiant à la très sélect London School of Economics, puis professionnel comme spécialiste de la régulation. Il a ensuite travaillé plusieurs années au sein d'un cabinet de conseil en stratégie en lien avec l'administration européenne à Bruxelles et britannique.

Tout est ensuite allé très vite. Alexandre Holroyd quitte son job pour fonder le mouvement En Marche ! à Londres quelques semaines après le vote britannique sur le Brexit. *« Emmanuel Macron proposait une politique pro-européenne avec une croyance dans la pérennité et la force du modèle social,* se souvient-il. *Je me suis reconnu dans cette offre. »* Dans la foulée il est donc élu député : *« Cette circonscription a beaucoup à apporter à la France. Elle porte des valeurs en lesquelles je crois, comme la protection de la liberté individuelle ou la lutte contre le changement climatique. Je veux aussi défendre des sujets comme le service national universel ou l'accès aux jeunes au pass Culture. »*

▲ Alexandre Holroyd.

© DR

Une image positive

En 2018, Alexandre Holroyd est nommé rapporteur de la commission spéciale chargée de préparer la France au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. *« Dans ce contexte*, rappelle-t-il, *j'ai contribué à obtenir des garanties pour les droits des citoyens européens vivant au Royaume-Uni et pour les ressortissants britanniques vivant en France. »* Dès le début de son premier mandat, le Franco-britannique accède à la tête du groupe d'amitié France-Royaume-Uni à l'Assemblée. En plus du Brexit, les pays scandinaves ont également bien occupé son planning, tout au long de son premier mandat. Au Danemark, par exemple, Alexandre Holroyd, né en Suisse, a mené les discussions pour la révision d'une convention fiscale bilatérale.

> « CETTE CIRCONSCRIPTION A BEAUCOUP À APPORTER À LA FRANCE. ELLE PORTE DES VALEURS EN LESQUELLES JE CROIS. »
> *ALEXANDRE HOLROYD*

Le parlementaire évoque aussi des lycées de la circonscription et un réseau Flam (Français langue maternelle) qui ont besoin de soutien et l'accompagnement d'initiatives de soutien social. En décembre 2019, le Premier ministre, Édouard Philippe lui confie une mission d'évaluation des meilleures pratiques en matière de finance verte et d'organisation des places financières dans l'Union européenne. Dans les communautés d'expatriés disséminées dans les dix pays de sa circonscription (îles Britanniques, pays nordiques et pays baltes, ndlr), son image est plutôt positive. ◆

4E CIRCONSCRIPTION

Un second mandat pour Pieyre-Alexandre Anglade au Benelux

Le député sortant de la majorité présidentielle sur la quatrième circonscription des Français de l'étranger devance de plus de 10% son adversaire Cécilia Gondard, candidate de la Nupes, issue comme lui du PS.

À distance raisonnable de la plupart des sièges des institutions européennes, la quatrième circonscription des Français à l'étranger (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) reste donc dans l'escarcelle de la majorité présidentielle. Élu en 2017, après avoir été l'assistant parlementaire de plusieurs députés européens, Pieyre-Alexandre Anglade était aussi vice-président de la commission des Affaires européennes lors de son premier mandat, sujet on ne peut plus d'actualité avec la guerre en Ukraine.

Né à Paris, formé aux relations internationales, le Français est un Européen convaincu. Parti à Glasgow, en Écosse, en échange Erasmus, il avait déjà derrière lui une solide carrière au Parlement européen lorsqu'il a fait son entrée au Palais-Bourbon il y a cinq ans. Sa zone s'étend du Luxembourg à la Belgique en passant par les Pays-Bas. C'est à Bruxelles qu'il vit avec sa compagne. Intronisé « M. Europe » de la Macronie, à 35 ans, Pieyre-Alexandre Anglade est un homme de réseau. L'un de ses avantages est de connaître parfaitement tous les rouages des institutions européennes qu'il fréquente assidument. C'est d'ailleurs lui qui a mené au sein de LaREM toute la préparation des élections européennes de 2019. Réélu à l'Assemblée, il défendra donc des projets européens, mais aussi écologiques et facilitant le quotidien des Français à l'étranger.

▲ Pieyre-Alexandre Anglade.

© DR

Entraide et bienfaisance

« Dans le prochain quinquennat, nous voulons faciliter l'accès au service public, explique Pieyre-Alexandre Anglade au média en ligne *Paperjam.lu, en créant, après France consulaire, France Service Français à l'étranger. Cela permettra d'avoir une réponse liée à l'ensemble des services publics, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24. Nous voulons aussi mettre en place la dématérialisation du renouvellement des titres d'identité, du dépôt de procuration et de l'établissement des certificats de vie. Cela va désengorger le système. »*

« DANS LE PROCHAIN QUINQUENNAT, NOUS VOULONS FACILITER L'ACCÈS AU SERVICE PUBLIC. »
PIEYRE-ALEXANDRE ANGLADE

Le député souhaite également renforcer le réseau d'enseignement français à l'étranger (AEFE) en augmentant les budgets afin d'accueillir plus d'élèves tout en garantissant des frais de scolarité soutenables.

Il veut également ouvrir le Pass culture (300 euros pour découvrir l'offre culturelle autour de chez soi) aux Français à l'étranger et conforter les associations françaises de l'étranger, en particulier dans l'entraide et la bienfaisance. Depuis ses prises de responsabilités nationales, ses adversaires accusent Pieyre-Alexandre Anglade d'avoir délaissé sa circonscription au profit des instances parisiennes, en particulier pendant la pandémie. Mais les électeurs de la circonscription ne lui en ont visiblement pas tenu rigueur au moment de glisser leur bulletin dans l'urne. ◆

5E CIRCONSCRIPTION

Espagne et Portugal : Stéphane Vojetta emporte le morceau

Longtemps dans l'ombre de la députée Samantha Cazebonne dont il était le suppléant, Stéphane Vojetta est entré brutalement dans la lumière lors des dernières législatives. Candidat dissident de la macronie, le tombeur de Manuel Valls derrière lequel s'est rangé toute la majorité présidentielle pour le second tour, c'est lui !

© DR

▲ Stéphane Vojetta.

Jamais une circonscription des Français de l'étranger n'avait sans doute été aussi scrutée par tous les médias, dans ce territoire électoral regroupant l'Espagne, le Portugal, Andorre et Monaco. La candidature de l'ancien Premier ministre de François Hollande a tôt fait d'attirer micros et caméras. Disqualifié surprise au soir du premier tour, c'est donc Stéphane Vojetta qui l'a emporté au second face au candidat de la Nupes, Renaud Le Berre, issu d'Europe Écologie Les Verts. Ancien banquier d'affaires, arrivé à Madrid il y a près de vingt ans, Stéphane Vojetta était en réalité le député sortant, puisque suppléant de Samantha Cazebonne. Il avait dû lui succéder en plein milieu de son mandat lorsque l'intéressée avait préféré aller se faire élire au Sénat plutôt que de rester sous les ors du Palais-Bourbon.

> « FAIRE EN SORTE QU'ON AILLE DE L'AVANT SUR LA DÉMATÉRIALISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE L'EMPLOI FRANCOPHONE. »
> *STÉPHANE VOJETTA*

À 47 ans, le Français a passé près de la moitié de sa vie à l'étranger, entre Turin, Londres et Madrid où il est arrivé en 2005 et où il jongle entre ses engagements politiques et ses activités d'entrepreneur. Durant les cinq ans qui viennent, il souhaite améliorer encore le sort des Français de sa circonscription. *« 95% de la vie quotidienne des expatriés dépend de la politique nationale ou régionale de l'endroit où ils vivent,* expliquait-il dans un entretien au média espagnol en ligne *Equinox, mais je vais faire en sorte qu'on aille de l'avant sur la dématérialisation de l'administration et de l'emploi francophone. »*

Premier vrai mandat

Son objectif est également de traiter la question de la résidence de repli dans la première loi budgétaire du quinquennat qui sera examiné à la rentrée. Marié à une Espagnole et père de trois enfants binationaux, celui qui se définit comme un indépendant, par opposition à un homme de parti, est impliqué dans la gestion de plusieurs sociétés de soutien aux start-up en phase de développement. Pour son premier vrai mandat, il ambitionne d'améliorer la qualité des échanges avec ses compatriotes. *« Une partie de notre programme consiste à apprendre à mieux communiquer, notamment en utilisant les réseaux sociaux, explique l'élu. Quand on est Français en Espagne, on se pose souvent des questions sur ses droits ou l'accès aux démarches administratives et il est souvent difficile d'avoir la réponse, en particulier ces derniers temps, comme la mobilité dans le cadre de la crise du Covid-19. »* Sans surprise, Stéphane Vojetta souhaite aussi défendre l'apport des entrepreneurs à l'économie et leur engagement personnel : *« L'Europe a besoin d'innovation, faute de quoi le monde continuera d'avancer, mais sans nous, chaque jour un peu plus inféodé aux Gafam ou à leurs rivaux chinois surprotégés par le régime communiste. »* ◆

6E CIRCONSCRIPTION

Marc Ferracci : parachutage réussi sur les rives du lac Léman

Envoyé par Emmanuel Macron lui-même succéder au fantasque Joachim Son-Forget dans la 6e circonscription des Français de l'étranger (Suisse, Liechtenstein), l'économiste Marc Ferracci l'emporte au second tour avec près du double des voix accordées Magali Mangin, candidate de la Nupes, issue de la France insoumise.

La ficelle était un peu grosse mais le plan a parfaitement fonctionné. Marc Ferracci a beau n'avoir jamais vécu ni en Suisse ni au Liechtenstein, il a donc réuni sur son nom une large majorité des Français installés dans ces deux pays. Cette sixième circonscription, c'est un peu le coffre-fort de l'Europe. Peu connu du grand public, Marc Ferracci a pourtant un riche CV à seulement 44 ans. Diplômé de HEC Paris et docteur en sciences économiques, professeur à Sciences-Po Paris, il a contribué au programme économique d'Emmanuel Macron en 2017 avant d'occuper un poste de conseiller auprès de la ministre du Travail Muriel Pénicaud, puis du Premier ministre Jean Castex. Le nouveau député est surtout un ami du chef de l'Etat qu'il a rencontré sur les bancs de Sciences-Po.

L'intéressé ne manque d'ailleurs pas de se vanter de cette proximité avec l'Élysée. Et s'il reconnaît qu'il n'a jamais vécu dans la circonscription, il met en avant le travail d'équipe mené avec sa colistière, Marie-Ange Rousselot, et son expérience au plus haut sommet de l'État. *« Je sais à quelles portes frapper pour faire avancer les dossiers dans les ministères »*, dit-il. Il promet ainsi d'améliorer l'accès aux services publics, notamment pour refaire ses papiers d'identité ou produire des certificats de vie, ou encore de rassurer ses compatriotes inquiets des questions liées à la fiscalité du patrimoine.

▲ Marc Ferracci.

© DR

Une société du plein-emploi

Le nouveau député souhaite également améliorer la mobilité transfrontalière à Genève, Neuchâtel ou dans le Jura, un dossier qui nécessitera un échange nourri avec les opérateurs concernés des part et d'autre de la frontière. Lui qui se définit comme *« de gauche »* et *« progressiste »* affirme que l'une de ses priorités sera de relayer les demandes de ses concitoyens établis en Suisse, souffrant du flou créé par la fin des négociations sur l'accord-cadre entre Berne et l'Europe. Il promet aussi de défendre une société du plein-emploi à l'horizon 2027: *« Cela permettra,* assure-t-il, *de créer de l'activité et donc d'investir dans les défis actuels comme la transition écologique et l'éducation, mais également de résoudre les fractures sociales qui morcellent la France aujourd'hui. »* D'après le magazine *Challenges*, *« Marc Ferracci est un social-libéral convaincu qui nourrit un fort intérêt pour la flexisécurité des pays scandinaves »*. Sous ses faux-air de l'écrivain Marc Lévy en plus jeune, il est aussi présenté comme un homme de passerelles. Depuis longtemps, ce techno a la passion de la politique, qu'il exprime sur son compte Twitter, notamment en pilonnant les extrêmes. ◆

> « JE SAIS À QUELLES PORTES FRAPPER POUR FAIRE AVANCER LES DOSSIERS DANS LES MINISTÈRES. »
> *MARC FERRACCI*

7E CIRCONSCRIPTION

Europe de l'Est, centrale et Balkans : un deuxième mandat pour Frédéric Petit

Après 2017, le député investi par la majorité présidentielle obtient une nouvelle fois la confiance des électeurs de la 7e circonscription des Français de l'étranger. Il faut dire qu'il n'a pas ménagé ses efforts, très présent sur le terrain, en particulier lors de l'afflux de réfugiés ukrainiens en Pologne au début de la guerre. Au deuxième tour, il l'emporte avec près de 20% d'avance sur Asma Rharmaoui-Claquin, candidate de la Nupes.

© Celine Théret

▲ Frédéric Petit.

C'est à la fois un expert et un homme de terrain. Issu du MoDem (dont il est le seul élu à l'étranger lors de ces législatives) et investi par l'alliance présidentielle « Renaissance », Frédéric Petit en impose avec sa grande carrure. Il l'emporte à nouveau grâce à son bilan et l'immense travail effectué sur sa circonscription, en particulier en Pologne où il vit avec sa compagne polonaise. Et le rythme s'est encore accéléré pour lui en fin de mandat avec l'invasion de Ukraine par la Russie et l'afflux de réfugiés à la frontière. À 61 ans, né à Marseille, père de deux filles, Frédéric Petit, ingénieur de formation, a donc à nouveau décroché cette septième circonscription des Français de l'étranger (Allemagne, Europe centrale et Balkans). Pour les cinq années qui viennent, il a choisi de se concentrer sur quatre dossiers prioritaires selon lui : l'éducation et l'enseignement, la relance du projet européen, la transition énergétique et la promotion des citoyens français à l'étranger. Sur l'Europe, il souhaite *« ouvrir le temps du débat et du rétablissement de la confiance. Aujourd'hui, ces discussions européennes sont trop souvent perçues comme lointaines et techniques, sans que les citoyens ne puissent véritablement intervenir. Il s'agit de fédérer les peuples d'Europe et de faire en sorte que les populations adhèrent au projet européen. »*

> « LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER N'ONT PAS MIS LEUR ATTACHEMENT À LA FRANCE ENTRE PARENTHÈSES. »
> *FRÉDÉRIC PETIT*

Rayonnement économique

Frédéric Petit ambitionne également de redonner toute leur place aux Français de l'étranger : *« Il est essentiel qu'ils soient une ressource. Engagés dans la vie économique et sociale de leur pays de résidence, riches de la diversité de leur parcours et de leurs histoires, ils participent pleinement au rayonnement économique, linguistique et culturel de la France. On ne compte plus le nombre de réussites de Français à l'international : entrepreneurs, salariés, chercheurs ou artistes. Les Français de l'étranger n'ont pas mis leur nationalité, leurs droits, leurs devoirs et attachement à la France entre parenthèses. »*

Frédéric Petit est un vrai globe-trotteur. Il a occupé plusieurs postes de direction dans des entreprises du secteur de l'énergie. Il a vécu au Cameroun, dans de nombreux pays d'Europe de l'Est et en Égypte. Il parle cinq langues. Depuis l'an dernier, le député est secrétaire général adjoint du Parti démocrate européen et siège aux assemblées parlementaires de l'OSCE et du Conseil de l'Europe. Tombeur en 2017 du député sortant socialiste Pierre-Yves Le Borgn', il a donc réitéré la performance cette année. ◆

8E CIRCONSCRIPTION

Israël et Méditerranée : et de trois pour Meyer Habib !

C'est inédit parmi les députés des Français de l'étranger. Meyer Habib décroche un troisième mandat sur la huitième circonscription (huit pays dont Israël, Chypre, Italie, Turquie, Vatican…). Il est par ailleurs le seul candidat investi par l'UDI à l'avoir emporté face à une nouvelle déferlante Macron dans la plupart des autres circonscriptions, mais au prix d'un incroyable imbroglio sur fond d'accusation de tripatouillage du vote électronique.

Cette fois-ci, sa victoire est très étriquée mais c'est une victoire quand même. Le sulfureux Meyer Habib, joaillier de la place Vendôme et grand affairiste, intime de la droite israélienne et du clan Netanyahou *(l'ancien Premier ministre de l'État hébreu, ndlr)* l'emporte avec moins de 200 voix d'avance au second tour face à la candidate Ensemble ! (majorité présidentielle) Déborah Abisror-De Lième. L'ancienne cheffe de cabinet de l'ex-ministre de la Santé Olivier Véran l'a emporté dans tous les autres pays de la circonscription, mais c'est bien Israël qui a pesé le plus lourd. Ajoutons à cela une abstention record de plus de 86% et nous voilà à nouveau face à l'un des députés les plus mal élus de l'Assemblée.

À 61 ans, Meyer Habib rempile donc pour un troisième mandat consécutif. Sioniste, mêlant les rabbins à sa campagne, défenseur de la colonisation en Cisjordanie, il s'est fait le porte-parole quasi exclusif de ses électeurs en Israël, écrit *Le Monde*. *« Face à la menace djihadiste, face au spectre d'un Iran nucléaire, face à un islam politique conquérant, j'ai la conviction que c'est l'intérêt de la France d'être aux côtés d'Israël, qui est en première ligne et partage nos valeurs »*, déclarait Meyer Habib dans un entretien au média d'opinion en ligne *Tribune juive*.

▲ Meyer Habib.

© Assemblée nationale

Climat nauséabond

Investi par les indépendants de l'UDI et soutenu par LR, le Franco-Israélien a été accusé, durant l'entre-deux-tours, par une note de la consule de France à Tel-Aviv révélée par le *Canard enchaîné*, d'avoir cherché à fausser le scrutin. La diplomate affirme qu'il aurait ainsi été demandé par téléphone à un électeur de la circonscription son identifiant et son mot de passe pour voter en ligne à sa place. On reproche aussi au député volubile d'avoir payé lui-même des bus pour permettre aux électeurs d'aller voter. L'intéressé réfute ces accusations. Pour sa défense, l'élu centriste a attaqué… le ministère des Affaires étrangères, accusé d'avoir fait fuiter cette note – en réalité *« une main courante déposée par LREM et transmise à Paris par la consule »* – par antisionisme. Son avocat, Me Gilles-William Goldnadel, a dénoncé sur Twitter un complot *« ourdi par une petite marcheuse avec le concours de petits fonctionnaires du Quai »*. Son adversaire macroniste envisage elle aussi de déposer un recours afin de contester son élection. Déborah Abisror-De Lième affirme par ailleurs avoir reçu des menaces : *« Il y a un climat nauséabond. J'ai reçu un sms avec des menaces contre mon fils et les mots : "Retire ta candidature" »*, a-t-elle déclaré. ◆

> « J'AI LA CONVICTION QUE C'EST L'INTÉRÊT DE LA FRANCE D'ÊTRE AUX CÔTÉS D'ISRAËL, QUI EST EN PREMIÈRE LIGNE ET PARTAGE NOS VALEURS. »
> *MEYER HABIB*

9E CIRCONSCRIPTION

Maghreb et Afrique de l'Ouest : une première pour Karim Ben Cheikh

Il en fallait bien un. Le candidat de la Nupes, la nouvelle Union de la gauche, est le seul à décrocher l'un des onze sièges des Français de l'étranger au Palais-Bourbon. Une victoire franche, qui plus est. Au second tour, il devance d'un peu plus de 1 700 voix son adversaire Elisabeth Moreno, ancienne ministre parachutée à la dernière minute par le camp présidentiel.

▲ Karim Ben Cheikh.

© DR

Il en fallait bien un. Le candidat de la Nupes, la nouvelle Union de la gauche, est le seul à décrocher l'un des onze sièges des Français de l'étranger au Palais-Bourbon. Une victoire franche, qui plus est. Au second tour, il devance d'un peu plus de 1 700 voix son adversaire Elisabeth Moreno, ancienne ministre parachutée à la dernière minute par le camp présidentiel. C'est son premier mandat de député, mais Karim Ben Cheikh n'est pas un novice en politique ni dans l'univers de la diplomatie. Ancien membre du Parti socialiste, le Franco-Tunisien était conseiller de Benoît Hamon sur les questions internationales lors de l'élection présidentielle de 2017. Après des études à Paris, il intègre le Quai-d'Orsay via le concours de conseiller cadre d'Orient. Depuis Paris d'abord, il travaillera sur les questions sécuritaires en Côte d'Ivoire et au Sahel. Son premier poste à l'étranger fut à Rabat, au Maroc, de 2008 à 2012 en tant que conseiller aux affaires intérieures et à la presse. Il a ensuite été en poste à Washington, puis consul général de France au Liban. Karim Ben Cheikh a passé plus de trente années de sa vie à l'étranger, la plupart dans les pays de la 9e circonscription. Voilà pour la légitimité. Diplomate de carrière pendant seize ans, il a été désigné, poussé par les écologistes et le parti Génération.s. Le nouvel élu décline son programme en quatre axes : renforcer des services publics de proximité, étendre la solidarité contre les risques de la vie, protéger l'enseignement français et instaurer des droits nouveaux pour les Français établis à l'étranger, en particulier à la connexion avec le territoire national via par exemple des billets d'avion à tarif préférentiel pour les plus modestes.

> « IL FAUT RETROUVER UNE CERTAINE AMBITION DANS LE RÉSEAU AEFE ET DÉFENDRE UN PROGRAMME FAIT DE MIXITÉ SOCIALE. »
> *KARIM BEN CHEIKH*

Plafonnement des frais de scolarité

Côté éducation, Karim Ben Cheikh promet aussi de démocratiser et de mixifier l'accès aux lycées français de l'étranger : *« Cela passe bien entendu par une ambitieuse politique d'exonération à l'égard des familles vulnérables,* détaille Karim Ben Cheikh au média en ligne Mondafrique.com, *mais aussi par le plafonnement des frais de scolarité dans les établissements en gestion directe. Il faut retrouver une certaine ambition dans ce réseau (AEFE) et défendre un programme fait de mixité sociale, qui ne s'adresse pas seulement aux Français à l'étranger ou aux élites économiques de ces pays, mais aussi aux populations locales. »*

Il faut se souvenir que la 9e circonscription, qui s'étend de la Libye au Maroc en passant par la Côte d'Ivoire et le Niger, a voté massivement pour Jean-Luc Mélenchon, leader de la France insoumise et initiateur de la Nupes lors de la présidentielle d'avril dernier, et que LREM a vu son image sérieusement écornée ici lorsque M'jid El Guerrab, le député sortant aujourd'hui exclu du parti présidentiel, a été condamné à trois ans de prison dont un an ferme pour avoir fracassé à coups de casque de moto le crâne de l'ancien responsable socialiste Boris Faure à Paris, quelques semaines seulement après son élection en 2017. ◆

10E CIRCONSCRIPTION

Proche-Orient & Afrique : confiance renouvelée à Amélia Lakrafi

Sans surprise, la candidate investie par la majorité présidentielle l'emporte haut la main au deuxième tour des législatives dans la 10e circonscription des Français de l'étranger. Amélia Lakrafi s'impose avec plus de 5 000 voix d'avance sur la candidate de la Nupes, Chantal Moussa.

Celle qui avait délogé le vieux briscard de la droite Alain Marsaud en 2017 tient donc la distance. Portée par une nouvelle vague Macron, Amélia Lakrafi s'installe durablement dans le paysage politique. Experte en sécurité informatique, entrepreneuse à la tête de plusieurs structures et ONG, elle est aussi présidente de Doctorium, un institut qui vise à la promotion et l'insertion des docteurs et doctorants en entreprise. Amélia Lakrafi a tout du profil d'une femme active fonceuse et à la carrière déjà bien remplie. Née au Maroc, arrivée en France à l'âge de deux ans, discrète et peu connue du grand public, elle a su tisser sa toile au Moyen-Orient et en Afrique. Pour cela, elle a littéralement labouré sa circonscription, beaucoup voyagé et organisé de nombreuses rencontres. Attachée à la défense des Français de l'étranger, elle affirme, en particulier après la crise Covid, que *« nos compatriotes établis hors de France ont bien souvent l'impression d'être traités comme des Français de seconde zone, d'être les grands oubliés de la République. Peut-être est-ce lié au niveau d'exigences et d'attentes que nous, Français, avons à l'égard de nos services publics et de l'intervention de l'État. C'est en tout cas de notre responsabilité d'élus de faire reculer ce sentiment ».*

▲ Amélia Lakrafi.

© DR

Renforcer l'action sociale

Très impliquée également dans l'univers de l'entrepreneuriat d'où elle est issue, Amélia Lakrafi, à 44 ans, propose notamment la création d'une plateforme de CV et de compétences des Français de l'étranger à disposition des TPE/PME françaises souhaitant se développer à l'export ou s'implanter dans un autre pays, partant du principe *« qu'elles n'ont pas toujours les ressources nécessaires pour prospecter ou n'ont parfois besoin que d'un soutien ponctuel ».* La députée souhaite également renforcer l'action sociale à l'étranger et consolider l'activité des centres médico-sociaux par des renforts en volontaires internationaux dans les antennes existantes. *« J'ai bâti plusieurs dispositifs pour améliorer l'accès à la Caisse des Français de l'étranger (CFE) pour les plus modestes et les indigents,* explique-t-elle, *élargir les conditions d'accès à la prise en charge des soins en France pour les retraités et leurs ayants droit et lever le délai de carence donnant droit à l'assurance-maladie lors du retour en France. »* Amélia Lakrafi a aussi créé l'an dernier l'association « SOS Expat », destinée à faciliter les relations des Français de l'étranger avec l'administration en France. Elle dit enfin travailler avec une des grandes banques françaises pour créer un produit bancaire spécifique aux Français résidant à l'étranger, qui leur permettrait de conserver un compte dans l'Hexagone. ◆

> « LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE ONT SOUVENT L'IMPRESSION D'ÊTRE TRAITÉS COMME DES CITOYENS DE SECONDE ZONE. »
> *AMÉLIA LAKRAFI*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

11E CIRCONSCRIPTION

Asie, Océanie et Europe orientale : un mandat de plus pour l'inoxydable Anne Genetet

On avait bien évoqué ici un front commun contre la députée LREM sortante mais cela n'a pas apparemment suffi à faire tomber la digue. Anne Genetet l'emporte donc largement au second tour des législatives avec plus de 5 000 voix d'avance sur son adversaire Dominique Vidal, candidate parachutée par la Nupes, issue du PCF.

© DR

▲ Anne Genetet.

Avec son inamovible sourire « Ultra Brite », Anne Genetet fait le bonheur des plateaux TV des chaînes info. Les électeurs de la 11e circonscription, la plus vaste de toutes, ont dû eux aussi tomber sous le charme. Dopée par cette notoriété cathodique, la députée est même allée jusqu'à se présenter ces jours-ci à la présidence de la stratégique commission de la Défense de l'Assemblée, sans doute éblouie elle-même par ses commentaires télévisuels sur la guerre en Ukraine, allant parfois jusqu'à expliquer comment fonctionnait une roquette ou un missile ! Médecin de formation, Anne Genetet ne vit plus officiellement sur sa circonscription, à Singapour, puisque sa société, « Help Agency », une structure de conseil, est fermée depuis 2019. L'élue se partage aujourd'hui essentiellement entre son village d'Escamps, dans le Lot, où elle siège au conseil municipal depuis 2020, et Paris. Lors de son nouveau mandat, la députée fraîchement réélue traînera en tout cas comme un boulet le cuisant échec de la réforme fiscale qu'elle tenta de mener en 2018/2019, et qui avait été mise sous moratoire en 2020 avant d'être enterrée définitivement l'an dernier.

> « PLUS QUE JAMAIS, JE DÉFENDRAI UNE FRANCE HUMANISTE, JUSTE, PRO-EUROPÉENNE ET ÉCOLOGIQUE. »
> *ANNE GENETET*

Un plébiscite en Arménie

On se souvient aussi du couac diplomatique qu'elle avait provoqué au sein du monde arménien en répondant à l'invitation de l'ambassade d'Azerbaïdjan en France le 9 novembre 2021. De toute la zone du sud Caucase et de la Russie, c'est pourtant en Arménie qu'elle obtient la plus forte majorité des suffrages. Anne Genetet affirme de son côté que sa principale contribution durant ce mandat aura été son rapport sur la mobilité internationale des Français qui recensait 215 propositions dans des domaines aussi divers que la fiscalité (régime des prélèvements obligatoires) applicable aux non-résidents, leur accès aux prestations de sécurité sociale, la simplification en cours de l'accès aux services publics et leurs conditions de retour en France.

Une partie de ces propositions a donné lieu à des décisions en cours de déploiement comme la plateforme « France Consulaire » pour simplifier les démarches administratives des expatriés ou la mise en œuvre du certificat d'existence unique pour les retraités. *« Dans ce contexte inédit* (Covid 19 + guerre en Ukraine, ndlr), *plus que jamais je défendrai une France humaniste, juste, pro-européenne et écologique. Plus que jamais, je défendrai les Français de l'étranger »*, écrivait-elle sur sa page Facebook au soir de sa victoire, en réponse aussi à la percée surprise et historique du Rassemblement national qui envoie 89 députés au Palais-Bourbon. ◆

Dossier réalisé par : **Marlène Panara**

FRANCE-SCANDINAVIE

Une proximité grandissante

Les échanges économiques franco-scandinaves sont aujourd'hui consolidés par l'attrait de plus en plus en fort des Français pour la région. Un modèle, appliqué au monde du travail notamment, qui séduit d'ailleurs jusqu'au sommet de l'État.

« *Les pays scandinaves, avant la guerre, semblaient fort éloignés [...] Quelques Suédois en vacances sur la Côte d'Azur, quelques privilégiés qui "faisaient les fjords", c'est à peu près à quoi se résumaient les contacts humains entre notre pays et les États nordiques. Et le Français moyen aurait été souvent bien en peine, sur la carte, de situer l'une par rapport à l'autre la Norvège et la Suède.»* Voici comment étaient décrites en 1957, dans un article du *Monde diplomatique,* les relations d'avant-guerre entre la France et la Scandinavie. Depuis, l'époque, et le monde avec elle, s'est transformée.

À mesure des décennies, les liens entre Paris et le Danemark, la Norvège et la Suède, se sont mués en véritables partenariats économiques et politiques. Aujourd'hui, d'après les derniers chiffres du Trésor français, la France est le neuvième partenaire commercial de la Suède et du Danemark. Et malgré la baisse régulière de ses importations, la France reste un partenaire commercial privilégié de la Norvège. En 2021, elle était le sixième client du pays nordique.

Des échanges dynamiques et constants qui ont poussé de plus en plus de Français à s'expatrier dans la région. D'autant plus depuis l'élection d'Emmanuel Macron, qui n'a jamais caché son attrait pour le modèle scandinave. En août 2018, le président français en déplacement au Danemark, définit les Danois comme un *« peuple ouvert aux transformations »*. Dans l'entourage du chef d'État aussi, le système scandinave séduit. Dans une tribune au *Monde*, le conseiller au président Philippe Aghion prône *«l'exemple suédois »* pour la réforme du système d'impôts.

Une source d'inspiration pour le modèle social européen

Les 23 et 24 août 2021, Elisabeth Borne et Clément Beaune, alors ministre du Travail et secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, s'étaient d'ailleurs rendus en Suède et au Danemark. Objet de la visite ? Échanger avec les partenaires sociaux locaux pour la construction du modèle social européen et des droits des travailleurs au sein de l'Union européenne. Dans la ville danoise de Fredericia, Clément Beaune avait visité l'équivalent français d'un centre Pôle emploi. Une visite centrée cette fois-ci autour de la thématique de l'insertion professionnelle des jeunes et de la formation continue.

Trois ans plus tôt, dans le même pays, Emmanuel Macron avait évoqué devant la communauté française son admiration pour le modèle danois de « flexisécurité », qui permet aux entreprises de se séparer plus facilement de leurs salariés en échange de contreparties, comme des indemnités de chômage élevées et des formations de bon niveau. Objectif: s'adapter aux changements du marché. C'est d'ailleurs ce concept qui a inspiré les ordonnances du président français de la fin de l'été 2017, destinées à engager les réformes sur la formation professionnelle et l'assurance-chômage.

Un modèle inspirant, mais par ailleurs encore difficile à appliquer tel quel en France, explique Alain Lefebvre, auteur de *Macron le Suédois*. Au Danemark ou en Suède, le monde du travail est bien plus flexible. *« Le management est moins hiérarchique, les salariés sont bien formés par l'entreprise et l'organisation est plus souple. Le patronat sait aussi négocier avec des syndicats puissants»*, affirme-t-il dans une interview au *Figaro*. Autant de critères qui poussent chaque année de plus en plus de Français, désireux d'expérimenter un nouveau modèle de travail, à tenter leur chance en Scandinavie. ◆

© Antony McAulay

ALEXANDRE HOLROYD

« Des pays où il fait bon vivre »

Élu en 2017 député des Français de l'étranger pour l'Europe du Nord, puis réélu en juin dernier, Alexandre Holroyd évoque quelques caractéristiques du modèle scandinave.

Quel regard portez-vous sur la conjoncture économique scandinave ?
Les défis auxquels est confrontée aujourd'hui la zone sont les mêmes qu'ailleurs en Europe. L'inflation y est grandissante et la situation géopolitique actuelle fait peser de gros risques à l'exportation. Mais il y a une réalité qui précède la pandémie, c'est que ces pays fonctionnent bien dans leur ensemble. Depuis les réformes structurelles lancées dans les années 1980 et 1990 – notamment en Suède – avec la modification du système de retraites, l'économie y est prospère. Cette politique a également permis l'épanouissement de l'entrepreneuriat. L'ouverture de ces pays vers le monde, l'intérêt particulier des Scandinaves pour l'innovation et la flexibilité du marché du travail sont autant d'atouts qui ont permis à la région d'encaisser le choc du Covid-19. Le dialogue social extrêmement dense qui existe en Scandinavie a par ailleurs permis à ses économies de s'adapter au mieux au contexte. Ce modèle, qui repose sur le dialogue, sur la négociation entre employeurs et employés, a montré une fois de plus qu'il était gagnant en toutes circonstances.

▲ Alexandre Holroyd.
© DR

Hormis sa résistance économique, quelle autre caractéristique propre à la Scandinavie lui permet d'incarner un modèle européen de résilience post-pandémie ?
Ces pays se sont engagés dans la transition écologique beaucoup plus tôt que les autres en investissant dans l'énergie hydroélectrique, par exemple. Le Danemark, lui, est aujourd'hui un modèle de l'éolien. La Norvège, il y a plusieurs années déjà, a révolutionné son parc automobile. Désormais, le pays possède le ratio de voitures électriques le plus important du monde. Dans ces pays où il fait froid, l'isolation des constructions, pour endiguer la perte de chaleur, est aussi un impératif. C'est une question climatique, certes, mais aussi pratique. La Scandinavie est très en avance sur ce sujet par rapport au reste de l'Europe. Beaucoup de start-up installées dans la zone se lancent dans ce secteur, et plus généralement dans l'économie verte.

> « PARLER LA LANGUE DU PAYS EST VIVEMENT RECOMMANDÉ, IL NE FAUT PAS SE CONTENTER DE L'ANGLAIS. »
> *ALEXANDRE HOLROYD*

Dans quels autres secteurs d'activité les Français sont-il susceptibles de trouver du travail ?
Il y a du choix ! Le domaine médico-social, l'innovation technologique, le numérique en général, ou encore l'industrie sont pourvoyeurs d'emplois. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas préparer son expatriation, savoir ce que l'on va faire en arrivant. Certains jeunes Français arrivent en Scandinavie sans projet professionnel. C'est une très mauvaise idée. Malgré les nombreuses opportunités qu'offrent ces pays, il y a une complexité administrative à décoder. Il y a des processus à respecter. Parler la langue du pays est par ailleurs vivement recommandé, il ne faut pas se contenter de l'anglais qui, certes, est parlé très facilement ici, mais qui ne vous permettra pas de vous intégrer complètement.

Quels sont les profils des Français qui viennent vivre en Scandinavie ?
Il y a de nombreux binationaux mais aussi désormais beaucoup de familles. Ils sont attirés par les opportunités économiques qu'offre la région, mais aussi par la qualité de vie qui règne ici. Ce sont des pays où il fait bon vivre. Les villes scandinaves sont toujours les mieux classées du monde sur ce plan. Le modèle social, qui prône par exemple la parité et l'égalité dans les salaires, est aussi très apprécié. L'équilibre famille-travail instauré ici séduit beaucoup nos compatriotes qui peuvent par exemple profiter en Suède d'un congé parental égal aux deux parents. La Scandinavie offre de nombreux atouts aux familles. En revanche, ce modèle familial a aussi pour conséquence de ne pas faciliter le développement des systèmes de garde d'enfants. C'est un point à ne pas négliger en arrivant dans la région. ◆

• L'intégralité de cet entretien est à retrouver sur www.francaisaletranger.fr Mot clé : Holroyd

LE MODÈLE SCANDINAVE

Des atouts multiples

La Norvège, la Suède et le Danemark suscitent un fort engouement de la part des expatriés depuis de nombreuses années. Retour sur les raisons qui en font des destinations à part.

C'est un système érigé partout en exemple. Économie prospère, protection sociale étendue et démocratie vigoureuse: les atouts du modèle scandinave sont nombreux. Chaque année, il attire de nombreux Français qui choisissent de s'y installer, attirés par la qualité de vie que proposent la Suède, le Danemark et la Norvège. Car ces trois pays sont d'abord des territoires riches en opportunité professionnelles, dopées par une économie dynamique. *« Depuis le début des années 1990 et l'application de diverses réformes structurelles, ces pays fonctionnent bien*, assure Alexandre Holroyd, député des Français de l'étranger pour l'Europe du Nord *(lire aussi ci-contre). Malgré les défis qui prévalent actuellement, parmi lesquels l'inflation comme ailleurs en Europe, les économies scandinaves restent très compétitives.»*
Le Danemark, point d'entrée du marché nord-européen, a par exemple affiché une croissance annuelle de 2% entre 2010 et 2020. En dépit de la crise sanitaire, le pays a su se maintenir à flots grâce à la vitalité de ses secteurs phares: produits pharmaceutiques, agro-alimentaire, énergies renouvelables et numérique. La Suède a également subi de plein fouet les conséquences de la pandémie. En 2020, son économie est entrée en récession. Elle a toutefois été largement moins impactée que l'ensemble des autres pays de l'Union européenne avec une baisse de 2,9% du PIB. La Norvège, quant à elle, a connu ces dix dernières années une importante prospérité, en grande partie grâce aux bons résultats du secteur pétro-gazier, moteur principal de l'économie. La vente d'hydrocarbures, gaz et pétrole, représente en effet plus de la moitié des exportations totales du pays.

▲ Ambassade de France à Copenhague.

© Salvador Aznar / Shutterstock.com

« Démocraties parfaites »

Mais de bons chiffres économiques ne font pas tout. Parmi les autres points forts de la Scandinavie? Sa démocratie. La région classe d'ailleurs ses trois pays parmi les « démocraties parfaites » du classement édité chaque année par le magazine *The Economist*. Les cinq pays obtenant l'indice le plus élevé sont la Norvège (9,87), l'Islande (9,58), la Suède (9,39), la Nouvelle Zélande (9,26) et le Danemark (9,22).
À titre de comparaison, la France, avec 7,8, n'occupe que la 29e position. Une conception anti-élitiste de l'exercice du pouvoir – l'ancien Premier ministre suédois, Stefan Löfven, était syndicaliste et soudeur de métier – rend l'exigence de transparence de la vie publique très pointue. En 1995, Mona Sahlin, numéro deux du gouvernement social-démocrate suédois, fut par exemple forcée de démissionner après avoir payé une barre chocolatée avec sa carte de crédit de fonction. Et ce, même après avoir, presque immédiatement, remboursé la somme.
La stabilité des régimes danois, suédois et norvégiens tout au long du XXe siècle a favorisé la mise en place et le maintien de modèle sociaux efficaces. Souplesse du droit du travail, protection des chômeurs et systèmes de sécurité sociale universalistes, mêlés à la compétitivité *«font que ces pays restent les plus égalitaires au monde, tout en étant aussi parmi les plus prospères »*, écrit Yohann Aucante, dans son ouvrage *Les Démocraties scandinaves*. L'attention portée au juste équilibre entre vie professionnelle et vie privée achève de séduire les expatriés français et européens, et ailleurs dans le monde. «*La quasi-symétrie qu'il y a ici entre travail et vie de famille m'a convaincu de rester,* témoigne Thomas Basseto, conseiller des Français de l'étranger à Oslo, en Norvège. *Un cadre va travailler 40h par semaine et accordera autant de temps à sa profession qu'à sa famille. Ici, c'est dans l'ADN du pays depuis des décennies.»* ◆

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Le paradoxe scandinave

Depuis près de trois décennies, et bien avant ses voisins européens, la Scandinavie promeut des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Les politiques nordiques en la matière, érigées en véritable modèle, sont-elles idéales ? Éléments de réponse.

Friluftsliv ! (« vie à l'air libre », en français). Ce concept scandinave rend compte de l'attachement de ses habitants à la nature, à la recherche du bien-être dans les ressources naturelles et le fait de privilégier l'activité physique en extérieur. La finalité ? Atteindre un parfait équilibre entre vie professionnelle et vie privée grâce au lien entretenu avec la nature. Ce mode de vie scandinave, prisé des Français, va de pair avec des politiques environnementales engagées il y a déjà plusieurs années par les pays concernés. En Scandinavie, la part de la consommation finale d'énergie provenant de sources vertes – hydroélectrique, éolien, biomasse – est supérieure à la moyenne européenne. Elle s'élève à 35% en Suède et culmine à 48% en Norvège et au Danemark. De quoi rendre fier Ola Eslvestuen, ancien ministre norvégien du Climat et de l'Environnement, qui déclarait début 2019: *« Plus de 95% de notre électricité est produite par nos centrales hydrauliques. D'ici à 2020, le chauffage au gaz et au fioul sera interdit.»* Le Danemark, lui, est un véritable pionnier de l'énergie éolienne. En 1990, le pays est le premier du monde à construire un parc éolien offshore. Aujourd'hui, il est un des leaders mondiaux du secteur. En 2021, le gouvernement a approuvé un plan visant à construire la première île énergétique au monde dans la mer du Nord. Elle produira et stockera suffisamment d'énergie verte pour couvrir les besoins en électricité de 3 millions de ménages européens. La fiscalité verte est, elle aussi, en pointe en Scandinavie. Stockholm a par exemple mis en place une taxe carbone dès 1991. Considérée comme la plus élevée du monde, elle a aussi permis le lancement de plusieurs projets, comme l'amélioration des transports publics ou encore l'utilisation de biocarburants pour l'isolation des logements.

Le plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'Ouest

Depuis le début des années 1990, la Scandinavie se distingue de ses voisins européens en matière de politique environnementale. Mais cet idéal, tant vanté ailleurs, est-il à nuancer ? Pour certains observateurs, les admirateurs de l'écologie à la scandinave seraient victimes de « boréalisme » : les pays nordiques, idéalisés, auraient été fabriqués par les discours au cours de l'Histoire. Si la Norvège met par exemple tout en œuvre pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2030, en interdisant notamment la vente de voitures thermiques d'ici 2025, elle est aussi le plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'Ouest. De plus, l'arrivée récente de représentants de l'extrême droite au pouvoir contrarie les efforts de diversification et entaille un peu l'image de « pays vert » que s'est forgée la Norvège. L'an passé, Kjell-Borge Freiberg, ancien ministre du Pétrole, de l'Énergie et membre du parti d'extrême droite du Progrès, annonçait que plus d'une centaine de blocs seraient ouverts à l'exploration pétrolière au large des côtes nationales. Le voisin suédois est confronté au même défi. Dans ce pays où le lien avec la nature est sacré, la montée de l'extrême droite étrille le modèle écologique établi depuis trois décennies. Les Démocrates de Suède (*Sverigedemokraterna*), qui constituent la troisième formation politique du pays, *« ne font jamais mention de la crise écologique et ne proposent pas de réformes dans le sens de la transition énergétique »*, explique un article publié dans « La Fabrique écologique ». La construction d'un modèle scandinave de transition écologique, bien qu'entamée, est encore loin d'être une réalité. ◆

© Marc Studer

QUALITÉ DE VIE

Un bonheur à portée de main ?

La Norvège, la Suède et le Danemark trustent chaque année les premières places des classements dédiés au développement humain. Mais ce bonheur tant prisé à l'intérieur des frontières scandinaves comme à l'international laisse de côté une part de la population.

Thomas Bassetto ne voulait plus vivre à Paris. En 2013, il projette alors de partir à l'étranger, pour vivre une nouvelle expérience. Par hasard, sa femme et lui décrochent un emploi à Oslo, en Norvège. *« On s'est dit: "pourquoi pas?' Et on a fait nos valises"*, raconte-t-il. Le couple quitte alors la France pour un an. Il n'est plus jamais reparti. La qualité de vie offerte par le pays l'a convaincu de rester. Le parcours de Thomas Bassetto *(à retrouver p. 72)* nourrit le récit, véhiculé par les rapports et études en tout genre depuis des années, d'un territoire où il fait bon vivre. La Norvège se classe en effet à la 8e place du dernier classement mondial sur le bonheur* réalisé sous l'égide des Nations unies. Ses voisins scandinaves, le Danemark et la Suède occupent respectivement le 2e et 7e rang. À titre de comparaison, la France occupe cette année la 20e place.

La majorité du classement évolue en fonction des années, mais le top 10, lui, a peu changé depuis la première parution du rapport en 2012. La Scandinavie y occupe toujours les premières places. Les raisons qui expliquent ce phénomène sont nombreuses : un PIB par habitant conséquent, une vie sociale développée, une espérance de vie en bonne santé élevée et une faible corruption sont parmi les critères qui permettent aux Scandinaves d'accéder au bonheur plus facilement qu'ailleurs. Régulièrement cités par les expatriés installés dans la région, le quasi parfait équilibre entre vie professionnelle et vie privée et l'accès à la nature constituent également des atouts indissociables de la Scandinavie.

En Norvège, *l'allemannsretten* (le « droit d'accès à la nature » en français) est d'ailleurs inscrit dans la loi depuis 1957. Il garantit à tous ses habitants de pouvoir se rendre sur la plupart des « terres non clôturées », comme les forêts, les rivages, les marais et les montagnes. À Oslo par exemple, seulement 20 minutes de tramway séparent le cœur de la ville de la station de ski d'Holmenkollen. Nombreux sont les habitants à quitter le travail, ski sur l'épaule, le soir venu. Un privilège inaccessible dans les autres capitales européennes et du monde.

© Everst

Des inégalités grandissantes

Mais ce mode de vie, érigé en modèle à l'international, ne serait-il pas l'apanage d'une seule partie de la population ? Si, en Norvège, le revenu moyen des ménages est nettement supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE, *« un écart considérable sépare désormais les plus aisés des plus modestes »*, affirme l'organisation. Ainsi, *« les 20% les mieux lotis touchent quatre fois le montant perçu par les 20% les moins bien lotis. »* La Suède, quant à elle, tend à rattraper la moyenne des pays de l'OCDE en termes d'inégalités. L'indice de Gini, utilisé de 0 à 1 pour mesurer l'inégalité des revenus d'une population, y est passé de 0,226 en 1991 à 0,320 en 2011. Le coût de la vie, grandissant, devient prohibitif pour une partie de la population. *« Depuis que je suis arrivée il y a seize ans, les prix n'ont fait qu'augmenter*, confie Noémie Altschul, conseillère AFE en Suède. *À Stockholm, la vie est très agréable… si on a les moyens. La pénurie de logements dans la capitale rend l'immobilier très difficile d'accès. »* Alexandre Hoyrold, député des Français de l'étranger pour l'Europe du Nord confirme : *« Le prix de l'immobilier est par endroit exorbitant. Payer un loyer ou acheter un bien reste difficile pour tout le monde,* assure-t-il. *Je pense que c'est un sujet auquel doivent rapidement s'atteler les gouvernements scandinaves. »* ◆

** https://worldhappiness.report*

▲ Copenhague.

© Sina Ettmer Photography

Danemark

Un marché du travail flexible

Un des pays les plus heureux du monde, un PIB par habitant élevé et un rapport à la nature privilégié : s'expatrier au Danemark est plus que tentant ! Décryptage de ce qu'il faut savoir avant de partir. Travailler, entreprendre et étudier au Danemark, mode d'emploi.

En avril 2022, le taux de chômage au Danemark était de 4,3%, selon Eurostat. Un chiffre bien plus faible que celui de la zone euro, à 6,8%. Le pays, impacté comme partout ailleurs dans le monde par le Covid-19, a bien résisté à la pandémie, notamment grâce aux aides débloquées par le gouvernement. Le 18 avril dernier, le gouvernement danois a validé la création d'une aide d'environ 13 milliards d'euros afin de soutenir les entreprises confrontées à une chute de leurs revenus suite aux mesures de confinement.
Le pays se distingue par ailleurs par un marché du travail extrêmement flexible, basé sur le concept de « flexisécurité ». Initiée en 1994, cette doctrine conjugue une plus grande facilité de licenciement pour les entreprises et des indemnités longues et importantes pour les salariés licenciés. Ainsi, il est aussi facile d'embaucher que de licencier. Pour les quelque 6 000 Français expatriés au Danemark, les opportunités d'emploi sont nombreuses.

TRAVAILLER

Muni de votre numéro d'identification personnel (*CPR-nummer*), obtenu après enregistrement au Registre national de la population (*Folkeregister*), vous pouvez vous lancer dans la recherche d'emploi. En tant que citoyen de l'Union européenne, vous n'avez pas besoin d'un permis de travail. Par ailleurs, si vous avez déjà trouvé un emploi avant votre arrivée, vous pouvez vous rendre sur le portail officiel pour les étrangers pour obtenir plus facilement un permis de séjour.
Pour les autres, vous pouvez d'abord vous rendre au Job Centre, le Pôle emploi danois, de la ville dans laquelle vous êtes installé. Le *Spouse programm*, mis en place à Copenhague et dans d'autres ville du pays, guide quant à lui les conjoints des expatriés

dans leur recherche d'emploi.
• Quelques sites qui peuvent vous aider dans vos recherches:
- *City of Copenhagen Website:* https://international.kk.dk/work/job-search-and-career/job-centres
- *Work in Denmark»*, www.workindenmark.dk
- La chambre de commerce franco-danoise: www.dansk-fransk.dk
- Jobnet: site public de recherche d'emploi: https://job.jobnet.dk/CV/frontpage
Avant de partir, vous pouvez consulter le site Internet de Pôle emploi en France pour trouver des offres au Danemark. Eures, le dispositif européen de l'emploi, propose aussi de nombreuses offres d'emploi et conseils pour bien appréhender le pays. Parler danois n'est pas obligatoire dans tous les secteurs, mais il est fortement recommandé d'avoir quelques notions. Grâce à votre un numéro CPR, vous pouvez suivre des cours de danois gérés par la municipalité de votre lieu d'habitation pendant vos premières années de résidence. Depuis juillet 2020, ils sont de nouveau gratuits.

LES SECTEURS QUI RECRUTENT

Le Danemark est un des leaders mondiaux de l'énergie éolienne. Logiquement, le secteur est donc pourvoyeur d'emplois, tout comme ceux de la construction écologique et des technologies environnementales. *« L'informatique »*, *« la digitalisation »* et *« le domaine pharmaceutique »* sont également riches en offres, d'après Anders Torbøl, président de la Chambre de commerce franco-danoise (CCI). *« Il y aussi un manque global de main-d'œuvre dans la construction et le bâtiment, des secteurs à prendre en considération »*, ajoute-t-il. Le Danemark étant grand exportateur de produits agricoles, il recherche également régulièrement de saisonniers pour travailler dans l'une de ses 55 000 fermes.

ENTREPRENDRE

Le Danemark est la porte d'entrée du marché nordique. Pour un entrepreneur, c'est une localisation idéale, entre Europe du Nord et Europe de l'Ouest. D'autant plus que l'environnement des affaires y est très sain. Le pays se classe 4e du dernier classement Doing Business établi par la Banque mondiale, d'après des données recueillies en 2019. Le taux de fiscalité sur les sociétés relativement faible (22%), couplé à l'aide spéciale aux investisseurs étrangers octroyée par le ministère des Affaires étrangères danois – pour une période de trois ans – sont des avantages non négligeables pour les expatriés en quête d'entrepreneuriat.
• *Pour en savoir plus sur l'aide du ministère* : www.investindk.com
Pour créer votre entreprise, vous pouvez aussi faire appel à la CCI franco-danoise. Elle vous accompagnera dans vos démarches et vous donnera des conseils relatifs à l'implantation de votre société. La structure propose aussi des locations de bureaux, et, par inscription *« d'accéder à son réseau dans tout le pays »*, indique Anders Torbøl. Renseignez-vous également sur les impôts sur le site danois dédié. Un questionnaire destiné à évaluer votre projet y est proposé. D'après l'association Copenhague Accueil, en cas de questions, il ne faut pas hésiter à appeler directement les équipes, très accessibles.
• *Le site du service des impôts danois*: www.skat.dk/skat.aspx?oid=3100
Enfin, pour immatriculer sa société et recevoir le CVR (CPR pour entreprises), il faut se rendre sur virk.dk. Attention, le site est n'est pas traduit en anglais. Vos cours de danois vont seront alors bien utiles.
Près de 150 filiales d'entreprises françaises au Danemark emploient actuellement 13 000 personnes. Les secteurs les plus représentés sont les nouvelles technologies de l'information, les services aux entreprises et aux particuliers, l'industrie (électronique, verre, BTP, transports…), l'énergie et l'environnement et les produits alimentaires.

Initié en 1994, le concept de « flexisécurité » conjugue une plus grande facilité de licenciement pour les entreprises et des indemnités longues et importantes pour les salariés licenciés.

ÉTUDIER

« Étudier au Danemark, c'est presque l'idéal. » Paul Vignes, un étudiant de 20 ans interrogé par *Studyrama* a franchi le pas en 2016. Le jeune homme, Parisien, est actuellement en bachelor de commerce international à Aarhus, sur la côte Est. Pour faire comme Paul Vignes, vous pouvez d'abord vous tourner vers les universités danoises. Elles sont gratuites et attribuent de nombreuses bourses aux étudiants qui en ont besoin. Le bachelor est l'équivalent de la licence française, le *candidatus*, celui du master. Les universités proposent aussi les formations en examens continues, c'est-à-dire avec des contrôles réguliers du niveau de l'étudiant, mais sans examen ou partiels de fin de semestre, ou fin d'année, ce qui libère de la pression des examens, et assure un meilleur taux de réussite. La rentrée universitaire étant en septembre, les établissements ont fixé la date limite pour postuler au 15 mars de chaque année. Si vous souhaitez vous inscrire uniquement pour un semestre et commencer à la rentrée de janvier, il vous faudra postuler avant le 1er septembre. Les admissions hors programme d'échanges type Erasmus sont possible après un test de langue (généralement le test danois 2), et examen du dossier. Par ailleurs pour suivre certains cours les universités exigent des conditions spécifiques, comme une note minimale dans une ou plusieurs matières. Renseignez-vous bien avant de partir. À savoir également, certaines universités danoises appliquent des quotas, principalement en médecine et dans l'éducation.
• Voici les principales universités du pays :
- Université de Aarhus: www.au.dk/en
- Université de Copenhague : www.ku.dk/english
- Université du sud du Danemark de Odense : www.sdu.dk
Le coût de la vie au Danemark est l'un des plus élevé d'Europe, Copenhague est en effet la 5e capitale européenne la plus chère. Financer son séjour est donc impératif pour ne pas se retrouver en position délicate sur place. Le ministère des Affaires étrangères français peut vous proposer des bourses, dont la bourse Lavoisier qui soutient des séjours de recherche et d'études. Le CNOUS (Centre national des œuvres universitaires et scolaires) en dispose également.
La carte étudiante internationale ISIC vous permettra d'avoir accès à certaines réductions étudiantes qui vous aideront à maîtriser votre budget. ◆

MOBILITÉ DOUCE

Une terre mondiale du vélo

En ce mois de juillet, le top départ du Tour de France a été donné pour la première fois au Danemark. Un choix loin d'être un hasard pour les organisateurs, tant la pratique du vélo a pris, depuis une dizaine d'années, une place considérable dans le pays. Rien que dans la capitale Copenhague, on compte plus d'un vélo par habitant.

Cela fait trois ans que les Danois et les expatriés du pays l'attendaient. Après deux reports dus à la pandémie de Covid-19, cette année est la bonne. Le 1er juillet 2022, le top départ de la 109e édition du Tour de France a été donné à Copenhague. Illustration de l'enthousiasme qui règne dans la capitale danoise à l'idée d'accueillir les trois premières étapes de l'évènement, un maillot jaune géant est accroché depuis plusieurs mois sur la façade de l'ambassade de France. Des campagnes d'affichage assurent, elles, la promotion du Tour dans les rues de la ville.

Jamais la Grande Boucle n'avait débuté si loin au nord de l'Europe. Mais le lieu n'a pas été choisi au hasard. Car le Danemark est devenu, en quelques années, le pays du vélo. Sur tout le territoire, 1,460 million de kilomètres sont parcourus chaque jour sur les 12 000 kilomètres de pistes cyclables que comptent que le pays. Il dispose aussi de onze routes nationales dédiées à la pratique de la bicyclette, toutes balisées et numérotées. Lesquelles sont elles-mêmes reliées à de nombreuses voies régionales et locales. Les autorités, conscientes de cette passion nationale, ont consacré à la pratique du vélo un budget conséquent: plus de cent millions d'euros ont été dépensés dans divers programme en faveur du cyclisme.

Nouvelle capitale mondiale du vélo

À Copenhague, le vélo est partout. Dans la métropole danoise, les habitants disposent ainsi de 386 kilomètres de pistes cyclables. En 2021, on recensait 736600 vélos pour 638117 habitants dans la capitale, soit plus d'un vélo par personne. Et d'après l'organisme spécialisé Copenhagenize – qui conseille les municipalités du monde souhaitant développer leur réseau cycliste – en 2019, 62% des trajets quotidiens intra-muros s'y faisaient à bicyclette, contre 36% à Amsterdam, pourtant réputée en la matière. À Paris, le chiffre tombe à 2%.

© Arcady

CES DIX DERNIÈRES ANNÉES, COPENHAGUE A RÉDUIT DE MOITIÉ SES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE.

Comme ailleurs dans le pays, les autorités de la ville investissent depuis des années pour rendre la pratique du vélo la plus abordable possible. Les trottoirs réservés, bien séparés de la route, se sont multipliés. Un pont dédié, surnommé « Cycle Snake », a également vu le jour en 2014. Long de 235 mètres, il facilite le passage entre le centre-ville et un tout nouveau quartier du sud de Copenhague, Vesterbro, deux points stratégiques de la ville. Il fait éviter aux 19 000 cyclistes qui l'empruntent chaque jour le fort dénivèlement à cet endroit, ainsi que les escaliers. Coût total de l'opération : cinq millions d'euros, dont une partie financée par l'État. *« Ce pont aérien, uniquement réservé au vélo, nous a vraiment facilité la vie »*, témoigne Christine Bordin, une expatriée française interrogée dans un reportage de Radio Canada.

Des infrastructures bienvenues pour les cyclistes qui, depuis une dizaine d'années, fleurissent dans les différents quartiers de la ville. Tous les ans, la municipalité dépense d'ailleurs en moyenne 10 millions d'euros par an pour adapter la ville au vélo. Une enveloppe généreuse qui s'inscrit dans une démarche écologique. Ces dix dernières années, la ville a réduit de moitié ses émissions de gaz à effet de serre, tandis que sa population croissait de 15%. D'ici à 2025, la cité de la Petite Sirène ambitionne d'ailleurs devenir la première ville du monde neutre en carbone. Un objectif que compte atteindre la ville grâce au vélo, mais aussi via la suppression des véhicules à moteur thermique. La même année, son parc automobile devrait être entièrement équipé de voitures fonctionnant aux énergies propres : électricité, hydrogène ou biocarburants. ◆

ANDERS TORBØL

«Dans les entreprises, le dialogue est privilégié au conflit »

Anders Torbøl est président de la Chambre de commerce France-Danemark depuis 2011. Il livre son regard sur la conjoncture actuelle et détaille les missions actuelles et à venir de la CCI.

Français à l'étranger : Quel est le rôle de la CCI France-Danemark ?
Anders Torbøl : Globalement, notre structure assiste et promeut les relations économiques entre les deux pays. Nous nous adressons aussi bien aux Français installés au Danemark qu'aux Danois de France. À ceux qui s'inscrivent à la CCI, nous leur proposons divers services, comme des hébergements pour leur entreprise où ils peuvent collaborer avec d'autres expatriés, dans un milieu jeune et dynamique. Nous fournissons aussi des services de recrutement, comme des chasseurs de tête. Ces derniers peuvent travailler à leur trouver des employés français ou danois.
Nos équipes organisent également des réunions sur différents thèmes – ressources humaines, innovation – pour les entreprises dont la production se fait au Danemark. Ces dernières peuvent aussi assister à des meetings dédiés à la fiscalité. Nous nous étions rendu compte il y a quelques années que le fait qu'il n'y avait pas de convention fiscale entre les deux pays posait problème. Cela a pris du temps, mais finalement un accord dans ce sens entrera en vigueur en janvier 2023. Enfin, toute l'année et depuis quelques mois, nous organisons de nouveau des conférences et des galas.

▲ Anders Torbøl.
© DR

Quel regard portez-vous sur la conjoncture économique actuelle, après deux ans de pandémie ?
Le Covid-19 a d'abord beaucoup modifié nos habitudes en interne. Comme partout, nous nous sommes mis à la visio, et nous continuons. Ensuite, de nombreuses entreprises ont arrêté de détacher des expatriés en mission à l'étranger. Au contraire même, beaucoup ont été rappelés. On l'a vu dans les effectifs des lycées français du pays, qui ont diminué ces deux dernières années. Aujourd'hui, même si la crise s'apaise, nous restons prudents. Je pense qu'il est encore un peu tôt pour se réjouir. Mais le Danemark reste, malgré tout, un pays attractif pour les Français et son économie a su résister. Aujourd'hui, son produit national brut (PNB) est 53% supérieur à celui de la France, contre seulement 8% de plus il y a un siècle. C'est un des critères qui poussent encore des centaines de Français à faire chaque année le choix du Danemark pour leur expatriation.

> « NOUS NOUS ADRESSONS AUSSI BIEN AUX FRANÇAIS INSTALLÉS AU DANEMARK QU'AUX DANOIS DE FRANCE. »
> *ANDERS TORBØL*

Quelles sont les meilleures opportunités d'emploi pour les Français au Danemark ?
Tous les métiers liés à la transition écologique sont très demandeurs car le Danemark est un pays en pointe en la matière. L'informatique, le digital et l'industrie pharmaceutique sont également des secteurs pourvoyeurs d'emplois. Il y a par ailleurs un manque général de main-d'œuvre dans le domaine de la construction et du bâtiment. C'est une possibilité à ne pas négliger. La page du site Internet de la CCI dédiée au secteur recèle de nombreuses offres.

Quels sont les projets à venir ?
Un comité de femmes d'affaires est à l'étude. Ce genre de structures, que l'on a déjà expérimenté dans le passé, est très efficace. Cela permet aux gens de se rencontrer, de parler de leurs problématiques communes, entre salariés mais aussi entre employés et managers. Au Danemark, la société est basée sur la confiance et le respect mutuel. Comme dans d'autres pays scandinaves, le dialogue est privilégié en entreprise, chacun va essayer de s'écouter le plus possible pour éviter à tout prix les conflits. Les Français qui arrivent au Danemark s'en rendent compte très rapidement. C'est ce modèle, appliqué partout sur le territoire, que l'on veut reproduire au sein de la CCI. Tout le problème, c'est de savoir comment créer cette confiance. On s'y efforce. Et jusqu'ici, cela a toujours fonctionné. ◆

MARIE-JOSÉ CARON

« Les bonnes pratiques du modèle danois sont nombreuses »

Conseillère des Français de l'étranger au Danemark, Marie-José Caron est engagée depuis plusieurs années auprès de ses compatriotes installés sur place. Tour d'horizon de ses différentes missions.

Français à l'étranger : Qu'est-ce qui vous a conduit à vivre au Danemark ?
Marie- José Caron : J'ai découvert le pays pour la première fois à l'âge de 20 ans, alors que je faisais un *break* dans mes études. Cela m'avait beaucoup plu. Alors lorsque j'ai eu l'opportunité de m'y installer, pour raisons personnelles, je n'ai pas hésité. Près de 35 ans plus tard, je suis toujours là.

Quelques années après votre arrivée, vous avez pris la présidence de l'association Copenhague Accueil. Pourquoi ?
Je manquais de réseau avec d'autres Français, car je ne connaissais pas de compatriotes. J'ai approché l'association en 1995, et je me s'y suis réellement investie à partir de 1998. En 2001, j'ai été élue présidente. Et puis j'ai voulu aller plus loin, m'engager davantage. J'ai passé la main en 2006 pour devenir une élue des Français de l'étranger. Depuis 2014, je suis conseillère des Français de l'étranger. Cela allait de pair avec mon autre engagement au lycée Prins Henrik de Copenhague, où j'avais la charge de l'accueil des élèves jusqu'en décembre 2021 : j'ai à cœur de guider les gens, de les aider et même de changer leur quotidien. Cela donne un sens à ma vie. Mon engagement est très sincère. Pour moi, c'est comme une seconde nature.

Quelles sont les missions, les projets, qui vous occupent actuellement ?
Il y a un sujet sur lequel je me bats toujours, et depuis le début, c'est celui des bourses pour les étudiants. Je m'efforce de défendre tous les dossiers car je suis convaincue de l'importance de ces fonds pour les jeunes. Plus récemment, je projette de constituer un groupe de femmes expatriées, réunies en réseau amical et qui ont envie d'échanger sur leur expérience de la vie à l'étranger. Le but serait de se retrouver entre femmes installées pour une longue durée, à l'image de celles qui vivent en couple binational. Il est important de pouvoir échanger sur des problématiques communes, qui sont également celles de la famille. Je travaille aussi sur l'extension du label France Éducation, préconisé par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE). C'est important, surtout si l'on veut atteindre le Cap 2030 voulu par Emmanuel Macron *[qui a pour ambition de doubler les effectifs des établissements scolaires français à l'étranger d'ici 2030 ndlr],* en parallèle du développement de l'établissement existant. Toujours en matière d'éducation, je m'efforce de développer l'accès au cours en français des expatriés installés en province, en dehors de Copenhague.
Cela concerne par exemple les salariés du parc Lego, basée à Billund, à l'ouest du Danemark. Je continue aussi à développer le tissu associatif local, notamment dans le domaine culturel. Je me bats aussi pour que davantage de moyens soient accordés aux entrepreneurs français du secteur de la restauration et de la gastronomie qui, malgré les aides danoises suite de la pandémie, restent parfois en difficulté. Je demande que les critères d'attribution des aides réservées aux Français de l'étranger soient redéfinis. Ces expatriés sont des acteurs du rayonnement français à l'extérieur de ses frontières.

▲ Marie-José Caron.

© DR

« IL Y A UN SUJET SUR LEQUEL JE ME BATS TOUJOURS, ET DEPUIS LE DÉBUT, C'EST CELUI DES BOURSES POUR LES ÉTUDIANTS. »
MARIE-JOSÉ CARON

Quelle est votre position vis-à-vis du modèle danois ?
En tant que conseillère des Français de l'étranger, je me dois de faire remonter les bonnes pratiques de ce modèle. Et elles sont nombreuses. À commencer par l'engagement du pays dans la transition écologique. Copenhague est aujourd'hui la capitale du vélo ! Tout le monde a sa bicyclette et se déplace au quotidien de cette manière. Beaucoup de Français travaillent d'ailleurs dans ce secteur ici. Ils se sont bien immergés dans la vie « à la danoise ». ◆

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

FRANÇAIS À L'ÉTRANGER .FR

DOSSIER SPÉCIAL

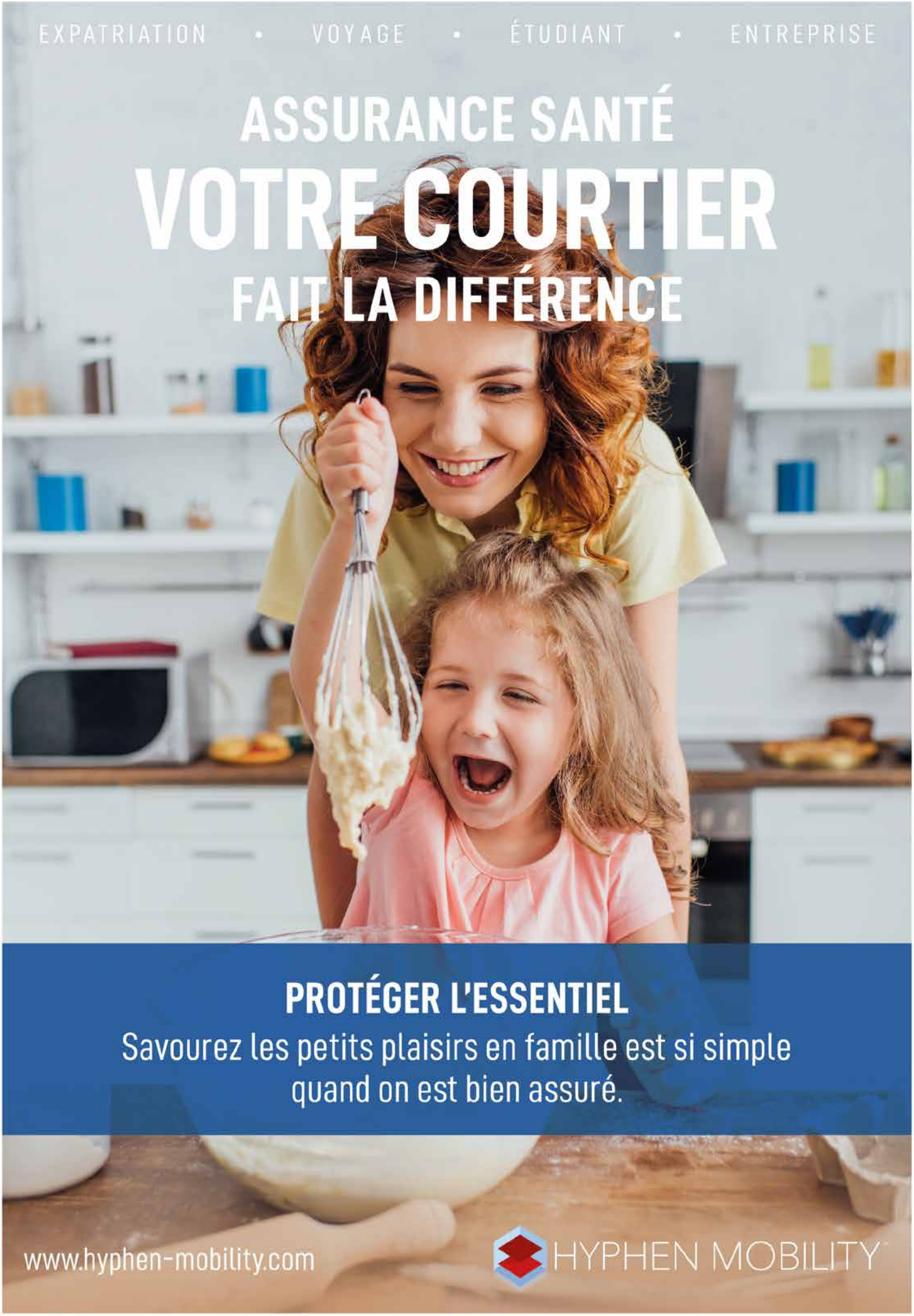
Protection sociale

La crise sanitaire est venue rappeler l'importance de bien s'assurer et de protéger les siens, surtout lorsqu'on vit à l'étranger. Durant cette période, les spécialistes de la protection sanitaire et sociale – acteurs publics et privés – ont été aux côtés des Français de l'étranger dans des contextes souvent inédits. Ce dossier leur donne la parole. Ils reviennent sur cette expérience dont il ont su tirer nombre d'enseignements, avec des produits toujours plus adaptés aux besoins des expatriés.

© Ground Picture

EXPATRIATION • VOYAGE • ÉTUDIANT • ENTREPRISE

ASSURANCE SANTÉ
VOTRE COURTIER
FAIT LA DIFFÉRENCE



PROTÉGER L'ESSENTIEL

Savourez les petits plaisirs en famille est si simple quand on est bien assuré.

www.hyphen-mobility.com

HYPHEN MOBILITY

Dossier réalisé par **Marlène Panara**

CRISE SANITAIRE

La protection sociale des expatriés bousculée

La pandémie de Covid-19 a replacé la protection santé des Français de l'étranger au centre des attentions. Institutions comme acteurs privés, tous ont dû s'adapter à cette situation sans précédent. Deux ans plus tard, au sortir de la crise, quels enseignements en tirent-ils ?

Mars 2020. Pour la première fois de l'Histoire, des millions de Français sont contraints de rester chez eux. Objectif : endiguer la pandémie de Covid-19, ce nouveau coronavirus qui peu à peu va paralyser le monde entier. Pour les Français établis à l'étranger, c'est aussi la stupeur. Ce phénomène inédit les plonge dans l'inconnu. Surtout, il les pousse à s'interroger sur leur couverture santé. Comment les assurés français ont-ils vécu cette période ? Quels moyens les principaux acteurs de la protection sociale ont-ils déployés pour y faire face ? Et cette crise a-a-t-elle aussi prémuni contre les imprévus de demain ? Ce numéro consacré à la protection sociale donne notamment la parole aux institutions publiques de couverture santé. Des acteurs aux avant-postes de la crise, qui ont bien souvent fait le lien entre les expatriés et leur pays. À l'instar notamment du Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale (Cleiss) qui, des mots de sa directrice Armelle Beunardeau, *« a fait face et a su s'adapter dans une situation jamais vue jusqu'ici »*. Les équipes du Cleiss ont *« travaillé d'arrache-pied »* pour donner une réponse claire aux nombreux ressortissants *« un peu dépassés par les événements »*. Des mesures spécifiques ont été créées, pour répondre au mieux à ces nouveaux besoins, et des accords bilatéraux un peu datés avec d'autres pays ont été remis au goût du jour.

Digitalisation et nouvelle stratégie

Du coté des assurances complémentaires, là aussi, le maître-mot a été « l'adaptation ». De gros efforts de digitalisation des services ont été entrepris pour permettre à tous les assurés de trouver au plus vite des réponses à leurs interrogations. Autre point d'importance, la mobilisation des équipes commerciales autour des clients déjà existants. Des nouveautés dans la stratégie d'entreprise qu'ont aussi développé d'autres acteurs de la protection sociale comme ACS Assurances ou Ava Assurances, dédiée aux nomades numériques. Également très sollicités, les opérateurs spécialisés dans le rapatriement ont dû, eux aussi, faire preuve de souplesse pour répondre à la demande. Depuis la pandémie, les ressortissants français atteints du Covid-19 peuvent en effet bénéficier d'un rapatriement sanitaire pour rejoindre le territoire français. Un patient infecté par le Covid-19 n'étant pas autorisé à prendre un vol commercial, c'est à son assurance que revient l'organisation et la prise en charge de son retour.

Focus sur la santé

Élus, organisations publiques, et assureurs privés, tous sont unanimes pour affirmer que cette crise sanitaire a bousculé le marché de la santé des expatriés. Et a donné, par la même occasion, un second souffle à l'intérêt porté aux assurés, à leur bien-être. Après une première vie passée à s'occuper des personnes dans le besoin aux quatre coins du monde, c'est désormais aux Français de l'étranger, et à ceux qui projettent de le devenir, que Margot Vappereau concentre aujourd'hui toute son attention. Avec sa société « Expatez-vous ! », dont les idées ont germé pendant le premier confinement en 2020, cette ancienne infirmière accompagne et conseille les ressortissants français avant, pendant et après leur expatriation. Avec, bien sûr, un focus sur la santé, physique et psychologique de ses clients. Un soutien au plus proche de leurs inquiétudes qui permet aussi une meilleure réponse quand l'imprévu surgit soudain. À l'image de la pandémie que le monde a traversée. ◆

Cette publication est éditée par TDME, 1, rue Gozlin, 75006 Paris. SAS au capital de 1.000 €. RCS Paris 798 269 726. Numéro de commission paritaire : 0520 I 93671. **Directeur de la publication :** Jean-Pierre Pont (jpp@francaisaletranger.fr). Tél. : 07.71.70.78.54. **Secrétariat de rédaction :** Didier Bras **Direction artistique :** Grand National Studio. **Photo de couverture :** Ground Picture / Shutterstock.com. Retrouvez-nous sur internet : www.francaisaletranger.fr

FRANÇAIS À L'ÉTRANGER .FR

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HÉLÈNE CONWAY-MOURET

« La solidarité s'est exprimée partout »

La crise sanitaire mondiale a mis à rude épreuve les diplomaties du monde entier. Comment s'est organisée la gestion de crise ? Que retenir de cette période inédite ? Hélène Conway-Mouret, sénatrice des Français de l'étranger, fait le point.

Deux ans après le début de la crise sanitaire, quel bilan tirez-vous de cette période ?
Pour la première fois, une pandémie a touché toute la planète. Le soutien apporté par nos postes diplomatiques à nos compatriotes en cas de crise devait être global et local. Les parlementaires ont voté des crédits d'aide d'urgence et demandé des réunions avec le ministère afin de guider son action dans le soutien à apporter. Les conseillers des Français de l'étranger et les associations ont joué un rôle central : à la fois par les informations qu'ils nous faisaient remonter en temps réel mais surtout par le soutien qu'ils ont apporté sur place, alors que la plupart des consulats étaient fermés ou qu'ils n'assuraient qu'un service minimum. Il faut noter que la solidarité s'est exprimée partout et que chacun a fait de son mieux.

▲ Hélène Conway-Mouret.
© Bastien RAMAEL

Ce que je retiens aussi de cette crise, c'est que nous avons besoin d'une information fluide et continue entre les élus et l'administration. Il ne sert à rien de communiquer comme cela a été fait par le secrétaire d'État sur le rapatriement des Français ou sur leur vaccination, alors que les consulats n'étaient ni au courant ni organisés pour le faire.
Les crédits débloqués n'ont par ailleurs pas été utilisés. Leur octroi doit être repensé ainsi que la façon d'en faire la demande. Enfin, le manque de personnel dans les consulats a démontré que nous ne pouvons plus demander d'économies supplémentaires à ce ministère.

Quelles ont été les principales difficultés auxquelles vous avez fait face ?
Elles ont été de deux ordres. D'une part, la mise en place de motifs impérieux a pénalisé de nombreux compatriotes. Cette décision parfaitement illégale a eu des conséquences dramatiques sur les familles. D'autre part, la réduction du nombre de visas délivrés pour les étudiants étrangers m'a demandé de nombreuses interventions pendant tout l'été afin qu'ils puissent arriver à temps pour faire leur rentrée universitaire. Enfin, je ne peux que déplorer la lenteur et parfois l'absence de réponses apportées par le cabinet du secrétaire d'État.

> « NOUS AVONS BESOIN D'UNE INFORMATION FLUIDE ET CONTINUE ENTRE LES ÉLUS ET L'ADMINISTRATION. »
> *HÉLÈNE CONWAY-MOURET*

La gestion de la crise a-t-elle été différente selon les pays pour les Français établis à l'étranger ?
Oui, tout à fait. Certains pays ont de solides politiques publiques, notamment en Europe et dans une moindre mesure en Amérique du Nord où nos ressortissants ont bénéficié des programmes de vaccinations locaux et d'un accès gratuit aux tests. Mais la question de la reconnaissance vaccinale entre les pays pose encore problème. C'est le cas entre l'Asie, la Russie et l'Europe. Cela force nos ressortissants à se faire vacciner parfois jusqu'à cinq fois pour être en conformité avec les règles européennes.

Cette crise a-t-elle aussi permis de déployer de nouveaux moyens en matière de protection sociale ?
L'État a lancé des aides SOS Covid-19 pour les Français de l'étranger qui ont subi une baisse de revenus conséquente. Cette aide d'environ 150 euros par personne a eu le mérite d'exister. Mais malheureusement le dispositif n'a pas été élaboré en concertation avec les élus de terrain. Sur les 50 millions de crédits alloués, environ un quart n'a pas été consommé et une grande partie a servi à l'envoi de vaccins à l'étranger.
En outre, dès le 8 avril 2020, la Caisse des Français de l'étranger (CFE) a mis en place une assurance spécifique « Covid-19Expat Santé » qui prenait en charge les soins ou les hospitalisations liés au coronavirus à l'étranger, pour une cotisation réduite, d'une durée minimale de six mois. Elle couvrait la vaccination dans tous les pays, les consultations médicales liées au virus, les frais des tests de dépistage, des examens de sérologie et de pharmacie. ◆

agora expat
HEALTH INSURANCE SOLUTIONS

VOTRE COUVERTURE SANTÉ À L'ÉTRANGER

SOLUTIONS SUR MESURE

Vous vous installez à l'étranger ou vous y vivez déjà?

Avoir une bonne couverture santé à l'international est nécessaire pour une prise en charge optimale de vos frais médicaux à l'étranger.

AGORAEXPAT compare pour vous les différentes offres et sélectionne la solution la mieux adaptée à vos besoins selon votre pays de destination!

GAGNEZ DU TEMPS!

Contactez les experts d'AGORAEXPAT afin d'obtenir gratuitement votre devis et les conseils adaptés à votre situation!

FR : +33 (0)9 77 21 99 60
USA : +1 (347) 491-4190
contact@agoraexpat.com

www.agoraexpat.com

- **Prise en charge des frais de santé à 100% des frais réels**
- **Assistance et rapatriement**
- **Couverture mondiale**
- **Tiers payant**
- **Interlocuteurs francophones**
- **Complément CFE possible**
- **Tarifs négociés**

INSTALLEZ-VOUS SEREINEMENT À L'ÉTRANGER!

agora-expat

© Billion Photos

ISABELLE FREJ

« La CFE se doit d'être encore plus réactive et innovante »

Après plus de deux ans de pandémie, l'heure est au bilan pour la Caisse des Français de l'étranger. Isabelle Frej, tout juste nommée à sa tête en avril dernier, revient pour sur cette période compliquée et sur sa vision de l'avenir.

Expatriée à Rabat, au Maroc, depuis près de trente ans, Isabelle Frej l'assure : *« L'expatriation évolue très vite. »* Membre du conseil d'administration de la Caisse des Français de l'étranger (CFE) depuis 2008, elle est depuis des années au plus près des Français installés au Maroc. À eux seuls, ils représentent 10% des adhérents de l'organisme de Sécurité sociale dont finalité est d'offrir aux expatriés la même protection sociale qu'en France. Convaincue que *« les personnes installées à l'étranger, dans un pays qui n'est pas le leur, ont besoin d'une écoute attentive »,* Isabelle Frej compte bien mettre à profit sa nouvelle fonction pour rendre l'information *« simple, claire et directe »* aux adhérents de la CFE. Une stratégie qui vient à point nommé, après deux ans de restrictions liées au Covid-19. Comment justement la CFE a-t-elle traversé cette période ? Quelles nouvelles tendances la crise sanitaire a-t-elle fait éclore ? Sa présidente nous répond.

Quels ont été les moyens spécifiques mis en place par la CFE ces deux dernières années, pendant le choc de la pandémie ?

Lorsque le Covid-19 s'est immiscé dans nos vies à partir de février 2020, il a fallu s'adapter. Tout d'abord en couvrant les soins liés au virus. La période de carence a été ramenée à 21 jours, contre six mois pour ce genre de soins auparavant. Ensuite dans les pays où le tiers payant hospitalier couvrait 80% des soins, celui-ci a été étendu à 100%, lorsque la personne était atteinte d'une pathologie liée au Covid-19. Ce fut le cas au Liban par exemple. Il a fallu également revoir la prise en charge des actes de biologie, comme les tests PCR. Dans les pays catégorisés « zone 1 » par la CFE, à l'instar du Maroc et de certains États asiatiques, les tests étaient remboursés à hauteur de 67%. Si la personne n'était couverte que par la CFE, sa mutuelle pouvait alors prendre en charge la somme restante. Notre organisme a

▲ Isabelle Frej.

également réduit la carence de prise en charge pour les nouveaux adhérents. Avant la pandémie, si une personne de plus de quarante-cinq ans adhérait à la Caisse, ses soins n'étaient pris en charge que six mois plus tard. Pendant la pandémie, ils l'ont été dès trois mois.

Des mesures ont-elles été prises pour les expatriés de retour en France ?

Les personnes qui ont été obligées de ren-

trer ont pu réintégrer le régime général de l'assurance-maladie dès trois mois après leur arrivée, au lieu de six mois habituellement. Pour celles qui sont ensuite reparties à l'étranger, il leur fallait réintégrer la CFE. Elles ont pu le faire en conservant leur taux de fidélité et en retrouvant leur ancien contrat, avec les mêmes taux de cotisations. Cela a été possible pour tous les Français qui ont adhéré de nouveau à la CFE avant septembre 2021.

Par la suite, qu'a-t-il été décidé au sujet des frais vaccinaux ?
Partout dans le monde où les vaccins étaient payants, la CFE les a intégralement remboursés.

Pendant cette période, l'organisation de la CFE a-t-elle été bousculée ?
Comme partout, tous les collaborateurs se sont mis au télétravail. Nous avons dû fermer la plateforme téléphonique, ce qui a engendré l'explosion des sollicitations de nos services par mail. Cette situation a vraiment changé notre manière de fonctionner et nous a poussé à accélérer notre digitalisation. L'envoi des feuilles de soins en ligne a été généralisé, ce qui a facilité le quotidien des Français installés dans des pays où la poste est déficiente.

Avec le recul d'aujourd'hui, quel bilan global faites-vous de cette période ?
Ces deux années nous ont amené à considérer que la CFE se doit d'être encore plus réactive et innovante. Car l'expatriation n'est pas un domaine figé. Les pays d'installation arrivent par exemple par vagues : pendant longtemps, beaucoup de Français se sont établis en Asie, puis ensuite, au Portugal. Aujourd'hui, la Thaïlande est un pays phare. Il faut suivre ces mouvements, et continuer à proposer des solutions modernes et digitalisés à tous nos assurés. Cela ne veut pas dire qu'on met de côté les plus âgés d'entre eux. Il y a encore des personnes qui préfèrent coller un timbre sur une enveloppe plutôt que de remplir un formulaire en ligne. J'ajouterais aussi qu'en règle générale il faut plus de solidarité. Ce n'est pas un vain mot mais une des valeurs piliers de la protection sociale.

Comment analysez-vous le contexte actuel ? Quelles sont les conséquences de la crise toujours en cours dans certaines régions du monde ?
Un peu partout dans le monde, les gens recommencent à faire des projets, notamment en Europe de l'Ouest, en Afrique du Nord et aux États-Unis. Mais il faut bien se dire que le Covid-19 continue d'impacter nos vies. Pour les entreprises, la nécessité de s'adapter à ces situations différentes selon les régions n'est pas simple. Ce que l'on constate aussi, c'est qu'il y a davantage de départs à l'étranger. Mais un salarié ne part plus en famille, il s'expatrie seul, la plupart du temps. Les destinations ne sont plus les mêmes non plus. Les Européens vont par exemple hésiter à partir loin, par peur de ne pas pouvoir revenir.

> « IL FAUT PLUS DE SOLIDARITÉ. CE N'EST PAS UN VAIN MOT, MAIS UNE DES VALEURS PILIERS DE LA PROTECTION SOCIALE »
> *ISABELLE FREJ*

Avez-vous constaté des conséquences à la guerre en Ukraine ?
De nombreux Français sont rentrés. Des expatriés installés en Ukraine, mais aussi en Russie ou dans les pays limitrophes. Sur cette zone, il n'y actuellement plus de projets d'expatriation. Il ne faut pas négliger les retombées de cette guerre, couplées à celles de la pandémie. Nous sommes rentrés dans une période d'inflation peu connue jusqu'ici : cela a des conséquences sur le budget consacré à la sécurité sociale. Celui-ci est grignoté par le coût de plus en plus élevé de la vie.

Ces deux crises ont-elles fait émerger de nouvelles tendances ?
Il y a effectivement aujourd'hui de nouvelles zones d'attraction. Dubaï et les Émirats arabes unis sont en pleine croissance à ce niveau-là. Ces deux pays accueillent de plus en plus de touristes et d'expatriés. Dans la région, l'Arabie saoudite développe aussi, et c'est très récent, son offre touristique. C'est une nouvelle niche. L'Afrique, un peu oubliée ces dernières années, regagne également l'intérêt des Français. Le Sénégal est par exemple bien placé dans le top 10 des pays des adhérents de la CFE, tout comme les pays d'Afrique du Nord. Depuis la pandémie se dégage aussi une autre tendance : les travailleurs nomades. Ces personnes qui, profitant de la démocratisation du télétravail, s'installent pour un temps quelque part, puis repartent pour ailleurs. C'est un marché que nous étudions avec attention. ◆

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

magazine • newsletter 7/7 • réseaux sociaux • emarketing

Leader sur l'information pour la mobilité internationale des Français : actualités et services

Abonnez-vous à notre newsletter gratuite : en cadeau, recevez un numéro gratuit du Journal des Français à l'étranger

FRANÇAIS À L'ÉTRANGER .FR

CCI FRANCE INTERNATIONAL

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Le Cleiss à l'épreuve du Covid-19

Acteur institutionnel de la protection des Français de l'étranger, le Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale (Cleiss) a fourni d'importants efforts d'adaptation pour faire face à la crise sanitaire mondiale. Avec, en dépit du contexte dramatique, des enseignements positifs. Armelle Beunardeau, sa directrice, revient sur cette période particulière.

En plus de soixante ans d'existence, le Cleiss n'avait jamais été confronté à pareille situation. En raison du confinement qui a, comme pour des milliers d'entreprises en France, contraint ses équipes à travailler chez elles. Mais surtout, l'institution a dû faire face à un raz-de-marée de questions et de demandes d'informations de la part de ses usagers, plongés dans l'inconnu à cause de la crise sanitaire. Pivot de la protection sociale des expatriés français, basé à Paris, le Cleiss veille à la bonne application des règlements européens et des accords bilatéraux et multilatéraux de sécurité sociale pour les ressortissants, où qu'ils se trouvent. L'organisme, sous la tutelle du ministère chargé de la Sécurité sociale notamment, offre également aux assurés des renseignements sur leur couverture, et des services de traduction.

Alors comment l'institution et ses 80 salariés ont-ils fait face durant ces deux dernières années? *«On s'est adapté du mieux qu'on a pu,* assure Armelle Beunardeau. *Malheureusement, les premiers mois, nous avons dû interrompre la permanence téléphonique. Tous nos efforts ont été concentrés sur le site Internet, dont l'activité a fortement augmenté.»* De nombreuses personnes ont sollicité le Cleiss pour des traductions ou des explications sur la prise en charge des tests puis, plus tard, des vaccins. D'après la directrice, sans surprise, les pages consacrées au Covid-19 et à la prise en charge à l'étranger ont été les plus consultées.

Des mesures en conséquence

Pour répondre au plus vite aux interrogations des Français de l'étranger, le site du Cleiss s'est doté d'une foire aux questions (FAQ), dont les réponses étaient

© Marina Andrejchenko

coordonnées par le ministère. Remboursements des frais médicaux, protocoles sanitaires ou encore organisation des rapatriements, les sujets abordés ont été très divers.
Une attention particulière a par ailleurs été accordée à la situation des frontaliers, *« très en demande »,* d'après Armelle Beunardeau. *« Entre les accords dérogatoires qui s'appliquaient à eux et les différentes circulaires, notamment sur l'obligation de télétravail, il y avait beaucoup d'informations à traiter. [...] Habituellement, les frontaliers sont assujettis à la sécurité sociale du pays où ils travaillent, s'ils ne dépassent pas 25% d'activité en télétravail. Avec le Covid-19, ce seuil a été dépassé,* se souvient-elle. *La situation était trop complexe, il fallait changer cela. »* D'où la mise en application d'un accord entre la France et ses pays frontaliers, qui accorde plus de flexibilité sur cette question. Par exemple, la règle des 25% a été suspendue. Pour permettre aux assurés une transition en douceur, elle restera d'ailleurs en vigueur jusqu'au 30 juin prochain.
Toujours dans le but rendre la période moins difficile aux assurés, la France a pris d'autres mesures. *« Pour tous les Français qui souhaitaient rentrer, le délai de carence – d'une période de trois mois – durant laquelle les soins n'étaient pas remboursés, a été supprimé»,* rappelle Armelle Beunardeau.

Renégociation des accords bilatéraux

Concernant les accords bilatéraux, établis par les ministères de la Santé et des Affaires étrangères mais soutenus et portés par le Cleiss, la directrice indique *« qu'il n'y a pas eu de nouvelles négociations pendant cette période déjà compliquée. Ce genre de discussions se fait lors de rencontres, pas derrière des écrans interposés. À distance, il est difficile de mener des négociations ».* Les conventions bilatérales de sécurité sociale sont des accords juridiques passés entre deux États. Elles servent à coordonner les législations de sécurité sociale entre la France et son pays partenaire, afin de garantir un maximum de droits à protection sociale aux personnes en situation de mobilité. Elles s'adressent aux personnes qui séjournent ou résident hors de l'État dans lequel elles sont affiliées, ou aux personnes qui partent travailler dans l'État partenaire, ou encore qui ont travaillé dans les deux États signataires.

▲ Armelle Beunardeau.

© DR

LE CLEISS VEILLE À LA BONNE APPLICATION DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS ET DES ACCORDS BILATÉRAUX ET MULTILATÉRAUX DE SÉCURITÉ SOCIALE.

En lieu et place de l'élaboration de nouveaux accords, le Cleiss a plutôt concentré ses travaux sur *« la renégociation des plus anciens ». « Il y avait certains critères à remettre au goût du jour,* explique Armelle Beunardeau. *Il fallait aussi élargir le spectre de la protection. »* Dans ces conventions un peu datées, les travailleurs indépendants ne sont par exemple pas toujours pris en compte. Une «lacune» qui se comble progressivement.

Éclaircie de sortie de crise

Maintenant que la crise sanitaire commence à se dissiper, les discussions ont repris entre le Centre et de nouveaux pays. Les points évoqués ? *« La retraite, le travail salarié et la prise en considération des frais de santé des familles. »* Le quotidien des salariés du Cleiss est aussi revenu, un peu, à la normale. La ligne téléphonique de renseignements, qui fonctionne quatre jours sur sept, a été remise en place dès février 2021. Et d'après la directrice, *« c'est une très bonne chose. Dans nos bureaux, le téléphone sonne beaucoup ! ».*

Cette année-là, le Cleiss a également signé avec l'État sa nouvelle convention d'objectifs et de gestion (COG). Cet accord, qui court jusqu'en 2024, définit les objectifs de l'établissement, les moyens dont il dispose pour les atteindre et les actions mises en œuvre par chacun des signataires. Il fixe aussi les quatre grands axes stratégiques qui le positionne comme pilote opérationnel sur les questions de protection sociale internationale. À savoir l'optimisation des missions d'appui juridique, l'évolution des missions transfrontalières, le développement de sources d'information et de communication, et la modernisation de sa gestion interne.

Quelques conséquences vertueuses

Aujourd'hui, Armelle Beunardeau entrevoit la sortie de crise : *« Les signes sont là et ils sont encourageants. Les demandes de détachement professionnel ont repris de manière assez forte. Pendant la crise, elles avaient vraiment chuté. Tout comme, plus généralement, la mobilité internationale. »* De cette période, la responsable retient surtout *« des acquis de taille » :* une facilité d'adaptation des équipes, le développement du télétravail et la digitalisation des services. Autant de nouvelles clés pour le Cleiss qui, pour rappel, renseigne aussi désormais les Français établis dans des pays avec lesquels la France n'est pas liée par une convention, à l'instar du Vietnam, de la Thaïlande ou du Liban. ◆

▲ Christophe Suptil.

© DR

INTERNATIONAL SOS

Focus sur le digital et le soutien moral

Spécialiste de la protection sociale, de l'assurance santé et sécurité auprès des entreprises, la société fondée en 1985 a dû adapter son modèle pour encaisser le choc de la crise sanitaire. Des solutions déployées dans l'urgence, devenus pérennes aujourd'hui.

« *Gérer la crise, c'est notre pain quotidien. Nous avions déjà été confrontés à des épidémies comme Ebola ou la grippe H1N1. Mais celle du Covid-19, par son ampleur, a vraiment été singulière* », admet Christophe Suptil, directeur de la stratégie pour le groupe International SOS. Leader expérimenté de la protection sociale des collaborateurs des entreprises – International SOS, créé en 1985, est présent dans plus de 90 pays –, la société n'a pas eu d'autre choix que de s'adapter. D'abord pour procéder aux rapatriements des collaborateurs dans le monde. « *Chaque pays avait son propre protocole. Il a fallu respecter les contraintes de chacun, faire au cas par cas* », explique le responsable. En 2020, International SOS a procédé, au total, à 250 évacuations. Pour faire face aux nombreuses préoccupations de ses clients, l'entreprise a également dû ajuster son modèle. Dès les premiers mois de l'année 2020, un soutien accru a été par exemple déployé à destination des managers des entreprises adhérentes, mais aussi de ses employés. « *Cette catégorie n'est pas d'ordinaire notre cœur d'activité, mais au vu du contexte, c'était indispensable*, assure Christophe Suptil. *Nous avons beaucoup travaillé avec les services RH pour les aider à mettre en place des plans de prévention, et à fournir des services à tous.* » Le spécialiste de la protection sociale et de la sécurité s'est aussi efforcé d'apporter un soutien moral aux collaborateurs locaux, expatriés ou non. Des personnes « *bloquées, isolées pendant des mois sans voir leur famille* ».

> « LA CRISE SANITAIRE A CONSIDÉRABLEMENT RENFORCÉ LE BESOIN DE LIEN ENTRE LES COLLABORATEURS ET NOTRE FIRME. »
> CHRISTOPHE SUPTIL

Des outils de haute technologie

Parmi les autres moyens déployés au cours de la pandémie : les outils digitaux, rénovés pour l'occasion. Une attention particulière a été portée à l'application d'International SOS, par laquelle les utilisateurs ont accès à tous les services de l'entreprise. « *La crise sanitaire a considérablement renforcé le besoin de lien entre les collaborateurs et notre firme. Ils ne voulaient pas se sentir seuls dans la gestion de leur rapatriement, une décision parfois douloureuse. Le digital est un moyen de répondre à cette attente*, affirme le responsable. *C'est un secteur dans lequel on investit beaucoup aujourd'hui et les conséquences de la guerre en Ukraine sur les expatriés ont confirmé cette tendance.* »

De l'aveu de Christophe Suptil, International SOS a élaboré « *en moins de six mois* » une offre digitale qui, sans Covid-19, lui aurait pris « *trois ans.* » La société a par exemple développé AOK Pass, « *une des premières initiatives de pass sanitaire au monde* », assure-t-il. Grâce à la technologie de la blockchain, son utilisateur disposait d'un document, téléchargé via une application dédiée, attestant d'une première dose de vaccin. Un outil qui a permis de « *fluidifier les flux dans les aéroports et dans les grands sites industriels* ».

« Un risque comme les autres »

Si la pandémie a engendré de nouveaux systèmes d'accès à la protection sociale, elle a aussi été, plus globalement, « *une période révélatrice pour tous ses acteurs* ». En premier lieu, pour les autorités publiques. D'après Christophe Suptil, « *avec le Covid-19, la santé est devenue un des piliers de la politique européenne. Ce n'était pas le cas avant [...] Le risque pandémique était connu*, explique le responsable. *Mais aujourd'hui, pour tous, il est devenu un risque comme les autres* ».

La menace reste d'ailleurs d'actualité : « *Il faut rester vigilant. Il est un peu tôt pour dire que la crise est totalement derrière nous.* » Pour se prémunir d'éventuels rebonds, International SOS développe son offre d'assistance. Un nouveau centre vient d'ouvert à Madrid, et un autre est en projet à Mexico. La société en profite également pour mettre en place sa nouvelle offre de prévention, concentrée autour de la santé mentale et du bien-être au travail. ◆

AVA
ASSURANCES

SOLUTIONS COMPLÈTES POUR ASSURER VOS SÉJOURS TEMPORAIRES OU VOTRE EXPATRIATION DANS LE MONDE ENTIER

AVA EXPAT

Contrat sur mesure pour les européens vivant à l'étranger

À partir de 1690 € / an

AVA INCOMING

La solution pour les séjours temporaires en Europe

À partir de 45 €

AVA PASS

Multirisque temporaire aux couvertures COVID-19

À partir de 23 €

PLAN SANTÉ STUDIES

La référence pour les séjours d'études ou stages à l'étranger

AVA TECH+ : l'assurance biens nomades en option

À partir de 29 € / mois

DÉCOUVREZ TOUS NOS CONTRATS. DEVIS IMMÉDIAT.

01.53.20.44.20 AVA.FR info@ava.fr

AVA ASSURANCES

ALEXANDRE CORDIER

« Les voyageurs sont désormais beaucoup plus sensibles à leur protection santé »

Spécialiste de la protection sociale, de l'assurance santé et sécurité auprès des entreprises, la société fondée en 1985 a dû adapter son modèle pour encaisser le choc de la crise sanitaire. Des solutions déployées dans l'urgence, devenus pérennes aujourd'hui.

AVA Assurances est un des pionniers de l'assurance voyage. Créée en 1981 par le père de ses dirigeants actuels, elle a été pensée pour répondre aux préoccupations de santé des voyageurs de l'époque, notamment ceux en partance pour les États-Unis. Les années passant, la société s'adapte aux nouvelles tendances de la mobilité et comptent de nouveaux clients, étudiants, *backpackers* et professionnels. Quand la pandémie s'est déclarée en 2020, la dizaine de collaborateurs que compte ce courtier spécialisé ont vécu *« des journées très intenses »*, selon les mots d'Alexandre Cordier, qui dirige aussi l'entreprise avec son frère.

« Nous sommes une petite équipe, mais nous avons été très réactifs. Beaucoup de gens sont venus à nous, témoigne-t-il. *Car avant le Covid-19, une grande partie des voyageurs ne prenait pas la peine de s'assurer, il y avait une sous-estimation des risques. La pandémie leur a fait peur, et leur regard sur l'assurance santé a changé. »* L'entreprise familiale a donc été très sollicitée, pour gérer le retour à domicile de ses clients par exemple. Pour leur apporter la meilleure écoute possible, la relation clientèle a été quelque peu modifiée. *« On s'est beaucoup plus focalisé sur notre service après-vente, nous avons été plus proches de nos clients. La pandémie les avait placés en situation d'urgence, il fallait pouvoir gérer la situation et leur angoisse »*, raconte Alexandre Cordier.

▲ Alexandre & Vincent Cordier.

© DR

Assurance santé obligatoire

Au bout de quelques mois, lorsque les pays ont rouvert les frontières, *« la demande en assurances voyage a été, tout de suite, très forte »*. Car pour pouvoir poser le pied dans certains de ces États, elle était devenue indispensable, à la manière d'un passeport. Une quarantaine de destinations exigeaient que le voyageur soit assuré, avec la mention Covid-19. Au Costa Rica par exemple, un visiteur malade ne pouvait compter que sur son assurance voyage pour être pris en charge. Si le voyageur était placé en quarantaine, c'était à cette structure d'en payer les frais. Des exigences observées aussi en Israël, à Dubaï, aux Maldives, aux Seychelles ou en Thaïlande, où le gouvernement demandait à ce que le voyageur soit couvert au moins quinze jours. *« On s'est adapté à ces nouvelles exigences des pays. Ces garanties Covid-19 ont été incluses dans nos contrats »*, assure Alexandre Cordier.

> « LES EXPATRIÉS ONT PRIS CONSCIENCE QUE LE MONDE ÉTAIT INCERTAIN. »
> *ALEXANDRE CORDIER*

Deux ans après le début de la pandémie, le PDG estime, *« en touchant du bois »*, que la crise sanitaire se dissipe peu à peu. Mais ses conséquences, en revanche, sont toujours bien visibles. *« Les voyageurs et les expatriés ont pris conscience que le monde était incertain. Ils sont beaucoup plus sensibles à leur protection. Ce qui ressort beaucoup aujourd'hui, c'est par exemple la crainte d'un autre virus, d'une nouvelle pandémie. Et ces personnes ne veulent plus se retrouver dans la situation d'angoisse qu'elles ont vécu avec le Covid. Elles veulent désormais être préparées. »*

De nouvelles nécessités qui concernent les particuliers, mais aussi les professionnels et les entreprises, qui ont maintenant *« l'obligation morale de protéger leurs collaborateurs »*. Autre tendance observée par le dirigeant, la forte demande des voyageurs pour la couverture de soins basiques. *« Ce sont des personnes qui font appel à nous, et qui ne l'auraient jamais fait avant la pandémie. Cela agrandit nos perspectives. C'est un nouveau marché à conquérir »*, s'enthousiasme Alexandre Cordier ◆

AVA RENFORCE L'OFFRE D'ASSURANCE VOYAGE POUR LES DÉPLACEMENTS À L'INTERNATIONAL POST-COVID

AVA Assurances, courtier grossiste spécialiste de l'assurance voyage et de l'expatriation, fait le point sur les garanties indispensables aux nouveaux styles de voyage.

Les garanties essentielles à un contrat d'assurance voyage dans une société hyperconnectée et post-pandémique

Il ne suffit pas de souscrire une assurance pour voyager sereinement, encore faut-il que celle-ci comprenne des garanties adaptées au séjour, qu'il soit touristique, professionnel ou à l'occasion d'études à l'étranger. Si les contrats incluent le plus souvent la prise en charge des frais médicaux, la responsabilité civile et l'assistance rapatriement, les plafonds des garanties et les exclusions varient d'un assureur à l'autre. De plus, les restrictions de voyage encore en place sur des dizaines de destinations imposent une grande vigilance sur les garanties d'assistance et à la conformité des attestations aux exigences des différents pays.

Dans le but de répondre aux nouvelles attentes des souscripteurs, de nombreux renforts ont été apportés aux contrats AVA. Deux solutions, l'**AVA PASS** et l'**AVANTAGES 360**, incluant les garanties spéciales covid ont été développées afin de prendre en charge **les frais d'hébergement en cas de mise en quarantaine et l'annulation de voyage** couvrant les tests PCR/antigénique positifs.

En dehors du contexte pandémique, les nouvelles tendances du voyage ont créé le besoin de renforts qui s'adaptent davantage à chaque voyageur. Place ainsi aux options, comme l'**AVA SPORT+**, qui propose un rachat de l'exclusion des pratiques sportives aériennes ou encore l'extension des garanties aux activités rémunérées pour les étudiants en option du **Plan Santé Studies**.

Parmi les garanties les plus recherchées, nous citons l'assurance des biens nomades. Celle-ci couvre les appareils high tech, dont ordinateurs, smartphones, drones et appareils photos, en cas de dommages ou de vol à l'étranger. Cette garantie est un réel atout pour couvrir les outils de travail indispensables aux étudiants, touristes et digital nomades. Afin de répondre à ce besoin de plus en plus présent chez les voyageurs, AVA a lancé la garantie AVA TECH+ offrant deux niveaux de couverture pouvant aller jusqu'à 3 000 € d'indemnisation. Et pour faciliter la préparation du voyage, l'attestation d'assurance rendue obligatoire par certains pays est téléchargeable dès la souscription.

Les solutions d'assurance voyage d'AVA

• *L'expatriation*

Depuis plus de 25 ans, AVA propose l'**AVA EXPAT**, une assurance multirisque dont la formule de base inclut la prise en charge des frais médicaux jusqu'à 500.000 €, ceux-ci pouvant être étendus aux soins dentaires, d'optique et de confort.

Les expatriés de retour temporaire en Europe peuvent aussi souscrire à l'**AVA Incoming Classic**

• *Les déplacements professionnels*

En prenant en compte la démocratisation du travail nomade accentuée par la pandémie de COVID-19, AVA a renforcé sa gamme de contrats professionnels avec deux nouvelles solutions multirisques :

- **Plan Santé DigiNomad**. En complément des garanties haut de gamme, comme les frais médicaux en illimité et le maintien des prestations en France lors d'un retour temporaire, ce contrat inclut l'assurance des biens nomades et la responsabilité civile villégiature.
- **AVA PASS PRO**. Parmi les meilleures solutions professionnelles, ce contrat couvre également les frais d'hébergement suite à une mise en quarantaine et l'indemnisation suite à un retard d'avion et/ou de bagages.

• *Les séjours touristiques*

Afin de répondre aux besoins de la période, AVA a renforcé la couverture de son contrat touristique annuel, l'AVANTAGES 360. En plus des garanties d'assurance voyage classique et de la couverture covid, ce contrat intègre l'annulation des abonnements et des activités sportives et de loisirs en France.

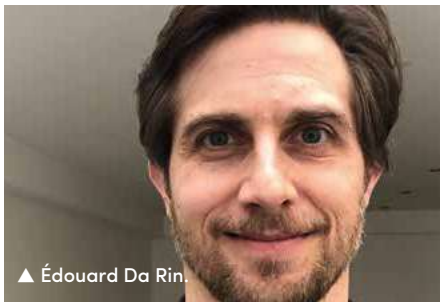
Informations pratiques : www.ava.fr et contactez-nous au + 33 1 53 20 44 20 ou par mail à info@ava.fr

ACS
L'assurance qui bouge avec vous

ACS ASSURANCES VOYAGE ET EXPATRIATION

L'adaptation, clé de la réussite post-pandémie

Si les premiers mois de la crise sanitaire ont été très difficiles, la société a su transformer la contrainte en opportunité. Aujourd'hui, les résultats d'ACS Assurances sont même meilleurs qu'en 2019.


▲ Édouard Da Rin.

© DR

© DR

L'année 2020 avait très bien commencé pour ACS. En janvier et février, les affaires du spécialiste des assurances voyage et expatriation étaient dynamiques, et les chiffres encourageants pour les mois à suivre. L'annonce du premier confinement, mi-mars 2020, a été un coup de massue. Les nombreuses annulations de voyages et de déplacements ont fait brutalement chuter les ventes. Au mois d'avril, ACS s'est vu rembourser plus de contrats qu'elle ne faisait de nouvelles affaires. *« Cette période a été très compliquée pour tout le monde*, se rappelle Édouard Da Rin, son dirigeant. *Pour les clients, très stressés par la situation et qui ne savaient pas comment rentrer en France, ou voulait annuler leurs contrats. Et pour nos salariés, débordés de sollicitations. À ce moment-là, notre service de gestion, composé de trois personnes, recevait plus d'une centaine de mails par jour. »*
À partir de juillet 2020, la société a commencé à entrevoir les signaux d'une stabilisation de la situation. *« Les gens se sont mis à repartir, mais à certaines conditions. Ils voulaient être mieux protégés en cas de nouveau pic épidémique.»* Jusqu'en juillet 2021, l'activité a donc repris, mais la dynamique a peiné à repartir. ACS a dû faire avec les différents protocoles établis un peu partout dans le monde, et les confinements successifs.

Une activité post-crise sanitaire décuplée

Septembre 2021 a signé le début de la reprise. Le développement des vaccins a permis la réouverture des frontières et la recrudescence des départs à l'étranger. Aujourd'hui, le dirigeant a l'impression de *« rattraper le temps perdu »* : les chiffres sont meilleurs qu'en 2019, une année déjà très satisfaisante. En cause ? Des demandes de protection beaucoup plus nombreuses qu'avant la pandémie de Covid-19. *« Les personnes qui partent à l'étranger aujourd'hui s'assurent, et ce quelle que soit la durée de leur séjour. La crise sanitaire leur a fait prendre conscience de la nécessité d'une protection sociale adaptée à l'étranger, santé, assistance et rapatriement étant les garanties incontournables »*, explique Édouard Da Rin. Certains pays ont aussi rendu obligatoire aux voyageurs et expatriés la couverture santé contre le Covid-19. Ce qui a, par extension, poussé davantage de personnes à s'assurer, notamment celles en partance pour l'Asie du Sud-Est. Mais ce dynamisme retrouvé est aussi, pour le directeur, le résultat des changements opérés chez ACS. De contrainte, la crise sanitaire s'est finalement muée en opportunités.

> « LES PERSONNES QUI PARTENT À L'ÉTRANGER AUJOURD'HUI S'ASSURENT, QUELLE QUE SOIT LA DURÉE DE LEUR SÉJOUR. »
> *ÉDOUARD DA RIN*

Durant deux ans, la firme s'est en effet engagée à adapter ses produits pour être au plus proche des attentes des assurés. Si ACS couvrait déjà, avant 2020, les pandémies, *«il a tout de même fallu modifier les contrats, en ajoutant la couverture spécifique contre le Covid-19 dans nos certificats et en modifiant les garanties assistance et rapatriement*, indique Édouard Da Rin. *Si quelqu'un tombait malade à l'étranger, il fallait qu'il puisse être soigné sur place ou ramené en France en cas de problème. Sachant que dans les pires des cas, un rapatriement en avion médicalisé peut coûter jusqu'à 100 000 euros, nous n'avions pas le droit à l'erreur ».* Deux ans après le début de la crise sanitaire, Édouard Da Rin se veut prudent. Mais le dirigeant « touche du bois » : car la reprise est bel et bien là, et le secteur est d'ailleurs plus concurrentiel. *« Nous avançons prudemment mais sûrement,* affirme-t-il. *Beaucoup de signes nous indiquent que nous sommes dans la bonne direction. L'envie d'explorer le monde est toujours très présente. »* ◆

Santé & Assistance pour vous accompagner aux 4 coins du monde

ACS
ASSURANCES EXPATRIATION

VIVEZ VOTRE EXPATRIATION EN TOUTE SÉRÉNITÉ AVEC UNE ASSURANCE SANTÉ ADAPTÉE À VOS BESOINS ET À CEUX DE VOTRE FAMILLE

NOUS SOMMES À VOS CÔTÉS !

- Frais médicaux courants
- Hospitalisation
- Optique
- Dentaire
- Maternité
- Assistance
- Rapatriement
- Prévoyance

Contactez-nous pour choisir votre protection santé expatrié :

contact@acs-ami.com +33 (0)1 40 47 91 00

www.acs-ami.com

ACS - Société de courtage d'assurance - 153 rue de l'Université 75007 Paris - France / N° SIRET : 317 218 188 00058 / SAS au capital de 150 00€ / N°ORIAS : 07 000 350 - www.orias.fr
Exerce sous le contrôle de l'ACPR, 4 place de Budapest, CS 92459 75436 Paris Cedex 09

AGORA EXPAT

En soutien aux États-Unis pour éviter les « factures salées »

La société fondée par Éric Thoby aide ses clients à y voir plus clair dans le système de santé américain. Un soutien de taille pour les expatriés français, pendant et après la pandémie.

C'est pour conseiller au mieux les expatriés installés en Amérique du Nord qu'Éric Thoby a fondé, il y a dix ans, Agora Expat. Son modèle ? Le même que celui qu'il appliquait à ses clients lorsqu'il était gestionnaire de patrimoine: un maximum de proximité et du conseil sur mesure. Dans un marché américain complexe, coûteux et très éloigné du système de santé français, Agora Expat s'est très vite constitué son portefeuille clients. En partance pour les États-Unis ou le Canada, ou déjà installés sur le continent, les Français expatriés font appel aux équipes d'Agora Expat, dispatchées entre Paris et New York, pour trouver la compagnie d'assurances – complémentaire à la Caisse des Français de l'étranger (CFE), April International, WellAway, CIGNA – la plus adaptée à leurs besoins.

▲ Éric Thoby.

© DR

Si le système de santé québécois fonctionne dans son ensemble, comme le système français, aux États-Unis, celui-ci dépend au contraire à 100% du secteur privé. Le pays ne prévoit pas de filet de sécurité sociale, excepté pour les retraités ou pour les personnes disposant de peu de revenus. La très grande majorité de la population vivant sur son sol dépend de l'assurance-santé que son employeur lui fournit. Mais celle-ci couvre rarement la totalité des frais de santé. Les expatriés français peuvent solliciter dans ce cas Agora Expat pour assurer la part qui est à leur charge. *« Quand on vit ici, on doit être très vigilant sur ce point, il faut vraiment se protéger. Car si un jour ou l'autre vous avez un problème de santé, la facture peut être très salée»*, prévient Éric Thoby depuis son bureau de Manhattan.

« LE COVID-19 A SOULIGNÉ ENCORE PLUS LES SPÉCIFICITÉS DU SYSTÈME AMÉRICAIN. »
ALEXANDRE CORDIER

Des centaines de dollars pour un test PCR

Lorsqu'elle s'est déclarée en mars 2020, la pandémie de Covid-19 est venu complexifier la situation. Agora Expat a reçu *« beaucoup de demandes, de questions, de la part de Français installés de longue date, mais qui n'étaient jamais venu à nous avant »*, raconte son fondateur. Des personnes licenciées en raison de la baisse d'activité liée à la crise sanitaire, jusqu'à celles qui ont profité de la période pour se lancer en indépendant… autant de clients supplémentaires pour Agora Expat, dont le chiffre d'affaires de la période 2019-2020 a été en nette augmentation.

Les compagnies d'assurances avec lesquelles la société avait toujours travaillé ont dû s'adapter à ce contexte inédit. D'abord en intégrant les tests et les hospitalisations liés au Covid-19 dans les contrats. Ensuite, en faisant face aux surfacturations émises par les centres de santé. *« À ce moment-là, les hôpitaux étaient totalement concentrés sur la réponse au coronavirus. Les autres services étaient vides. Il fallait donc faire rentrer de l'argent,* explique Éric Thoby. *Beaucoup de soins étaient catégorisés "service d'urgence", les plus onéreux. »* Certains de ses clients ont par exemple reçu des factures de plusieurs milliers de dollars pour un simple test PCR. Un transport en ambulance de quelques kilomètres, en urgence, pouvait aussi grimper à plusieurs milliers de dollars. Ces surcoûts ont parfois été répercutés sur les contrats d'assurances, d'où une hausse considérable des cotisations pour les assurés. Un casse-tête qu'Agora Expat s'est efforcé de résoudre. *« Nous avons travaillé main dans la main avec les assurés pour les avertir, et les accompagner »*, assure son directeur.

Aujourd'hui, après presque deux ans de crise : *« Tout est revenu à la normale, même s'il y a encore, chaque jour, de nouveaux cas de Covid-19. Toutefois on vit avec. Mais la situation à laquelle ont fait face les assurés pendant la période de la pandémie vaut aussi pour les autres soins de santé. Le Covid-19 a juste souligné encore plus les spécificités du système américain. C'est pour cela que des sociétés comme les nôtres existent. »* Aujourd'hui, près de 800 familles, soit 2 500 personnes, comptent sur l'expertiser d'Agora Expat. ◆

PUBLI-COMMUNIQUÉ

AGORAEXPAT : LE SPÉCIALISTE DE L'ASSURANCE SANTÉ À L'ÉTRANGER

AgoraExpat est spécialisée dans la distribution de solutions d'assurance santé et de prévoyance dédiées aux expatriés dans le monde entier. Son rôle est de trouver les solutions d'assurance santé adaptées à leur situation et leur budget.

Que ce soit pour une expatriation en famille, un voyage d'affaires, ou des études à l'étranger, trouver une assurance santé qui vous couvre correctement à l'étranger est une démarche incontournable à réaliser en amont. Mais parmi toutes les offres disponibles il est souvent difficile de s'y retrouver! Les conseils d'un expert tel qu'Agoraexpat sont nécessaires. Eric Thoby, fondateur et directeur d'Agoraexpat, nous en dit plus.

Comment est née AgoraExpat ?
Expatrié aux États-Unis depuis près de 20 ans, je travaillais à l'époque en tant que directeur régional de la branche nord-américaine d'un groupe français de conseil en gestion de patrimoine et en prévoyance. Puis j'ai décidé de créer une société centrée sur la partie prévoyance, en transposant tout ce que j'avais appris concernant le conseil sur mesure, au cours de mes 15 années d'expérience professionnelle. C'est ainsi qu'est née AgoraExpat.

Quels sont les services proposés?
AGORAEXPAT propose des solutions d'assurance santé et de prévoyance spécialement conçues pour l'étranger. Nous avons une solution adaptée à chaque situation. Nous apportons également des conseils personnalisés en fonction du pays d'expatriation et des besoins de chacun. Nous accompagnons nos clients tout au long de leur expatriation en restant leur interlocuteur privilégié. Concrètement, nous échangeons d'abord avec le client pour identifier les paramètres qui nous permettront de proposer les offres les plus adaptées. Le pays de destination,la durée du séjour,la composition de la famille, l'âge de chaque assuré et les besoins médicaux spécifiques sont des informations essentielles. Ensuite nous effectuons un travail de recherche approfondi pour orienter le client vers l'assureur le plus adapté à son profil. Nous restons en effet à la disposition de nos clients tout au long de l'expatriation pour répondre aux questions, fournir des informations complémentaires, relancer l'assureur suite à une demande de remboursement, modifier le contrat...

Quels sont les avantages à faire appel à un courtier pour trouver son assurance santé ?
Premièrement, nos services n'engendrent aucun frais supplémentaires. Nous sommes directement rémunérés par les compagnies d'assurances partenaires. En outre, nous posons les bonnes questions aux assurés, ce qui nous permet de les orienter efficacement dans leur choix et de leur apporter un vrai conseil personnalisé. Ce qui n'est pas le cas des comparateurs en ligne. Et enfin, nous recherchons et comparons les contrats pour le futur expatrié qui gagne ainsi un temps précieux.

Quelle est votre valeur ajoutée?
Nous mettons un vrai point d'honneur à échanger étroitement avec le client pour lui apporter un conseil personnalisé et instaurer une relation de confiance. Nos équipes sont elles-mêmes composées de Français expatriés et sont donc parfaitement familiarisées avec les problématiques de nos clients. Par ailleurs, nos bureaux se situant à Paris et à New York, cela nous permet de couvrir plusieurs fuseaux horaires. Nos clients peuvent donc nous joindre facilement depuis de nombreux pays. Sur certaines zones géographiques, AgoraExpat est le plus gros apporteur d'affaires de compagnies d'assurance de renom. Cela nous permet d'entretenir un rapport privilégié avec les assureurs et d'avoir une réponse très rapide à la moindre demande. Enfin, sur des marchés très spécifiques comme les Etats-Unis, où la compréhension du marché de la santé est essentielle compte tenu de sa complexité et des coûts qu'il engendre, nos clients nous reconnaissent comme l'acteur incontournable qu'il est nécessaire de connaître pour bien préparer et optimiser son expatriation.

INTERNATIONAL SANTÉ

Le modèle français plébiscité

Depuis la Polynésie française où il est installé, Raphaël Reiter pilote International Santé, un comparateur d'assurances pour expatriés. Après des années d'expérience dans le secteur et une pandémie mondiale, le dirigeant en est aujourd'hui convaincu : le modèle français est le plus avantageux.

▲ Raphaël Reiter.

© DR

La pandémie du Covid-19 a mis à mal la majorité des systèmes de santé du monde. En pleine crise sanitaire, qui plus est provoquée par un virus jusque-là inconnu, une aide spécifique pour y voir plus clair parmi tous les contrats d'assurances proposés était la bienvenue. À l'instar du comparateur proposé par International Santé. Raphaël Reiter a fondé la société en 2014, car ce Français installé en Polynésie française *« croisait des compatriotes un peu partout, qui s'interrogeaient toujours sur la meilleure assurance santé possible. Je voulais leur apporter une réponse claire »*.

Après six ans de travail, l'équipe d'International Santé, répartie entre Toulouse et Tahiti, ainsi que ses fournisseurs ont dû faire face au choc du coronavirus. Parmi les premières craintes soulevées par la pandémie: la prise en charge des évacuations. *« Avant le Covid-19, la plupart des assurances santé excluaient les pandémies dans les contrats. Il leur a fallu tout revoir, ça a créé beaucoup de tensions »*, se souvient Raphaël Reiter.

Autre conséquence des restrictions liée à la pandémie : l'augmentation des résiliations. *« Beaucoup de gens sont rentrés en France. Certains parce qu'ils avaient perdu leur travail dans le tourisme, d'autres par manque de moyens pour se soigner correctement,* se souvient Raphaël Reiter. *Les personnes sans emploi à cause de la crise se sont soudainement retrouvées à se payer eux-mêmes leur assurance santé, leur employeur ne la prenant plus en charge. »*

> « AUX ÉTATS-UNIS, SI VOUS NE POUVEZ PLUS TRAVAILLER CAR VOTRE ÉTAT DE SANTÉ VOUS EN EMPÊCHE, VOUS N'AVEZ PLUS DE REVENUS. »
> RAPHAËL REITER

Davantage protégé

Pour le fondateur d'International Santé, cette crise a renforcé une conviction : le modèle français, bien qu'en concurrence avec des poids lourds à l'international – Allianz, Sigma, Bupa Global –, reste le plus intéressant pour les assurés. D'après Raphaël Reiter, les contrats de ces grands groupes sont *« calqués sur les prérogatives du modèle anglo-saxon. Bien souvent, ils sont à renouveler tous les ans. Le risque, pour son bénéficiaire, c'est que l'assureur peut décider, au bout d'une année, de ne plus couvrir certaines maladies ou, pire, de résilier un contrat... »*

Le modèle français, lui, garantit aux expatriés davantage de protection, selon le dirigeant. *« Les assureurs privilégient alors des contrats longue durée, et surtout ils n'ont le droit ni d'y mettre fin ni de majorer leurs tarifs d'un an à l'autre juste parce que vous êtes malade »*. Ces différences de traitement s'appliquent aussi aux nouveau-nés. En France, à sa naissance, un bébé est inscrit sur la carte Vitale d'un de ses deux parents. Il bénéficie alors du même accompagnement de l'assurance-maladie. Dans les pays anglo-saxons, *« les enfants ne sont assurés à leur nom qu'à partir d'un certain laps de temps. S'il y a un problème, une prise en charge médicale nécessaire, la facture peut vite devenir très salée,et dépasser les milliers de dollars »*, explique Raphaël Reiter.

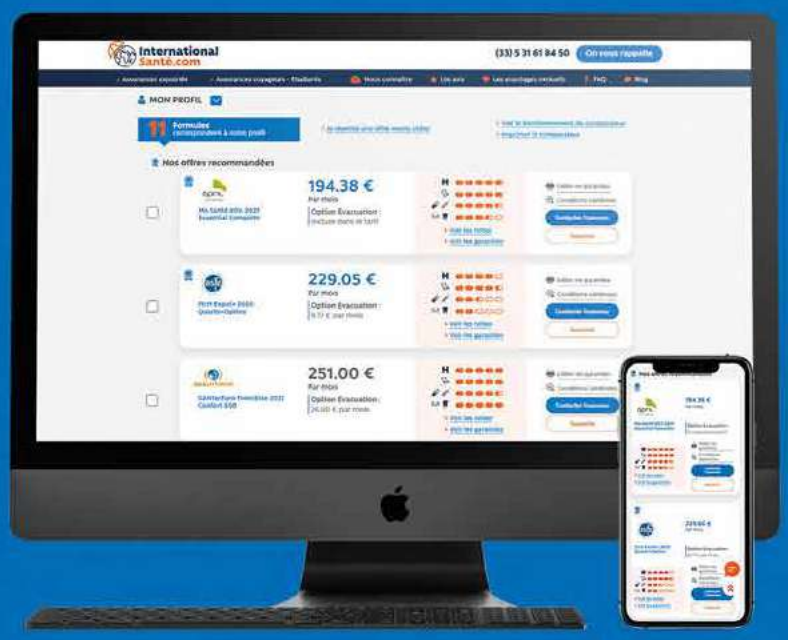
Nouvelles tendances

Côté retraite, même topo : *« Aux États-Unis, si vous ne pouvez plus travailler car votre état de santé vous en empêche, vous n'avez plus de revenus. En France, la Sécurité sociale vous garantira toujours un revenu, même moindre. »* Aujourd'hui, deux ans après le début de la pandémie, Raphaël Reiter est davantage préoccupé par les *« problèmes de politique internationale »* que par le Covid-19, même si le virus continue à sévir de manière intermittente. Comme en Chine, pays dans lequel les contrats d'assurance santé contractés par les expatriés sont en chute discontinue depuis plus de deux ans. Mais les départs de Français depuis l'Asie font aussi émerger de nouvelles tendances d'expatriation. L'Espagne et le Portugal, auparavant terres privilégiées des retraités, attirent désormais de plus en plus de jeunes actifs. ◆

International-Santé.com

L'erreur à ne pas faire pour choisir sa mutuelle expatrié : vouloir se débrouiller tout seul

Selon les pays et les âges, l'assurance santé représente entre 7% et 20% du budget des expatriés et les tarifs peuvent varier de 80% entre deux formules équivalentes car chaque assureur adopte ses propres règles de tarification.



Un comparateur en ligne permet en moyenne de baisser de 25% le budget assurance santé sans sacrifier sa couverture. Depuis 2014, **International-Santé.com** est le 1ercomparateur d'assurance santé pour les expatriés francophone. Il analyse en direct les garanties et tarifs de 17 assureurs spécialisés.

Utiliser l'IA pour sélectionner les meilleures formules

Forte de plus de 25 ans d'expérience dans l'assurance santé internationale, l'équipe d'International Santé a développé un algorithme exclusif qui sélectionne les formules en fonction des besoins mais surtout, qui note les garanties en fonction des prix réels de santé dans le pays de destination de l'expatrié. Selon Raphaël Reiter, Directeur Général: *«On n'a pas besoin de la même couverture à Singapour ou au Costa Rica, ce système permet d'identifier facilement la formule qui convient sans avoir à se sur-garantir. Avec ce système, le budget moyen de nos assurés est 25% inférieur à la moyenne».*

Quasiment tous les assureurs français sont intégrés dans le comparateur: ACS-AMI, April, ASFE-MSH, Assur-Travel, Crystal Mobility, Henner, Humanis, etc, ainsi que les principaux assureurs étrangers. La CFE et les formules en complément de la CFE sont également présentées dans les comparatifs. En 2 minutes, gratuitement et en un seul point, les expatriés reçoivent un comparatif détaillé et peuvent ensuite avancer plus facilement dans leur choix.

Un conseiller pour poser les bonnes questions

Parce que toutes les situations sont différentes en âges,situations de familles, projets d'expatriation, budget, habitudes de santé, situations professionnelles, connaissances du système de santé local, activités sportives ou de loisirs, tout ne peut pas se traiter en ligne et un conseiller doit intervenir pour un réel entretien avec les expatriés. Hassen Abdelmalek, Directeur Commercial, donne un exemple simple: *«Si vous avez deux familles au Mexique, chacune avec deux adultes de 35 ans et deux enfants de 5 et 8 ans, mais la première est une famille recomposée avec un parent dans le pays d'origine et dans la seconde, un des parents est citoyen local; le formulaire en ligne aura été complété de la même manière dans les deux cas, pourtant les contraintes à prendre en compte seront tout à fait différentes, et les solutions proposées le seront également.»*

Une assurance santé internationale c'est d'un côté un budget important et de l'autre une sécurité pour payer des dizaines ou centaines de milliers d'euros en cas d'accident ou de maladie grave. Le jour où ça arrive, il vaut mieux être certain d'avoir choisi la bonne formule. Prendre le temps de discuter avec un conseiller qui n'a pas qu'un assureur à proposer permet d'avoir un avis objectif pour choisir sereinement.

Une assistance pro pour ne pas être seul au bout du monde

En plus du conseil au moment de l'adhésion, International Santé a développé un service VIP d'assistance pour tous ses assurés. Présent à Toulouse et en Polynésie, il est disponible quasiment H24 avec une équipe de spécialistes de la gestion des contrats qui intervient auprès des assureurs pour lever une incompréhension, expliquer une situation complexe sans contrainte de décalage horaire, faire avancer un dossier et surtout défendre les droits des assurés.

Ils représentent des centaines d'assurés chez chaque assureur et ont un poids qu'aucun assuré ne peut avoir seul. Ils sont en contact quasi quotidien avec leurs services de gestion et savent qui appeler pour faire avancer des dossiers qui semblent bloqués. Les expatriés semblent apprécier ces services et les témoignages sont nombreux sur Trustpilot ou même sur la chaîne Youtube d'International Santé.

EXPATEZ-VOUS !

Margot Vappereau veut aider les expatriés à « aller mieux »

Après dix ans à parcourir le monde en tant qu'infirmière, la jeune femme de 32 ans met aujourd'hui son expérience au profit des Français en partance ou de retour de l'étranger. Avec un focus particulier sur leur santé mentale.

En 2020, près de sept ans après son premier stage au Nicaragua et autant d'années passées à l'étranger, Margot Vappereau refuse pour la première fois de repartir. Sa mission en Colombie, en tant que coordinatrice santé pour une ONG, sera la dernière. Infirmière de formation, la jeune femme a désormais envie d'accompagner les expatriés en partance, ou de retour en France. *« Un soir peu avant la pandémie, j'ai eu une discussion avec une collègue. On s'est rendu compte à quel point les expatriés manquaient de soutien, surtout à leur retour,* raconte-t-elle. *Il n'y a pas de débriefing psychologique. Alors comment fait-on pour aller mieux lorsqu'on est en piteux état ? »*

▲ Margot Vappereau.

© DR

Expatez-vous ! est né à la sortie du confinement. Margot Vappereau couche ses envies sur le papier. Pour créer son entreprise, elle se fait accompagner par la BGE, un réseau d'aide spécialisé, et mi-novembre 2021, obtient son immatriculation. Son tout nouveau projet s'adresse à *« tous les expatriéss »*, salariés, étudiants ou entrepreneurs, et même à l'entourage familiale et aux conjoints. *« Avec, évidemment, un focus sur la santé*, indique Margot Vappereau. *Le but est de faciliter les départs et les retours, en orientant vers les bonnes personnes, en leur donnant des contacts utiles selon leur situation. »* Jusqu'ici, les rendez-vous étaient organisés en visio, à cause des contraintes liées à la pandémie, et à la distance que la sépare parfois de ses clients. Mais bientôt, la jeune cheffe d'entreprise espère organiser des séances en présentiel. Un cadre idéal pour divulguer ses conseils *« un peu techniques »*, mais aussi et surtout *« pour offrirune écoute attentive aux préoccupations de chacun*, assure-t-elle. *Après un long séjour à l'étranger, on a souvent la sensation d'avoir vécu quelque chose de spécial, parfois d'extraordinaire. Et ça, quand on rentre, personne ne peut vraiment le comprendre. On peut alors être confronté à une grande solitude. »*

> « LE BUT EST DE FACILITER LES DÉPARTS ET LES RETOURS, EN ORIENTANT VERS LES BONNES PERSONNES. »
> *MARGOT VAPPEREAU*

Plus de 10 000 patients en un an

Margot Vappereau, 32 ans, sait de quoi elle parle. Ce sentiment, elle l'a expérimenté à chacun de ses retours en France. Originaire du Nord, la fondatrice d'Expatez-vous ! a sillonné le monde. Après six mois au Nicaragua dans le cadre de son master en humanités sociale (qui constitue « un avant/après » dans sa vie), ce fut le Kurdistan irakien, près de Mossoul. Responsable de la supervision des soins dans un centre de santé pour personnes déplacées, elle soignera, avec une équipe dédiée, près de 10 000 patients pendant un peu plus d'un an. Après un rapide passage en France de trois mois, l'infirmière part ensuite pour Maiduguri, au Nigeria. Dans cette ville sans structure de santé, elle crée trois équipes mobiles dédiées aux soins les plus basiques.

À son retour d'Afrique, au bout d'un an, la jeune femme est « en petits morceaux ». *« J'étais incapable de faire quoi que ce soit,* raconte-t-elle. *J'ai mis environ neuf mois à reprendre le travail. Trop fragile pour repartir »,* Margot Vappereau accepte un poste de responsable de projet santé en charge de gérer des médiatrices en santé dans les bidonvilles de région parisienne, durant plusieurs mois. Puis c'est la Colombie, et la fin de ces allers-retours réguliers à l'étranger. C'est cette expérience auprès des autres qui posera les jalons d'Expatez-vous !, sa nouvelle aventure. Son expatriation l'a également confortée dans la nécessité de travailler en équipe. *« Seule, j'en suis incapable. J'ai une passion pour le management, la transmission. C'est ce que j'aimerais faire aujourd'hui avec ma société : m'agrandir pour constituer une "team" et répondre encore mieux aux attentes des expatriés. »* Avec la reprise de la mobilité internationale favorisée par l'atténuation de la crise sanitaire, Margot Vappereau espère bien mener à terme son objectif premier : *« Être utile. »* ◆

Pour en savoir plus :
www.expatez-vous.com

THE French ASSURANCE

Liberté, Egalité, Bien Assuré

Une start-up polynésienne prétend révolutionner l'assurance santé des expatriés français

C'est à Tahiti qu'a été imaginée et développée une assurance santé unique, dédiée aux expatriés qui ne sont pas financés par leur employeur et qui veulent garder une protection sociale à la Française, alors qu'ils doivent payer eux-mêmes leur déménagement, le logement, l'école des enfants, la voiture.

A qui s'adresse exactement THE French Assurance?
A tous les expatriés qui financent eux-mêmes leurs frais d'installation et qui savent que c'est un vrai investissement à long terme. C'est donc une offre qui est dédiée aux expats d'aujourd'hui, qui partent soit avec un contrat local, soit avec un projet de business, soit pour travailler en indépendant avec des clients locaux ou français. Des célibataires, des couples, ou même des familles qui veulent changer de vie.

Vous annoncez que cette offre révolutionne l'assurance expatrié. Comment cela est-il possible?
C'est vrai qu'il y a déjà de nombreuses offres sur le marché et l'idée n'était pas d'en faire une de plus, qui ressemble aux autres. Jusqu'à présent, les français sur le départ avaient le choix entre deux types de contrats. D'un côté les contrats expatriés de longue durée, complets mais assez chers car l'assureur remplace ce que l'on connait en France avec le duo Sécu + Mutuelle; et de l'autre, les contrats temporaires de 12 mois éventuellement renouvelables sur demande, économiques mais qui sont limitées aux urgences et où l'assureur n'a aucun engagement de durée. La seconde option est souvent intéressante quand on part s'installer à l'étranger car elle est économique, mais elle présente un gros risque: s'il vous arrive quelque chose sur place, l'assureur va régler les soins urgents, mais ensuite il ne renouvellera pas le contrat et pourra même le résilier en cours de route. C'est normal, puisque c'est une assurance voyage de longue durée.

Et quel est le risque finalement pour l'expatrié?
Le risque est de devoir rentrer en France car il ne trouvera alors plus d'assureur pour faire un nouveau contrat, ni en France, ni sur place, car contrairement à ce que l'on connait avec la Sécu et les mutuelles, toutes les assurances santé locales et internationales refusent d'assurer les conditions médicales qui existent avant l'adhésion. Imaginez la situation, pour un expatrié qui a vendu ses biens en France et investi à l'étranger, ou même simplement les frais engagés pour le déménagement, l'installation. S'il faut rentrer après 1 an, combien d'argent perdu et de projets qui tombent à l'eau.

Alors, comment se distingue cette offre?
C'est le mix parfait entre un contrat temporaire économique et un contrat expatrié longue durée complet. Juridiquement, c'est en fait un contrat expatrié longue durée, l'assureur n'a pas le droit de résilier individuellement un assuré ou de lui majorer son tarif s'il tombe malade après l'adhésion; tous les types de frais peuvent être couverts, hospitalisation,médecine, optique, dentaire, maternité; mais l'assuré peut pendant 6 à 18 mois, choisir de le faire fonctionner comme un contrat temporaire limité à l'urgence. Sa cotisation baisse alors de 30% pendant la durée choisie. L'expatrié a donc à la fois la sécurité d'un contrat expatrié longue durée et le prix économique d'un contrat temporaire.

THE French Assurance c'est qui exactement?
C'est une offre développée par le bureau polynésien d'International-Santé.com, le 1ercomparateur d'assurance santé francophone pour les expatriés et qui ne trouvait pas de contrat de ce type sur le marché. Elle est assurée par le Groupe Generali, leader mondial de l'assurance et les prestations d'évacuation et d'assistance sont réalisées par Vyv IA, héritier de la MGEN qui assure des milliers d'expatriés dans tous les lycées français du monde. Cette offre n'est pas réservée aux français mais elle est 100% soumise à la règlementation française sur les assurances santé. C'est particulièrement sécurisant pour les assurés.

COMMENT PROTÉGER SES PROCHES ?

Avec la crise sanitaire des centaines de familles ont été confrontées à la maladie ou au deuil du jour au lendemain. Comment anticiper la protection de son conjoint ou de ses enfants ? Les assurances et contrats de prévoyance permettent de faire face aux aléas de la vie. Quelle sont les stratégies à mettre en place pour protéger ses proches ? Réponses avec Julien Male, Directeur du conseil en rémunération et protection sociale CRYSTAL.

Que conseillez-vous pour mettre à l'abri ses proches ?
Julien Male : Cela dépend vraiment du profil de personnes que nous allons conseiller, de leur âge, de leur situation familiale, de leurs besoins de revenus. Nous allons proposer des stratégies adaptées à chaque profil : un jeune couple qui débute dans la vie n'aura pas nécessairement les mêmes projets qu'un chef d'entreprise ou des clients qui vont bientôt prendre leur retraite. Il faut bien étudier les besoins des familles pour pouvoir personnaliser notre conseil. »

Il existe différentes familles de produits, quand vous semble-t-il préférable d'avoir recours aux produits de prévoyance ?
J. M. : La prévoyance est un outil à la fois de protection familiale et de protection du chef d'entreprise et de sa société elle-même, ce qui explique que de nombreuses personnes peuvent se sentir concernées par la mise en place de produits de prévoyance.
Cela peut être une solution très adaptée par exemple pour un couple qui n'a pas encore constitué un patrimoine et qui souhaite malgré tout se protéger mutuellement. On peut également citer les couples qui au contraire ont un patrimoine important, et qui souhaitent anticiper un éventuel décès d'un des deux conjoints en mettant en place un capital au profit des enfants. En cas de décès, ce capital permettra de payer tout ou partie des droits de succession.
D'autres dispositifs de prévoyance, plus spécifiquement orientés vers les chefs d'entreprise permettent de faire face aux aléas en cas de disparition du chef d'entreprise pour assurer la poursuite de l'activité dans de bonnes conditions, c'est par exemple le cas des assurances dites «Homme-clé». La prévoyance permet dans tous les cas de protéger son patrimoine durablement.

Existe-t-il des contrats de prévoyance qui protègent les revenus ?
J. M. : Oui effectivement. Il est possible d'assurer les revenus en cas d'arrêt de travail ponctuel ou de longue durée. C'est particulièrement adapté pour les travailleurs non salariés et pour les familles ou l'un des deux conjoints a une rémunération beaucoup plus importante que l'autre. En cas d'imprévu, cette couverture permet de maintenir le train de vie du foyer et de faire face aux obligations de la famille. Par ailleurs, d'autres garanties comme les rentes éducation ou les rentes de conjoint peuvent venir compléter ces dispositifs pour optimiser la protection familiale. Il est essentiel d'attacher de l'importance aux détails lorsqu'on met en place ce type de solutions: à partir de quand les indemnisations sont-elles déclenchées par l'assureur? Quelles sont les exclusions prévues au contrat (dos, affections psychologiques...)? Le barème utilisé pour indemniser le client en cas d'invalidité est-il conforme à sa situation professionnelle? S'agit-il d'un contrat avec des indemnisations en complément du régime obligatoire ou sous déduction des prestations versées par ma caisse de prévoyance? L'avis d'un Expert s'impose pour mettre en place les bons outils en rapport avec la situation de chaque individu.

Qu'en est-il des complémentaires retraites ?
J. M. : La retraite est un sujet sensible car nous vivons de plus en plus vieux, il faut donc anticiper la baisse de revenus en épargnant de plus en plus tôt.
Nous accompagnons nos clients pour les aider à bâtir une stratégie de revenus complémentaires qui s'appuie sur différentes solutionsfinancières ou immobilières. Des solutions dédiées à la retraite comme le PER (Plans d'épargne Retraite) sont également très pertinentes pour créer un complément de revenus au moment du départ à la retraite et maintenir le train de vie du foyer. La mise en place de solutions diversifiées est une bonne stratégie pour constituer un capital en vue du départ à la retraite.
Ce capital pourra servir d'une part à compléter les retraites perçues au titre des régimes obligatoire, et d'autre part à protéger la famille en cas de décès.
Les contrats avec une fiscalité assurance-vie pourront par exemple permettre de protéger des bénéficiaires désignés en leur versant un capital hors droit de succession.
Dans tous les cas, c'est la mise en place d'une stratégie globale de protection familiale et de diversification des solutions qui permet de sécuriser le patrimoine de nos clients.

Selon les âges, les profils, les revenus, l'accompagnement et les produits proposés ne seront pas les mêmes. Voici les règles d'or à respecter en matière de protection sociale selon les différentes classes d'âges.

1. Pour les jeunes actifs

L'objectif est de sécuriser le revenu du foyer et de se protéger contre les accidents de la vie. C'est également le moment où nos clients souhaitent développer leur patrimoine, en particulier immobilier, une vigilance toute particulière devra être apportée aux assurances emprunteur pour bien calibrer les niveaux de couverture en fonction des revenus du foyer et du niveau de protection souhaité. Par ailleurs, de plus de en plus de nos jeunes clients pensent déjà à préparer leur retraite par capitalisation, conscients qu'il s'agit d'un enjeu de société pour les nouvelles générations.

2. Pour les personnes de 40 ans environ

Lorsque nos clients entrent dans une période de développement de leur patrimoine, leur revenu a très souvent augmenté par rapport au début de leur carrière et leur train de vie également. Il est donc essentiel de vérifier régulièrement que les garanties mises en place pour protéger leurs revenus sont toujours adaptées à leur situation. La mise en place de rentes éducation pour assurer le paiement des études des enfants en cas de coup dur, la préparation de revenus complémentaires pour la retraite, ou la couverture des capitaux en cas de décès deviennent des stratégies à envisager. Dans tous les cas , un audit de la protection sociale permettra de définir les axes d'optimisation en fonction des objectifs des clients.

3. Pour les seniors

L'objectif principal est de préparer et de sécuriser la transmission du patrimoine. A partir de 50 ans, des réflexions de donation aux enfants, petits-enfants pourront être envisagées. Il peut également y avoir un intérêt à cotiser sur des contrats «Dépendance» pour faire face au grand âge et à une éventuelle situation de dépendance, en bénéficiant d'une rente qui financera le coût d'un maintien à domicile, ou d'un placement en établissement spécialisé sans mettre à contribution les membres de la famille. Là encore, le maître mot reste l'anticipation pour adapter les stratégies à la sensibilité et au besoin de protection de chaque individu.

SANTEXPAT.FR

La digitalisation des services, une clé pour l'avenir

Créée en pleine pandémie, la société basée en France mise sur le numérique pour assurer aux Français du monde, dont les profils ont beaucoup évolué ces dernières années, un accès plus simple à la santé.

Avril 2020. Le monde entier est sous cloche pour se protéger de la pandémie de Covid-19. Santexpat.fr arrive à point nommé. Ce comparateur d'assurances santé fonctionne selon un algorithme pour trouver les solutions les plus adaptées aux différents profils des expatriés. Quand le coronavirus est arrivé, *« on était prêts techniquement*, témoigne Jean-Christophe Pandolfi, son fondateur. *Mais on s'est tout de même demandé si ça ne nous serait pas préjudiciable. La mobilité internationale a été complètement stoppée »*. Si le nombre de nouveaux expatriés chute drastiquement, les Français déjà installés à l'étranger ont en revanche un déclic : *« La plupart se sont rendu compte qu'il était important de se protéger. Ils ont été plus sensibles aux préoccupations liées à leur santé et à celle de leur proche. Beaucoup ont voulu changer d'assurance. Il leur fallait un produit comme le nôtre pour s'y retrouver dans cette jungle d'offres. »* Et notamment les personnes installées dans les pays anglo-saxons, où les systèmes de santé ne garantissent pas une protection à tous.

▲ Jean-Christophe Pandolfi.

© DR

Conséquence, Santexpat.fr connaît un *« démarrage tonitruant. »* Les dix salariés et les cinq consultants de la société, répartis entre Paris, Lille et la Sologne *« travaillent beaucoup, parfois beaucoup trop »*, et sur tous les fuseaux horaires. Les fournisseurs de la jeune entreprise, eux, sont forcés d'adapter leurs contrats, en prenant davantage en charge la téléconsultation par exemple. Pour mieux répondre aux attentes des expatriés à ce sujet, Santexpat.fr crée sa propre plateforme. L'utilisateur peut alors consulter un médecin en ligne et obtenir une ordonnance valable dans n'importe quel pays. Coût de la téléconsultation : 60 euros. *« Un prix élevé, certes, mais remboursé par les assurances »*, précise Jean-Christophe Pandolfi. D'après le dirigeant, l'offre est prisée aujourd'hui par des personnes installées en Chine et aux États-Unis notamment.

> « CE QUE L'ON VEUT, À TERME, C'EST SIMPLIFIER L'ACCÈS À LA SANTÉ DES FRANÇAIS DU MONDE. »
> *JEAN-CHRISTOPHE PANDOLFI*

Un bureau dans le metaverse

Parmi les autres clients satisfaits par le système de Santexpat.fr, les « digital nomads », qui travaillent sur Internet tout en voyageant. Des profils *« sensibles aux nouvelles technologies »*, et dans la ligne de mire de Jean-Christophe Pandolfi pour la concrétisation prochaine de sa nouvelle ambition : l'intégration d'un bureau dans le metaverse. *« Actuellement, très peu de gens sont concernés*, reconnaît le fondateur de santexpat.fr. *Mais je crois vraiment qu'à l'avenir, ce sera un canal clé. Aujourd'hui tout est digitalisé. Dans nos bureaux, nous n'avons même plus d'imprimante. Moi, quand j'ai commencé ma carrière il y a trente ans, les contrats d'assurance santé étaient sous format papier ! »* Depuis sa création, Santexpat.fr s'efforce de suivre les nouvelles tendances de l'expatriation et de s'adapter, au mieux, aux profils. *« L'expatrié de 2022 est plus jeune que son prédécesseur, et il est très mobile. Surtout, il est embauché sous contrat local. Selon les pays, cela ne garantit pas forcément la meilleure des protections sociales »*, explique son directeur.

Dans le contexte actuel de sortie de crise, Jean-Christophe Pandolfi et ses équipes s'appuient sur la reprise des déplacements pour mettre de nouveaux produits sur le marché. Fin 2021, Santexpat.fr a développé une application à destination des salariés en déplacement dans le monde. Celle-ci peut déclencher son assurance, pour une période allant de 1 à 90 jours. Autre projet développé par la firme, un observatoire de la santé internationale qui répertorie tous les systèmes de santé du monde. Par pays et par pathologies. Objectif ? Documenter la prise en charge du diabète, de l'ophtalmologie ou de la santé des femmes selon le pays où l'on désire s'installer. Un programme dont la finalité est d'aller *« au-delà du principe de comparaison, notre ADN*, assure Jean-Christophe Pandolfi. *Ce que l'on veut, à terme, c'est simplifier l'accès à la santé des Français du monde. »* ◆

Santexpat.fr

Le Comparateur Santé des Expatriés

PUBLI-COMMUNIQUÉ

SANTEXPAT.FR : LE PARTENAIRE SANTÉ DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Comment choisir une assurance santé adaptée à sa situation et comprendre le système de santé de son pays d'accueil ? Santexpat.fr est la solution pour répondre à ces questions cruciales.

Lorsqu'on décide de partir vivre à l'étranger, il est indispensable de se poser les bonnes questions concernant la santé. En effet, c'est la réflexion que s'est faite Jean-Christophe Pandolfi qui, après plusieurs années d'expatriation aux USA, s'est rendu compte qu'il était difficile de trouver les bonnes informations au bon moment et d'être accompagné de A à Z. C'est face à ce constat qu'il a décidé de créer **Santexpat.fr**, le partenaire santé des expatriés à l'étranger.

Des différences dans les systèmes de santé

Quand on quitte la France pour partir vivre à l'étranger, on réalise rapidement que le système de santé français est unique et n'existe nulle part ailleurs. En effet, en France nous avons la chance de ne pas avoir à nous poser des questions comme :

• Combien va me coûter une consultation chez le médecin ?
• Vais-je être bien soigné ?
• Comment vais-je être remboursé et à quelle hauteur ?

Ailleurs dans le monde, ces questions se posent systématiquement. C'est dans cette dynamique que nous souhaitons informer l'ensemble des Français décidant de vivre dans un autre pays sur les coûts de santé de leur nouveau pays de résidence ainsi que leur fournir les informations liées à leur parcours de soins.

Pourquoi un comparateur d'assurance santé international ?

Dans un premier temps, **Santexpat.fr** a décidé de devenir le premier comparateur d'assurances santé internationale en full digital. Notre algorithme innovant et performant se base sur trois critères : l'âge, la situation familiale et le pays de destination. Notre IA sélectionne ensuite les offres d'assurance santé les mieux adaptées au profil de la personne. Ce système nous permet de proposer des offres personnalisées et pertinentes pour chaque profil. En proposant une offre 100 % digitale, nous simplifions l'accès à la santé aux 2,8 millions de Français dans le monde. Cela leur permet de disposer de l'intégralité de l'offre assurantielle auxquels ils ont accès, dans une seule et même place de marché. Nous proposons un parcours simplifié et ergonomique de la recherche de tarifs à l'utilisation du contrat, en passant par la proposition de devis ou la souscription. De plus, nos experts en mobilité internationale, basés en France, sont aux côtés des clients durant l'intégralité de la vie de leur contrat. Que ce soit pour les aider à choisir l'offre la mieux adaptée, qu'une fois sur place pour les aiguiller dans leur parcours de soins, ils sont présents à tout moment. C'est dans cette dynamique que nous sommes en cours de création de l'Observatoire de la santé des Français à l'étranger pour faire la lumière sur tous les systèmes de santé du monde. Le but est d'y répertorier les parcours de soins par pathologie, l'information d'un système de santé étant la clef pour être bien soigné.

Faciliter l'accès à la santé pour les Français dans le monde

Au-delà d'accompagner les Français de l'étranger dans le choix de leur assurance santé, **Santexpat.fr** a pour volonté de faciliter l'accès à la santé dans le monde en proposant des services experts. Dans un premier temps, nous avons mis en place un service de téléconsultations en partenariat avec Teladoc. Où que vous soyez dans le monde et quelle que soit l'heure, vous avez la possibilité d'échanger avec un médecin dans la langue de votre choix, ce qui vous permet d'être rassuré, de disposer de conseils, d'une ordonnance dans votre pays d'accueil ou d'un second avis médical. Ce service est accessible à un tarif unique directement via notre site, que vous soyez client Santexpat.fr ou non. Au-delà de la téléconsultation, nous développons des partenariats avec différents acteurs de la santé internationale pour toujours faciliter vos parcours de soins. Nous intégrons actuellement à notre site le service Medit Simple, qui vous permettra de trouver et prendre rendez-vous avec des médecins et spécialistes au Royaume-Uni. Ou encore avec Mymedicalsuitcase qui vous permettra de bénéficier d'un second avis médical lors d'un diagnostic de cancer et vous permettant de trouver des solutions de parcours de soins internationaux adapté à vos besoins.

HYPHEN MOBILITY
SPECIALTY INSURANCE BROKERAGE

HYPHEN MOBILITY

Garant de la « flexibilité » pour les expatriés

Créée il y a six ans par Franck Pajot, la société de courtage Hyphen Mobility aide les expatriés français à y voir plus clair dans le secteur de l'assurance santé, notamment aux États-Unis, pays qui concentre plus de la moitié de ses activités. Deux ans après le début de la pandémie et la suspension de plusieurs de ses projets, l'heure est à la relance.

Hyphen Mobility est courtier en protection sociale, spécialiste de l'assurance santé et de la prévoyance. Son cœur de cible ? Les expatriés français, déjà bien installés dans leur pays d'accueil, en Amérique latine et du Nord notamment. La dizaine de salariés de la société, répartie entre Paris et les États-Unis, les conseille en fonction de leurs attentes. Elle les dirige ensuite vers les partenaires de l'entreprise, April, MSH ou encore Malakoff Médéric. En début d'année 2020, lorsque la pandémie de Covid-19 a gagné le monde entier, Hyphen Mobility a fait face à une explosion des demandes. *«Les premiers mois, nous avons bien travaillé,* se rappelle Franck Pajot, son fondateur. *Nos clients se sont rendu compte que les contrats qu'ils avaient choisis ne les couvraient pas assez. Il a fallu réviser et réajuster la plupart des documents au contexte d'alors. »* Les mois suivants, à cause d'une forte diminution des départs à l'étranger, l'activité d'Hyphen Mobility a ralenti. Le PDG a également été contraint de stopper le développement de l'entreprise dans certaines régions du monde, à Singapour et à Hong Kong par exemple, où il prévoyait de s'implanter. Si cette période aura été moins propice à la signature de nouveaux contrats, elle aura tout de même servi à consolider les acquis : *« Plutôt que de concrétiser des affaires, nous avons concentré tous nos efforts dans la préservation de notre portefeuille,* se souvient Franck Pajot. *L'accompagnement de qualité, c'est ce qui nous caractérise depuis nos débuts, il y a six ans. La pandémie a été l'occasion de montrer à nos clients que nous sommes toujours là pour eux, surtout en temps de crise. »* Auprès de ses partenaires, Hyphen Mobility requiert davantage de flexibilité dans les contrats. Les *«retards de paiements et les versements au trimestre plutôt qu'au mois»* ont pu être négociés pour les expatriés. Aux États-Unis, un pays qui représente près de 70% des activités du courtier, *« le portefeuille est resté équilibré »* malgré les craintes liées au système de santé américain, réputé plus complexe pour les Européens. *«Les soins et les actes médicaux hors Covid ont été fortement ralentis. Tout a été paralysé autour du virus,* explique Franck Pajot. *Donc nous n'avons pas été submergés de demandes, au contraire. Pendant cette période, les gens se sont davantage protégés. Avant la pandémie, nous recevions 200 appels par jour. Ce chiffre a été divisé de moitié durant les différents confinements. »*

▲ Franck Pajot.

©DR

« L'EXPATRIÉ D'AUJOURD'HUI N'EST PLUS CELUI D'IL Y A QUINZE ANS. IL FAUT SAVOIR RÉPONDRE À CES CHANGEMENTS. »
FRANCK PAJOT

S'adapter à l'époque

Deux ans après le début de la crise sanitaire, Hyphen Mobility a repris ses projets là où ils s'étaient arrêtés. L'entreprise gagne du terrain en Asie, un gros marché, et en Amérique latine. Pour élargir son offre, Franck Pajot se rapproche aussi de nouveaux partenaires en protection sociale. *«Le développement des produits marque blanche»* est aussi à l'étude, à savoir des produits conçus par les partenaires, mais labélisés Hyphen Mobility.

Des effort indispensables, selon son dirigeant, pour rester compétitif : *«Dans ce monde post-pandémie, nous nous devons d'évoluer. Aujourd'hui, le statut "expatrié" est un peu galvaudé. L'expatrié d'aujourd'hui n'est plus celui d'il y a quinze ans. Par exemple, de plus en plus de Français de l'étranger sont désormais sous contrat local. Il faut savoir répondre à ces changements pour pouvoir offrir des réponses sur mesure. »* ◆

PUBLI-COMMUNIQUÉ

HYPHEN MOBILITY
LE PRIX DES ASSURANCES SANTÉ INTERNATIONALES À LA HAUSSE EN 2022

Ce n'est malheureusement pas une grande surprise : à l'interminable pandémie de Covid-19, s'est ajoutée en 2022 l'inexorable augmentation du coût de la santé dans le monde. Le très fort impact sur les cotisations des assurances santé internationales traduit un contexte, qui s'annonce durable.

Une compagnie d'assurance doit évidemment être rentable, en composant avec la hausse des tarifs médicaux et la nécessité de maîtriser le montant des cotisations. Le calcul de la prime initiale repose sur la prise en compte des critères habituels (pays d'expatriation, niveau de couverture, âge, antécédents médicaux, etc.) et plus personnels (état de santé au moment de la souscription du contrat, pénibilité au travail, etc.). Le contexte sanitaire pèse lui aussi sur la facture. L'exercice est d'autant plus compliqué, que l'objectif est d'assurer le bon fonctionnement du mécanisme de mutualisation: la cotisation d'un assuré s'ajoute à celle des autres et abonde ainsi un «pot commun», qui doit permettre de couvrir l'ensemble des frais de santé prévus au contrat de chacun. Plus les assurés auront approché, atteint ou dépassé un plafond acceptable en fin d'année, plus il sera nécessaire de majorer le montant des cotisations l'année suivante.

Concilier assurance santé de qualité et baisse des cotisations

Sur le papier, la solution paraît assez simple: adopter une bonne hygiène de vie et rester vigilant sur les prix des actes médicaux. Hélas, la vie ne nous laisse pas vraiment le choix face à la maladie et aux accidents; sans compter que dans certains pays, la santé est un business. Aux Etats-Unis, la facture peut en effet varier du simple au triple, avec des variations parfois abyssales entre les Etats. Les assureurs déterminent donc ce qu'ils appellent les coûts «usuels, raisonnables et habituels» (UCR) de chaque acte médical et nouent pour certains des partenariats avec des assureurs locaux – notamment aux Etats-Unis – pour obtenir un peu de souplesse en termes de tarifs et d'avance de frais. En complément, la nécessité d'un accord préalable, avant de valider la prise en charge d'un acte médical coûteux, vise à protéger les clients contre les abus de tarifs. Selon les situations, l'assureur pourra alors négocier les prix, ou bien vous réorienter vers un autre professionnel proposant un même niveau de prestation, à un tarif conforme aux UCR. Ce principe de «consommation» raisonnable des soins médicaux consiste également à limiter les actes aux besoins réels du patient. A noter que certaines assurances récompensent les clients ayant adopté une démarche responsable en matière de dépenses de santé.

Comment choisir son assurance santé internationale ?

Les montants de la prime et du plafond de couverture ne sont pas les seuls critères à prendre en compte. La notion de services l'est tout autant, comme la réactivité, la disponibilité et la possibilité de joindre un conseiller par mail ou téléphone à tout moment. La comparaison entre les différents produits d'assurance n'étant pas toujours facile à faire, l'une des solutions les plus efficaces, pour concilier bonne couverture médicale et qualité de services, est de faire appel à un courtier spécialisé en assurances santé internationales. Hyphen Mobility a même adopté une approche qui va au-delà des sociétés de courtage classiques: sa connaissance des réalités de l'environnement de vie du client lui permet de de trouver le produit d'assurance répondant au mieux à ses besoins et son budget, et elle a également choisi d'offrir un service de relation client haut de gamme, en vous assistant, tout au long de la vie de votre contrat, dans vos démarches auprès de l'assureur avec lequel vous avez contractualisé. Plutôt utile lorsqu'on doit expliquer une situation sinon compliquée, du moins spécifique, et ce où que l'on vive dans le monde.

Pour en savoir plus :
www.hyphen-mobility.com/fr

Assurance santé des expatriés :

Henner accompagne les entreprises et les particuliers dans leur mobilité internationale

Leader de la protection sociale en France depuis 1947, Henner est un groupe international et indépendant qui développe et opère des solutions innovantes en assurances de personnes pour les particuliers, les professionnels et les entreprises. Depuis plus de 30 ans, Henner est aussi devenu un acteur de référence de l'assurance santé dédiée aux individuels, aux professionnels et aux salariés d'entreprise en mobilité et couvre aujourd'hui plus de 200 000 expatriés à travers le monde.

Henner, partenaire santé des expatriés au quotidien

Qu'ils soient particuliers ou salariés d'une entreprise, Henner propose des solutions et des services dédiés à chacun de ses assurés en mobilité internationale, où qu'ils se trouvent dans le monde. Pour cela et parce qu'il a à cœur d'être un véritable partenaire santé au quotidien et à chaque étape de leur expatriation, Henner privilégie un accompagnement à la fois humain et digital.

Sa mission consiste avant tout à gérer la santé d'hommes et de femmes et des moments de vie, parfois délicats, c'est pourquoi ses assurés bénéficient, pour la gestion de leur contrat, d'interlocuteurs multilingues (26 langues parlées), experts de la protection sociale des expatriés et qui connaissent les spécificités de leur couverture, permettant de leur offrir la meilleure prise en charge possible et de répondre à chacun de leur besoin, 24h/24, 7j/7.

Les expatriés Henner disposent d'une gestion simplifiée de leur contrat et de leurs démarches, grâce à des outils digitaux (application mobile et espace client) pour suivre leurs remboursements, demander des prises en charge hospitalières, envoyer leurs justificatifs directement par simple photo, contacter leur Unité de Gestion, géolocaliser des

professionnels de santé partout dans le monde, etc.
Ils bénéficient également d'un accès illimité à un service de téléconsultation par des médecins rigoureusement sélectionnés, avec la possibilité d'être pris en charge par un praticien français, aussi bien pour les maux du quotidien que pour des problématiques de santé mentale. Ce service répond au niveau de qualité requis en termes de prise en charge des assurés, mais aussi aux contraintes de langues et de disponibilité selon les fuseaux horaires…
Enfin, Henner a également pour mission de faciliter l'accès à des soins de qualité à ses assurés, où qu'ils se trouvent dans le monde. Pour cela, le groupe a bâti un réseau international de professionnels de santé qu'il développe et entretient au quotidien, qui garantit une qualité de soins et une maîtrise des coûts pour ses expatriés grâce à des tarifs négociés et à la mise en place du tiers payant pour éviter l'avance de frais.

Des solutions sur mesure pour les expatriés individuels

Qu'ils soient actifs, retraités, travailleurs indépendants, étudiants ou détenteurs de Permis Vacances Travail (PVT), Henner propose des solutions qui s'adaptent au profil de chaque expatrié pour répondre au mieux à leurs besoins et à ceux de leur famille.
Ils sont accompagnés dans la construction de leur couverture santé en fonction de leur pays d'accueil, de la composition de leur foyer, de leurs besoins et de leur budget. Et même jusqu'à leur retour en France ! L'objectif : être à leurs côtés tout au long de leur parcours d'expatriation et leur faire bénéficier du système de santé français, où qu'ils se trouvent dans le monde.

Les offres santé Henner :

Les solutions Henner couvrent les principaux postes de santé : hospitalisation, optique, dentaire, maternité, soins courants et ce, dès le 1er euro dépensé ou en Complément de la Caisse des Français de l'Etranger (CFE). Développée en partenariat avec la Caisse des Français de l'Etranger, cette solution leur assure une couverture santé de qualité et la récupération de leurs droits au régime de base de la Sécurité sociale française à la fin de leur expatriation, avec Henner comme interlocuteur unique.

Les services proposés en complément

Les solutions santé Henner vont bien au-delà d'un simple tableau de garanties. Des services à forte valeur ajoutée sont inclus dans chacune des offres, comme l'accès illimité à un service de téléconsultation, un forfait frais d'obsèques et l'accès à notre réseau médical. Et pour aller plus loin, des options sur mesure sont proposées, adaptées à chaque famille : assistance rapatriement, responsabilité civile et prévoyance.
« Notre expertise et nos offres ont pour objectif de faire bénéficier aux Français s'expatriant à l'étranger de la meilleure protection sociale possible. Nous vivons dans un pays où nous avons accès à un système de santé unique au monde : les expatriés méritent également de se sentir protégés en cas de problème. Henner est un acteur de confiance, qui propose un véritable accompagnement pour les expatriés, ce qui leur permet donc une tranquillité d'esprit », affirme Ionel Nathou, Directeur commercial du Groupe Henner

Henner, l'atout santé des entreprises et des salariés en mobilité internationale

Spécialiste de la protection sociale et des avantages sociaux, Henner est un acteur majeur dans l'accompagnement des entreprises dans le développement de leur stratégie internationale et de leurs programmes de mobilité.
Améliorer l'expérience de soins, optimiser les coûts pour les entreprises et faciliter leurs démarches et la vie de leurs salariés à chaque étape de leur mobilité sont les principaux moteurs des équipes Henner. Pour cela, son expertise et son savoir-faire reposent sur trois piliers :
- Une expertise conseil reconnue: un accompagnement pédagogique sur mesure pour la définition, la construction, et la gestion des programmes de mobilité des entreprises
- Un accompagnement médical: une équipe dédiée pour le suivi médical de l'ensemble de leurs salariés (bilans de santé, suivi régulier des pathologies, recommandations de prestataires de santé…) et la maîtrise de leurs dépenses de santé grâce à notre réseau de soins international
- Une expérience client et assuré : un point de contact unique avec la Caisse des Français de l'Etranger, une agrégation de services additionnels pour un parcours de soins global (téléconsultation, assistance, prévention, etc.), des outils digitaux pour une gestion quotidienne simplifiée des démarches

Une équipe d'experts dédiée

Afin de conseiller les entreprises et de faire de leur politique de mobilité internationale un véritable atout, Henner met à leur disposition une équipe d'experts dédiée pour un accompagnement 360° :
- ses spécialistes de la protection sociale sont toujours à leur écoute
- ses actuaires et statisticiens les accompagnent dans le pilotage de leurs comptes de résultats
- son équipe juridique veille sur les évolutions réglementaires et les éventuels impacts sur leurs contrats
- ses médecins, infirmiers et coordinateurs médicaux assurent un accompagnement médical et sanitaire adapté à chaque salarié et ce, dans toutes les situations
- ses équipes marketing et communication mettent à leur disposition un ensemble de supports et de communications à destination de leurs salariés

« L'agilité de nos équipes conseil, médicale, gestion, juridique et actuariat permet de nous adapter en permanence aux besoins de chaque client et ainsi de contribuer à la performance de leur entreprise » décrypte Nicolas Witdouck, directeur de la Mobilité Internationale et des Avantages sociaux du Groupe Henner

CRYSTAL MOBILITY

CRYSTAL MOBILITY

La pandémie comme « un temps d'introspection bénéfique »

La crise sanitaire n'a pas été de tout repos pour les équipes de Crystal Mobility. La société en a tout de même tiré de nombreux enseignements, à commencer par l'impact sur sa relation client.

Deux après le début de la pandémie de Covid-19, Julien Male est satisfait. Malgré les périodes de doutes, le directeur du conseil en rémunération et protection sociale au sein de Crystal Mobility l'assure : *« Globalement, nous avons plutôt bien traversé la crise. »* La compagnie d'assurance a d'abord été impactée, comme beaucoup de sociétés du secteur, par une baisse de la mobilité internationale. La fermeture des frontières et les incertitudes liées au contexte sanitaire ont forcé de nombreuses personnes à reporter leur projet, des étudiants en échange universitaire aux familles engagées dans un changement de vie. Une conséquence de la pandémie visible surtout en Asie du Sud-Est. D'après Julien Male, *« les sévères quarantaines imposées dans la région ont dissuadé beaucoup de gens. Beaucoup d'expatriations prévues à Hong-Kong ont par exemple été annulées ».*

© DR

▲ Julien Male.

Une proximité renforcée

Pour faire face, Crystal Mobility s'est adapté. *« Nous avons laissé un peu de côté la recherche de nouveaux clients pour nous focaliser sur le portefeuille que l'on avait déjà »*, explique le responsable. Les premiers mois, la mobilisation des équipes commerciales sur les attentes et les multiples interrogations des assurés a débouché sur une nouvelle forme de business : *« Nous avons vraiment fait l'effort d'appeler chaque client et de revenir avec eux sur leur protection, point par point,* se rappelle Julien Male. *Cela nous a permis d'ajuster notre offre quand il y avait besoin, et aussi, parfois, de l'élargir avec des ventes additionnelles. Ce temps d'introspection nous a finalement été très bénéfique. »* Puis les équipes de Crystal Mobility, spécialiste de la protection sociale des expatriés de toutes nationalités depuis quinze ans, ont pris conscience que certaines gammes de produits étaient à optimiser. *« Des insatisfactions sur les modalités de remboursement »*, des contrats plus adaptés aux réalités actuelles et *« des critères de rapatriement obsolètes »* ont poussé l'entreprise à revoir sa copie, à plus long terme. Avec, à la clé là aussi, de nombreux avantages.

> « NOUS AVONS VRAIMENT FAIT L'EFFORT D'APPELER CHAQUE CLIENT ET DE REVENIR AVEC EUX SUR LEUR PROTECTION. »
> *JULIEN MALE*

« Nos produits et nos offres ont gagné en qualité, et notre relation client a changé. Nous sommes plus proches d'eux, de leurs exigences », reconnaît Julien Male.

Autre bénéfice engendré par la crise sanitaire, la digitalisation des services. D'après le responsable, le site Internet de Crystal Mobility a par exemple *« gagné des années de développement en une période très raccourcie »*. Le télétravail a aussi permis aux salariés de tester de nouvelles manières de travailler, encore en vigueur aujourd'hui.

Dynamisme dans les Émirats arabes unis

Deux ans plus tard, si les affaires restent en demi-teinte en Asie, dans le reste du monde la reprise est réelle. Notamment dans les Émirats arabes unis. *« Il y a beaucoup de projets d'expatriations dans cette zone. Cet intérêt nouveau, et le dynamisme de nos activités là-bas compense la baisse observée en Asie du Sud-Est »,* indique Julien Male. Parmi les personnes tout juste arrivées dans le Golfe : des femmes et hommes d'affaires, seuls ou en famille, mais aussi de jeunes entrepreneurs, des influenceurs et des personnalités de la télé-réalité. De nouvelles catégories de clients auxquels Crystal Mobility s'est adapté et que la société accompagne aujourd'hui.

« Je ne prétends pas que la période n'a pas été difficile, conclut le directeur de la protection sociale. *Ces évolutions nous ont parfois poussé à nous remettre en question. Mais nous avons tout fait pour faire de cette contrainte une opportunité. Aujourd'hui, je me dis que cette période nous a finalement beaucoup appris. »* ◆

Mieux vivre l'Ailleurs

EXPATEZ-Vous!

EXPATRIES,

GÉREZ VOS TRACAS ADMINISTRATIFS AVEC JOIE !

Faites vous accompagner pour un décollage serein ou un atterrissage en douceur.

FAMILLE, ÉTUDIANTS, VOYAGEURS SOLO, BÉNÉVOLES, SALARIÉS

Ne restez pas seuls pour préparer cette transition et arrêtez de perdre du temps pour trouver les informations nécessaires à votre projet.

Un accompagnement global & personnalisé selon vos besoins

LOGISTIQUE
Bagages, déménagement et petits trucs à ne pas oublier

ADMINISTRATIF
Sécu, banque, visa et démarches administratives, scolarité

SANTÉ
Vaccins, rdv médicaux, conseils santé

EMOTIONNEL
Relation aux proches, gestion émotionnelle et affective de la transition

Durée
De 2 à 5 sessions, réparties sur 6 mois.

Déroulement
Dans un cadre bienveillant, je vous suis et vous conseille dans votre organisation de départ ou d'arrivée avec des rappels importants, une checklist personnalisée, des outils adaptés, toutes destinations confondues.

3 CONSEILS DEPART OU RETOUR OFFERTS

En direct, 3 conseils qui changent tout !
Réservez votre RV gratuit de 30 minutes.
Réservations -> www.expatez-vous.com

Protéger des femmes et des hommes qui vivent loin de chez eux.

Henner accompagne les entreprises de toutes tailles et les particuliers partout sur la terre… même quand il n'y a pas de terre.
Voilà comment nous protégeons 200 000 expatriés.

Henner
Here to care

*Here to care : Répondre présent à chaque moment

Henner, SAS de gestion et de courtage d'assurances - Capital de 8 212 500 € - RCS Nanterre 323 377 739 - TVA intra-communautaire FR 48323377739 - Immatriculation ORIAS n° 07.002.039 (www.orias.fr) - Relevant du contrôle de l'ACPR (4 Place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09, www.acpr.banque-france.fr) - Siège social : 14 bd du Général Leclerc, 92200 Neuilly-sur-Seine, France - www.henner.com - Réclamations : consulter la rubrique Réclamations sur www.henner.com
Crédit photo : © GettyImages

© saiko3p

▲ Oslo.

Norvège
Une économie florissante

Son PIB et le niveau de vie de ses habitants sont parmi les plus élevés du monde. En 2020, le pays a su résister aux soubresauts liés à la pandémie et deux ans plus tard il affiche même une reprise des plus satisfaisantes. Ces arguments font aujourd'hui de la Norvège un candidat presque idéal à l'expatriation. Voici les clés pour vous y installer.

Le Covid-19 n'aura pas eu raison de l'économie norvégienne. En 2020, le pays a connu l'une des récessions économiques les plus faibles d'Europe, à -0.8%. Et les deux années suivantes, la reprise a été rapide. Grâce aux mesures de soutien adoptées par les autorités – dont un plan d'urgence de neuf milliard d'euros ainsi que des suspensions de taxes sur le secteur aérien – la croissance a rebondi à 4,2%. Des chiffres rendus possibles grâce à *« une situation financière saine»* d'avant-pandémie, *«qui a permis aux autorités norvégiennes d'agir rapidement »,* indique le Trésor français. Les bons résultats du secteur pétro-gazier, moteur principal de l'économie, sont parmi les facteurs qui expliquent cette résilience. Néanmoins, de par les impératifs liés à la transition écologique, la Norvège se doit de d'opérer un virage économique afin d'atteindre les objectifs de décarbonisation de l'Accord de Paris. Une stratégie à laquelle s'est employée Oslo il y a déjà quelques années et qui offre, par la même occasion, de nombreuses opportunités d'emploi pour les Norvégiens comme pour les Français désireux de s'y expatrier.

TROUVER UN EMPLOI

Pour vous installer en Norvège et y travailler, vous n'aurez besoin ni de visa ni de permis de travail. En revanche, si vous restez plus de trois mois, il faudra vous enregistrer auprès de la police de votre commune. Il vous sera ensuite délivré un numéro d'identification composé de 11 chiffres, le *fødelsnummer*, indispensable pour accomplir la plupart des formalités de la vie courante. Il est réservé à tous les Norvégiens et les étrangers résidant en Norvège de façon permanente. Obtenir ce numéro est primordial. De nombreuses

organisations des secteurs public et privé l'exigent pour accéder à leurs services. Il faut compter environ quatre semaines pour l'obtenir.
• Quelques structures, via leurs sites, peuvent vous renseigner pour votre enregistrement :
- L'Administration fiscale norvégienne.
- L'office national norvégien de l'immigration (UDI).
- L'Ambassade royale de Norvège en France.
- Working in Norway.
Muni de votre *fødelsnummer*, vous pouvez enfin commencer vos recherches d'emploi. Première adresse à consulter : celle de l'Administration norvégienne du travail et de la protection sociale (NAV). Il est constamment mis à jour à mesure que de nouveaux emplois sont créés.
Vous pouvez aussi faire des recherches sur Finn, sorte de « Bon coin » français où l'on trouve de tout : jobs, meubles, vêtements et même logements. Les agences d'intérim recèlent également d'offres très diverses. Manpower et les agences de recrutement comme Experis ou Adecco vous seront d'une aide précieuse.
Depuis la France, la recherche sera plus difficile, mais vous pouvez aussi consulter le site Internet de Pôle emploi en France pour trouver des offres. Vous pouvez également passer par le dispositif européen Eures, le plus important dispositif d'aide à l'emploi en Europe, qui propose de nombreuses offres d'emploi et conseils pour bien appréhender le pays. En cas de demande spéciale, il est possible de s'adresser à un conseiller au sein du service Eures. Ces derniers sont disponibles partout en Europe.

LES SECTEURS QUI RECRUTENT

Encore centrée autour de l'exploitation des hydrocarbures, l'économie norvégienne pourvoit toujours de nombreux emplois dans le secteur. Des ingénieurs, géologues et géophysiciens sont régulièrement recherchés par les entreprises. Mais le pays, engagé dans la diversification de son économie, emploie aussi de plus en plus de travailleurs dans les secteurs de la pêche, du tourisme, de l'informatique ou encore de la médecine.
Dans le domaine des énergies vertes, *« l'éolien offshore et l'hydrogène sont deux secteurs en plein boom en Norvège »*, affirme Ludovic Caubet, directeur de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) franco-norvégienne. Les opportunités de partenariats sont par ailleurs nombreuses *« dans le domaine l'innovation technologique »*.
• *Bon à savoir :* en Norvège, les horaires de travail sont flexibles et il n'existe pas de règles strictes en la matière. Mais le nombre d'heures de travail peut être limité. Ainsi, si vous travaillez plusieurs heures la nuit ou le dimanche, vous n'êtes pas autorisé à travailler plus de 38 ou 36 heures par semaine. S'il est possible de conclure un accord avec votre employeur pour augmenter le nombre d'heures, cela se fera pour une période limitée. Ce système empêche les employés de s'épuiser, tout en permettant aux entreprises d'être flexibles.

Pour vous aider dans votre implantation, vous pouvez faire appel à la Chambre de commerce franco-norvégienne ***(lire p. 70)***

ENTREPRENDRE

Près de 35 000 nouvelles entreprises sont enregistrées chaque année dans le pays. La dynamique entrepreneuriale en Norvège vous donnera peut-être envie de vous lancer à votre tour, surtout que le pays est réputé pour son environnement des affaires propices à la création d'entreprises. Le pays se classe 9e du dernier classement Doing Business établi par la Banque mondiale, d'après des données recueillies en 2019.
Pour vous faire une idée, consultez Altinn, une plate-forme dédiée qui vous fournira de nombreuses informations: création d'entreprise, solutions de financement, obligations patronales et fiscales…
Pour vous aider dans votre implantation, vous pouvez aussi faire appel à la Chambre de commerce franco-norvégienne. La structure propose une gamme de services sur mesure dont la représentation TVA, la gestion de personnel ou encore la gestion salariale. Son réseau de membres et d'experts dans de nombreux domaines pourra vous aider dans le recrutement de votre personnel.
Sachez que le capital nécessaire à la création d'une société « à responsabilité limitée privée » s'élève à au moins 30 000 couronnes norvégiennes, soit environ 2 900 euros, qui peuvent être partagés entre vous et les autres actionnaires. N'hésitez pas à consulter le site de l'administration fiscale norvégienne pour plus d'informations.

ÉTUDIER

Des établissements d'études supérieures réputés pour leur haut niveau et un large choix de cours en langue anglaise font partie des arguments qui poussent chaque année de nombreux étudiants français à poursuivre leur cursus en Norvège. Si l'idée vous séduit, deux options s'offrent à vous: venir en Norvège dans le cadre de l'un des différents programmes d'échanges et accords entre établissements, ou comme étudiant à part entière, en s'inscrivant à une licence complète (bachelor) ou à un master complet.
• Les sites *Study in Norway* et *Nokut* vous fourniront de précieuses informations sur la marche à suivre.
En règle générale, les études supérieures dépendent de la responsabilité de l'État et sont gratuites, l'éducation pour tous étant un principe fondamental du système éducatif. Si vous souhaitez entrer à l'université, il faut savoir que celle de la capitale, Oslo, est la plus ancienne et la plus importante. Les cinq autres se situent à Bergen, Trondheim (Université des sciences et techniques), Tromsø, Stavanger et Ås (Université des sciences de la vie).
En Norvège, de plus en plus de cours sont dispensés en anglais, surtout à partir du master.
En tant que citoyen de l'Union européenne (UE), il vous suffira d'avoir étudié l'anglais comme langue étrangère pendant un minimum de sept ans au collège et au lycée pour postuler à des cours dispensés en anglais. Aucune autre exigence de la part de l'établissement ne vous sera alors demandé. Dans le cas contraire, vous devrez passer des tests certifiant votre niveau d'anglais, comme le TOEFL, l'IELTS ou l'APIEL.
• *Bon à savoir : si vous avez passé une année d'études supérieures dans un pays anglophone (Australie, Canada, États-Unis, Irlande, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni), vous êtes alors dispensé de passer un test de langue.*

LE LYCÉE FRANÇAIS D'OSLO

Une porte d'entrée pour l'international

Situé en plein cœur de la capitale norvégienne, le lycée René-Cassin a à cœur d'offrir à ses élèves, francophones ou non, un enseignement de qualité. Financé en partie par le gouvernement norvégien, l'établissement s'efforce de leur donner des clés pour évoluer ensuite par-delà les frontières.

© DR / Lycée français d'Oslo

C'est un bâtiment de briques rouges et blanches, situé au cœur de la capitale norvégienne. Le lycée français René-Cassin d'Oslo accueille chaque année près de 600 élèves venus du monde entier. La première structure, au croisement d'Oscars Gate et de Colbjørnsens Gate, accueille les collégiens et lycéens. La seconde, face à la route Skovveien, est une école primaire. Créé en 1961, l'établissement est homologué par le ministère français de l'Éducation et le gouvernement norvégien, et est affilié à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE). Depuis de nombreuses années, le lycée présente des résultats académiques impressionnants. En 2020, il obtient 100% de réussite au baccalauréat, dont 56,5% de diplômes obtenus avec la mention « très bien ».

Déjà, entre 2010 et 2015, l'établissement apparaissait en bonne place d'une étude effectuée par la SBB (l'institut national de statistiques) consacrée à la plus-value pédagogique de l'ensemble des écoles en Norvège. D'après ses résultats obtenus aux épreuves nationales en mathématiques, anglais et norvégien, René-Cassin obtenait un score de 3.9/6. Un chiffre qui le positionnait en tête de peloton à Oslo et dans toute la Norvège, et second – derrière l'école allemande – concernant les niveaux des classes du CM2 à la 5e.

Des financements norvégiens

Des compétences reconnues au-delà du cercle des expatriés francophones dans le pays, dont les gouvernements français et norvégiens. Le nouvel accord-cadre relatif à la coopération entre les deux pays dans les domaines de l'éducation et de l'enseignement supérieur notamment, signé en 2018, souligne en effet *« le rôle du lycée français René-Cassin d'Oslo pour la promotion d'une offre éducative de haut niveau en français, accessible aux élèves français, norvégiens et de toute nationalité à Oslo »*.

Pour appuyer ce pilier de l'éducation française en terre scandinave, le gouvernement norvégien soutient d'ailleurs financièrement le lycée. Depuis 2017, l'école française perçoit 3,3 millions d'euros du ministère de l'Éducation norvégien et 1,2 million d'euros de la municipalité d'Oslo pour le fonctionnement de la maternelle. Soit une enveloppe totale annuelle de 4,5 millions d'euros. Le 18 février 2018, lors d'une conférence de presse conjointe, Emmanuel Macron a remercié la Première ministre norvégienne, Erna Solberg, pour *« le soutien financier significatif de la Norvège »* au lycée français.

Pour continuer dans cette voie et dynamiser ses effectifs, la direction de René-Cassin ouvre son horizon. Parmi les priorités du dernier règlement de l'établissement figure celle de *« développer le soutien éducatif pour les élèves non-français »*, et l'accroissement *« de l'effort de communication en direction des publics internationaux et des communautés non-françaises »*. Une manière aussi de s'engager dans le Cap 30 fixé par le gouvernement, qui projette d'ici à 2030 le doublement des effectifs dans les établissements scolaires français à l'étranger.

À plus court terme, la nouvelle direction se prépare à mener le projet Eurocampus, qui prévoit le regroupement du lycée français, de l'école allemande et du lycée norvégien de Blindern sur un même site à Oslo pour les élèves les plus âgés. Le but : offrir aux élèves un environnement social international. De bon augure pour des jeunes déjà fortement imprégnés de culture étrangère. ◆

FRANSK-NORSK HANDELSKAMMER
CHAMBRE DE COMMERCE
FRANCO-NORVÉGIENNE

LUDOVIC CAUBET

«Les entreprises françaises jouissent d'une très bonne image en Norvège»

Président de la Chambre de commerce franco-norvégienne, Ludovic Caubet revient sur les (nombreuses) opportunités de carrière qui s'offrent aux entreprises françaises dans le pays. Et inversement.

Quel est le rôle de la Chambre de commerce franco-norvégienne ?
La CCFN se donne pour mission de promouvoir les liens économiques, commerciaux et industriels qui unissent la Norvège et la France, ainsi que la coopération bilatérale entre les deux pays. Elle constitue un acteur important de la communauté d'affaires franco-norvégienne et de la coopération bilatérale depuis sa création, en 1919. Et ce, grâce à son réseau multisectoriel. Nous avons l'honneur et le privilège d'avoir une excellente collaboration avec les deux ambassades, ce qui nous permet de créer des ponts entre le secteur privé et public dans les deux pays.

▲ Ludovic Caubet.
© DR

Quel regard portez-vous sur la conjoncture économique actuelle, après deux ans de pandémie ?
L'économie norvégienne est extrêmement résiliente. Grace à la solidité de ses finances publiques, le pays a accéléré la transition énergétique et digitale. Il faut dire également que son économie bénéficie aussi de la flambée du prix des hydrocarbures et utilise ces revenus pour investir massivement dans la diversification de son industrie.

Quels secteurs offrent les meilleures opportunités d'emploi pour les Français en Norvège ?
Les industries de l'océan et la fertilisation croisée entre les différents secteurs maritimes - transport, aquaculture, énergies offshore et pêche – sont les principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois. Mais je citerais aussi la mobilité verte, les technologies liées aux enjeux d'économie circulaire et de décarbonation. Dans ce domaine, l'éolien offshore et l'hydrogène sont deux secteurs en plein boom en Norvège. Les opportunités de partenariats pour de l'innovation technologique y sont nombreuses. La cybersécurité, mais aussi les produits innovants et de qualité dans l'industrie agroalimentaire sont d'autres domaines en croissance, à prendre en compte dans sa recherche d'emploi.

> « NOUS RENFORÇONS NOS ÉQUIPES ET INVESTISSONS DANS DE NOUVEAUX OUTILS POUR FAIRE FACE À LA DEMANDE. »
> *LUDOVIC CAUBET*

Quelle est la place des entreprises françaises en Norvège ?
Les relations bilatérales entre nos deux pays sont très dynamiques, et les entreprises françaises jouissent d'une très bonne image ici. Plus récemment, de grands groupes qui évoluent en dehors du secteur de l'énergie ont vu leurs succès s'amplifier. Des sociétés comme Alstom et Eiffage viennent d'ailleurs de remporter d'importants appels d'offres. En Norvège, les opportunités de créer des consortiums pour innover via des projets pilotes sont nombreuses. Et les financements locaux et européens restent, de plus, très accessibles pour qui souhaitent développer sa société.

Quels sont les projets, les chantiers à venir pour vous, en tant que président de la CCFN ?
Nous tablons sur une croissance par palier. Ainsi, nous renforçons d'abord nos équipes et investissons dans de nouveaux outils pour faire face à la demande, de plus en plus forte. Nos équipes travaillent aussi dans le sens Norvège/France, puisque notre Chambre de commerce, je le rappelle, est bilatérale. Nous travaillons donc en étroite collaboration avec la Team Norway en France.
Nous structurons aussi de nouveaux concepts comme celui des « Business Expeditions » qui allient le coté commercial et l'aspect voyage d'étude sur une thématique où la Norvège est en avance : la mobilité électrique par exemple, la décarbonation industrielle, la transition énergétique ou même la finance verte. Nous sommes régulièrement sollicités par des grands groupes, des pôles de compétitivités et même des écoles pour organiser ce type de missions sur trois ou quatre jours. Le but : qu'ils s'inspirent des bonnes pratiques norvégiennes. ◆

PUBLI-COMMUNIQUÉ

Fransk kulturhus

Lieu de rencontre et de culture au cœur d'Oslo

Idéalement situé au cœur de la capitale norvégienne, Fransk kulturhus offre au public de ce pays francophile des activités autour du français : cours de français pour enfants, adolescents et adultes, expériences thématiques autour de la culture, du monde du travail, écoles d'été, journées en immersion pour les scolaires, formations pour les professeurs.

L'offre est variée et calibrée pour répondre aux besoins des familles et des professionnels. Cette maison de la culture dispose aussi d'une riche bibliothèque francophone et est le seul centre d'examens DELF-DALF/TCF du pays.

La philosophie d'un lieu de vie

Promotion des cultures francophones, partage intergénérationnel et amitié franco-norvégienne vivent au quotidien à **Fransk kulturhus**, dont la situation à l'hyper-centre matérialise cet esprit d'ouverture par une présence visible et accessible. Dans des locaux ouverts, vous verrez déambuler passants et étudiants profitant de l'espace café et consultant les derniers ouvrages de la bibliothèque tandis que les salles de classe aux murs vitrés offrent aux apprenants un environnement d'apprentissage aéré. Pour les usagers hors d'Oslo, les possibilités restent nombreuses : **ressources numériques**, événements culturels en ligne et, surtout, système de caméras dynamiques dans les salles de classe permettant à chacun de participer aux cours, quel que soit son lieu de vie !

Une pédagogie au service des apprenants

La **pédagogie** de Fransk kulturhus, inclusive et basée sur les situations de communication, est source de motivation. Dès les niveaux débutants, les étudiants évoluent en confiance grâce à la pédagogie de l'immersion totale ; on utilise le français dès la première leçon. Les cours sont basés sur des principes communicatifs et actionnels : l'étudiant est acteur de son apprentissage à travers d'activités variées et enrichissantes. On apprend en s'amusant, en découvrant et en utilisant la langue activement.

Il s'agit d'un **accompagnement global et intergénérationnel**. Les cours standardsproposent un apprentissage complet et se déclinent en sous-niveaux homogènes et adaptés aux besoins des apprenants. Dans les cours thématiques et de conversation, on participe à des débats, découvre l'actualité, produit des histoires tout en développant ses compétences. Les cours "art de vivre" mêlent introduction aux cultures francophones et découverte de la langue dans divers domaines. Les **cours dédiés aux entreprises** appliquent ces principes au monde du travail : on s'y prépare aux collaborations avec le monde francophone, d'un point de vue langagier, culturel, économique et technique. Les cours enfants proposés aux débutants ou familles binationales offrent un cadre pédagogique bienveillant où l'enfant participe activement au déroulement de la classe. Les **formations de formateurs** répondent au besoin d'échange de compétences entre le FLE et le scolaire.

Centre de certification en langue française

Plusieurs fois par an, **Fransk kulturhus** organise, avec l'Institut français de Norvège et France éducation internationale, les examens DELF-DALF. Les candidats, dont les motivations sont nombreuses (études, déménagement, nationalité) viennent de tout le pays et l'équipe du centre les prépare aux épreuves et les met en confiance le jour-j. Le centre propose aussi le TCF, un certificat officiel de niveau de langue utilisable, comme le DELF, pour de multiples démarches administratives.

De l'examen au voyage en France, il n'y a qu'un pas que des étudiants franchissent grâce à un solide réseau de partenaires. Fransk kulturhus met en relation les locaux avec des écoles établies pour des séjours linguistiques dans des villes de l'hexagone. Les autres participent aux célèbres cafés franco-norvégiens où, une fois par mois, on croise francophones et norvégophones qui échangent dans les deux langues autour de thèmes de discussion judicieusement choisis ; une véritable invitation au voyage et aux échanges interculturels !

THOMAS BASSETTO

« J'aime vraiment ma vie ici »

Conseiller des Français de l'étranger à Oslo, Thomas Bassetto est aussi très investi dans le tissu associatif depuis près de dix ans. Son arrivée dans le pays, ce qu'il faut savoir avant de s'y installer… Il répond au *Journal des Français à l'étranger.*

▲ Thomas Bassetto.

© DR

Qu'est-ce qui vous a conduit à vivre en Norvège ?
Je m'étais un peu lassé de vivre à Paris, et je voulais tenter une expérience à l'étranger. Mon épouse et moi avons tous les deux passé des entretiens d'embauche pour des postes à Oslo, par pur hasard. Pour ma part, dans le secteur informatique. Quand on a reçu, chacun, une réponse positive, on s'est dit «pourquoi pas?». Nous sommes arrivés dans le pays en 2013, pour des contrats d'un an. Près de dix ans plus tard nous sommes encore là ! Aujourd'hui, j'ai la double nationalité française et norvégienne. Ici, nous avons un meilleur salaire qu'en France, mais le coût de la vie revient à peu près au même. Au début, c'est un peu déstabilisant. D'autant plus que depuis 2013, la couronne norvégienne a perdu 25%.

Qu'est-ce qui vous a fait rester dans le pays ?
De nombreuses choses, comme l'accès privilégié à la nature et l'équilibre entre vie personnelle et professionnelle par exemple. En tant que cadre, je ne travaille pas plus de 40h par semaine et les heures supplémentaires sont payées. Ça me permet d'avoir du temps pour ma famille et pour mes loisirs. Grâce à cela, je me suis mis au ski de fond.

> « NOUS SOMMES ARRIVÉS EN 2013 POUR DES CONTRATS D'UN AN. PRÈS DE DIX ANS PLUS TARD NOUS SOMMES ENCORE LÀ ! »
> *THOMAS BASSETTO*

Depuis mai 2021, vous êtes aussi conseiller des Français de l'étranger. Quelles sont les missions qui en découlent ?
J'ai d'abord un rôle de représentation des Français en Norvège – et aussi en Islande – auprès de l'ambassade et du consulat. Je fais remonter les préoccupations de mes concitoyens. Cette année, comme partout ailleurs, nous avons par exemple beaucoup de mal à faire renouveler nos passeports. Quand on est expatrié, c'est un vrai problème. Les Français de Norvège se retrouvent coincés.

Quelles sont les opportunités d'emploi pour les aspirants expatriés? Est-il aisé pour les Français de trouver du travail en Norvège ?
En ce moment, le secteur qui recrute le plus est celui de la santé. Le pays est en manque d'infirmiers. Pour exercer, il faut parler norvégien et faire reconnaître son diplôme. L'ingénierie est aussi en demande, et particulièrement le génie électrique. Dans ce domaine, parler anglais peut suffire, comme pour travailler dans le développement informatique. J'ajoute que le domaine de l'hôtellerie-restauration manque de main-d'œuvre : à cause de la pandémie, les ressortissants suédois, qui composaient la majorité des employés, sont rentrés chez eux.

Est-ce que l'anglais est suffisant pour vivre en Norvège ?
Pour ma part, j'ai appris le norvégien car j'estimais que c'était la moindre des choses. Et puis, au quotidien, c'est tout de même un atout pour pouvoir communiquer avec vos collègues, vous faire des amis. C'est pour progresser et dans un souci d'intégration que j'ai commencé à m'investir dans les associations. En parallèle, j'ai aussi commencé à réfléchir à des initiatives d'aide aux expatriés, à des groupes que j'aurais aimé côtoyer en arrivant dans le pays.

Hormis la capitale, y a-t-il des régions qui mériteraient d'être davantage connues pour l'expatriation ?
Bien sûr. Il y a d'ailleurs beaucoup de Français installés dans le nord du pays, dans la région de Tromsø. En général, ce sont des personnes qui travaillent dans le tourisme. La nature, là-bas, est sublime.

Envisagez-vous de rentrer en France un jour ?
Il ne faut jamais dire « jamais », mais pour l'instant ce n'est pas dans mes projets. J'aime vraiment ma vie ici. Mais ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'inconvénients. La Norvège n'est pas un pays latin, le mode de vie n'est pas adapté à tout le monde. Et il y a des caractéristiques auxquelles il faut être préparé, comme les journées très courtes en hiver. Certaines personnes, au bout de quelque temps, ne supportent pas le climat. Avant de d'installer et d'en profiter pleinement, il faut bien réfléchir à tout cela. ◆

MAISON DE LA CULTURE EN NORVÈGE

www.franskkulturhus.no

- Cours de français
- Activités en français
- Bibliothèque
- Soutien scolaire
- Formations pour les professionnels
- Préparation aux examens
- Centre d'examen

Fransk kulturhus

▲ Stockholm.

© Mistervlad

Suède

Une grande nation industrielle

Parmi les pays les mieux classés du monde en termes de développement, la Suède offre de nombreux atouts. Voici de précieux conseils pour une installation réussie.

À l'image de ses voisins scandinaves, la Norvège a démontré sa résilience face au choc de la pandémie, malgré une hausse du chômage de 6 à 13% pendant la crise. Ses performances économiques solides tout au long de ces vingt dernières années lui ont permis de résister, notamment grâce à un secteur industriel solide et à l'émergence de nouvelles technologies. Mais l'accès privilégié à la nature, y compris dans la capitale Stockholm, constitue également un atout majeur qui contribue à l'attractivité de cet État nordique, 4e des pays de l'Union européenne (UE) en termes de niveau de vie. En 2021, environ 7 800 Français étaient installés en Suède. Si vous souhaitez vous aussi sauter le pas, voici ce qu'il faut savoir avant votre départ.

TRAVAILLER

En tant que ressortissant de l'UE, vous n'aurez pas besoin de titre de séjour pour venir travailler en Suède. Néanmoins, au-delà de trois mois de présence dans le pays, il est nécessaire de s'inscrire auprès de l'Office des migrations, le *Migrationsverket*. Votre famille est autorisée à vous rejoindre si tous sont membres ou citoyens d'un des pays de l'UE.
Une fois votre permis de résidence accordé, vous devez rendre au service des impôts de votre localité, appelé *Skatteverket* ou *Skattemyndigheten*, afin d'y être enregistré. Vous y obtiendrez un *personnumer* si vous êtes déjà salarié. Comme au Danemark ou en Norvège, ce numéro personnel est un sésame indispensable dont vous aurez besoin au quotidien. Ouvrir un compte bancaire est par exemple impossible sans ce numéro. Si vous êtes demandeur d'emploi, l'administration vous attribuera un *samordningsnummer*, grâce auquel vous pourrez entamer vos recherches. Vous pouvez consulter les emplois sur Internet, dans les journaux ou s'adresser aux agences nationales pour l'emploi, appelées *Arbetsförmedlingar*.

• Voici quelques sites qui peuvent vous être utiles :
- kompetensforetagen.se, une agence d'intérim et de recrutement.
- Computersweden.idg.se, un média suédois dédié au monde du travail qui propose des annonces.
- Dn.se, site du journal *Dagens Nyheter,* le plus grand quotidien du matin en Suède mais uniquement en suédois.

Vous pouvez aussi faire appel à la Chambre de commerce française en Suède qui propose justement un service ressources humaines vous permettant d'accéder aux offres d'emploi, et à des ateliers de formation et de sensibilisation pour trouver un travail en Suède.
Le réseau Eures fournit également des détails sur les emplois vacants dans toute l'UE, dont la Suède. En cas de demande spéciale, il est possible de s'adresser à un conseiller au sein du service. Ces derniers sont disponibles partout en Europe.
Avant votre départ, depuis la France, vous pouvez également vous tourner vers votre Pôle emploi local ou vers la branche emploi de Pôle emploi mobilité internationale.
• *Bon à savoir:* La durée de travail hebdomadaire est de 40 heures, les horaires flexibles sont très courants. Il n'existe pas de salaire minimal en Suède, ce sont des conventions collectives qui fixent un barème suivant les secteurs déterminés. Tout travailleur a droit à au moins 25 jours de congés payés par année complète, c'est-à-dire à cinq semaines de congés annuels.

LES SECTEURS QUI RECRUTENT

« La Suède est une grande nation industrielle », affirme Romain Prioux, à la tête de la CCI. Logique donc que de nombreuses offres sont issues de l'ingénierie. Mais depuis quelques années, le pays s'efforce aussi de décarboner ses industries polluantes en investissant massivement dans les technologies bas carbone. Les secteurs de la finance verte et de la transition écologique sont donc en demande.
Comme en Norvège, la Suède connaît une pénurie de main-d'œuvre dans les métiers de la santé. Les médecins et infirmiers y sont activement recherchée. Des développeurs des domaines de la fintech et de la cleantech sont aussi très demandés, souligne Romain Prioux.
À savoir, enfin : en Suède, plus de 400 entreprises françaises sont présentes dans le pays, dans l'agroalimentaire, le transport, l'énergie, le développement durable, la santé et les biotechnologies. Soit autant d'opportunités à saisir !

Les horaires flexibles sont très courants en Suède et il n'existe pas de salaire minimal, ce sont des conventions collectives qui fixent un barème suivant les secteurs déterminés.

ENTREPRENDRE

La Suède et sa capitale Stockholm, réputées pour leur environnement des affaires propice à la création d'entreprises, attirent de nombreuses start-up du monde entier.
Le pays se classe 10e – juste derrière la Norvège – du dernier classement Doing Business établi par la Banque mondiale, d'après des données recueillies en 2019.
Pourtant, enregistrer son entreprise en Suède peut être long. Il faut d'abord avoir un siège social, obtenir le document nommé *F-Skatt* et demander l'assujettissement de votre entreprise à la TVA. Ces démarches peuvent s'effectuer en ligne, sur le site Verksamt.se qui regroupe tous les sites gouvernementaux. Pour obtenir des aides de financement, vous pouvez vous adresser à l'entreprise publique Almi Företagspartne. Les régions peuvent aussi subventionner des entreprises avec des montants différents selon les zones. Dans la zone 1, les subventions sont plafonnées à 35% tandis que dans la zone 2 elles sont plafonnées à 20%.
L'impôt sur les sociétés est l'un des plus bas d'Europe, à 20,6%. Le pays pratique l'exonération de participation, autorise la déduction fiscale totale pour les intérêts et n'a pas de règles de capitalisation strictes.
Pour prendre contact avec les entrepreneurs du pays, adressez-vous au *Nyföretagar Centrum*. Il regroupe les centres pour les entrepreneurs co-financés par les communes (il y en a plus de 200). Vous pourrez y joindre des « mentors » et des conseillers chargés d'aider les futurs entrepreneurs lors de la création de leur entreprise.

ÉTUDIER

Pour les ressortissants de l'UE, l'enseignement est gratuit. La gratuité de l'enseignement pour tous est en effet inscrite dans la loi, et est effective de la maternelle jusqu'à la fin des études supérieures. Il vous faudra uniquement régler les droits d'inscription à l'établissement que vous aurez choisi.
Si vous partez en Suède avec le programme Erasmus, sachez que vous profiterez d'une bourse de mobilité d'environ 100 € si votre séjour est supérieur à trois mois. Cette bourse peut être plus importante si vous êtes déjà boursier sur critères sociaux. Contactez directement le service des relations internationales de votre université française.
À savoir, certaines universités exigent un score minimum de 173 au TOEFL (pour le test effectué sur ordinateur). Même si l'anglais est très bien parlé et compris la majorité de la population, connaître le suédois sera un vrai atout. Pour ceux qui veulent suivre des cours en suédois, il faut réussir le Test In Swedish for University Studies (TISUS).
Il existe trois cycles dans l'enseignement supérieur suédois. Le premier se prépare en deux ans, le *högskoleexamen*: c'est l'équivalent du DUT français. Vous pouvez aussi obtenir un diplôme en trois ans, le *kandidatexamen,* qui correspond à la licence. Ensuite, deux options sont possibles. Le *masterexamen* s'obtient en deux ans, alors que le *magisterexamen* ne nécessite qu'une année d'études. Pour les étudiants qui souhaitent poursuivre leurs études, il existe en Suède le *licentiatexamen,* qui récompense deux années de recherche, et le *doktorsexamen* exige quatre années de recherche, l'équivalent du doctorat français.
En Suède, la plupart des universités sont gérées par l'État. Il existe une vingtaine d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur dans le pays.
Faire un stage: les services d'orientation des universités suédoises sont en contact avec les entreprises pour trouver des lieux de stages. Sachez qu'en Suède les candidatures spontanées sont courantes. Il est même conseillé de téléphoner au directeur des ressources humaines d'une entreprise pour demander quels profils sont recherchés. Le CV doit être bref et faire une page au maximum.
En règle générale il ne vous sera pas demandé de fournir vos diplômes ou une photo sur votre CV.

STORA ESSINGEN

« L'île aux Français » en terre suédoise

Située à l'ouest de Stockholm, Stora Essingen accueille une grande partie des expatriés français venus s'installer dans le pays. Ce quartier résidentiel, entouré de parcs, accueille aussi le lycée français de la capitale suédoise.

Pour y accéder à ce petit ilot typiquement suédois, il suffit de monter dans le bus 1. L'arrivée est au terminus. Dépendante du district du Kungsholmen, Stora Essingen comptait, lors du dernier recensement de la population en 2011, 4 260 habitants pour une superficie de 0,73 km². Parcourue du nord au sud par la Essingeleden, un tronçon de la route européenne 4, l'île est aussi reliée au quartier d'Alvik par un pont ferroviaire ouvert aux piétons et aux deux-roues, le Alviksbron.

Sur ce territoire à l'écart du centre de la capitale règne le calme d'un quartier plutôt résidentiel puisque l'offre immobilière de Stora Essingen se compose dans sa grande majorité de maisons. La nature y occupe une bonne place. Le lac Mälar et le parc Grisparken sont propices à la promenade. Et grâce à l'Oxhålsbadet, ses habitants – les plus courageux – peuvent même y savourer les joies de la baignade. Ce parc, rouvert en 1999 et rénové en 2014, se compose de trois jetées qui complètent une grande terrasse en bois. La plage en sable disparue, c'est sur un gazon entretenu que les visiteurs peuvent aujourd'hui se délasser. Un espace barbecue a même été aménagée pour qui souhaitent déjeuner sur l'herbe.

Territoire du lycée français

D'après l'association Stockholm Accueil, quelques commerces de proximité sont présents sur l'îlot. Comme le café *Karin på ön* (Karin sur l'île), au centre, où l'on entend autant *«Ça va?»* que sa traduction suédoise *(«Läget ?»),* affirme le journal suédois *Dagens Nyheter*. Et pour cause, Stora Essingen est réputé, dans tout le pays, pour être « l'île aux Français ». C'est justement dans ce quartier qu'est installé le lycée Saint-Louis, membre du réseau des établissements de l'AEFE homologués par le ministère de l'Education nationale français.

© DR

SUR CE TERRITOIRE À L'ÉCART DU CENTRE DE LA CAPITALE RÈGNE LE CALME D'UN QUARTIER PLUTÔT RÉSIDENTIEL.

Les 700 élèves inscrits y sont scolarisés de l'école primaire au baccalauréat. Au cœur de cet environnement francophile, l'établissement dispense tout de même un enseignement conforme aux programmes officiels suédois. Dès le CP, les élèves consacrent d'ailleurs en moyenne trois heures par semaine à l'apprentissage de la langue nationale. Un enseignement qui leur permet ensuite, s'ils le souhaitent, rejoindre le système éducatif local. Créé en 1959, le lycée Saint-Louis accueille des élèves français, bi-nationaux, ainsi que des enfants d'autres nationalités.

Outre l'enseignement scolaire pur, l'établissement propose à ses élèves des activités sportives. Notamment via le Rugby club du lycée Français, LE club de rugby francophone de Stockholm. Pour les apprentis rugbymen, les entraînements ont lieu chaque mercredi et vendredi sur le terrain de sport en face du lycée de Stora Essingen. Pour les parents, l'île regorge également d'activités. Mosaïque, yoga, chant: les séances organisées par Stockholm Accueil sont nombreuses.

Autant d'éléments qui font de l'îlot un endroit privilégié des expatriés français, y compris ceux qui auraient un peu le mal du pays. Car s'installer à Stockholm et se construire de nouveaux repères en terre scandinave peut se révéler plus délicat qu'on ne le pense. *« La Suède, ce n'est pas l'Italie. On n'en tombe pas amoureux du jour au lendemain, c'est un processus qui prend vraiment du temps,* souligne Romain Prioux, président de la Chambre de commerce française dans le pays. *La vie n'est pas la même, il y a des habitudes à prendre. L'esprit village de Stora Essingen est un vrai atout. Et une fois qu'on s'y est installé, on ne veut plus partir. De l'îlot comme de Suède. »* ◆

ROMAIN PRIOUX

« Un écosystème très attractif »

Président de la Chambre de commerce française en Suède, Romain Prioux revient sur le rôle de l'institution dans le pays et sur les nombreux atouts du modèle suédois.

Quelles sont les principales missions de la CCI France-Suède ?
La Chambre est une plateforme de discussion importante entre les deux pays. Elle constitue d'ailleurs le premier réseau d'affaires franco-suédois. Notre objectif, c'est de l'animer en organisant des déjeuners et des événements par exemple. Nous avons à cœur d'y promouvoir les échanges, le partage d'informations. Je tiens à dire que ce n'est pas une institution franco-française. Beaucoup de Suédois font appel à nous, c'est pourquoi nos événements se déroulent parfois en anglais.
Nous offrons aussi à nos membres une panoplie de services. Pour les Français qui veulent se développer en Suède notamment. Nous les conseillons dans leur démarche de recrutement du personnel local. À ce sujet, la CCI fait le trait d'union entre les autorités et les employeurs. Nous sommes aussi là pour les entreprises qui veulent créer des filiales en Suède. Il y en a eu un certain nombre pendant la pandémie. Les sociétés se sont recentrées sur le marché européen, et la zone nordique a suscité un réel engouement.

▲ Romain Prioux.
© DR

Dans quels secteurs se trouvent les plus grandes opportunités pour les Français en Suède ?
La fintech et le domaine lié à la transition énergétique sont en croissance. La Suède est une grande nation industrielle qui s'engage aujourd'hui dans des perspectives nouvelles, à savoir la production d'acier vert, la décarbonisation de son industrie ou encore le développement de nouveaux produits moins polluants. La finalité est d'atteindre les objectifs environnementaux fixés par le gouvernement suédois. Les secteurs pharmaceutiques et de la cleantech ont aussi de beaux jours devant eux. La plupart des opportunités se situent dans la capitale, à Stockholm. Mais plus récemment, de nombreux Français ont fait le choix de s'expatrier à Göteborg ou Malmö, des villes en expansion.

« LA CCI VA AIDER LES FRANÇAIS À SE DÉVELOPPER ICI, DÈS LEUR IMPLANTATION PHYSIQUE. »
ROMAIN PRIOUX

Comment est reçu un Français qui désire développer son business en Suède ?
Pour les étrangers, il est très simple de s'établir dans le pays. La Suède déploie de nombreux moyens pour attirer les talents sur son sol. La CCI va aider les Français à se développer ici, dès leur implantation physique.

Quel regard portez-vous sur la conjoncture économique actuelle, après deux ans de pandémie ?
La période a rabattu les cartes. L'écosystème suédois est très attractif, c'est une certitude. Son excellence en matière d'innovation et son leadership en matière de transition écologique font partie de ses nombreux atouts. Mais d'autres éléments ont penché en la faveur de la Suède. Beaucoup de Français ont eu envie de changer d'horizon. Même si Stockholm n'est qu'à 2h15 de Paris en avion, vous êtes dépaysé. La qualité de vie, ici, est remarquable. Il y a beaucoup de respect pour la vie privée des salariés. Vous ne pourrez par exemple jamais fixer un rendez-vous professionnel après 16h30. Après avoir goûté au modèle suédois, peu de Français ont envie de repartir.

D'après vous, quels sont les défis à venir pour le pays ?
La Suède était un des pays les mieux préparés au télétravail. Avant le Covid-19, c'était une pratique très largement répandue. Les salariés restaient chez eux une à deux journées par semaine. Pendant la pandémie, rien n'a été imposé, mais une grande majorité de personnes est restée à temps plein à domicile. Le défi, aujourd'hui, est de les faire revenir sur leur lieu de travail. Pour cela, il faut faire plus que des règlements, il est indispensable de créer une culture d'entreprise. À la CCI, je vous avoue qu'il a été difficile de faire revenir les gens à nos événements. Mais depuis quelques mois, nous constatons un net regain des participations. ◆

NOÉMIE ALTSCHUL

« Le modèle suédois est très fantasmé »

Conseillère des Français de l'étranger en Suède depuis un an, Noémie Altschul met à profit sa solide expérience dans le pays auprès de ses compatriotes. Elle explique les avantages et inconvénients du modèle suédois pour les Français.

▲ Noémie Altschul.

© DR

Qu'est-ce qui vous a conduit à vivre en Suède ?
J'y ai effectué un Volontariat international en entreprise (V.I.E) en juin 2006, au sein d'une entreprise française de télécommunications. Je ne suis jamais repartie. À la naissance de ma fille, j'ai eu envie de changement, j'avais envie d'entreprendre et d'organiser mon temps comme je le voulais. En 2013, j'ai donc créé mon entreprise : 123 Voilà. Elle propose des cours de français dans les écoles, en entreprises et pour des particuliers. Aujourd'hui, j'ai des élèves âgés de 2 à 88 ans, aussi bien des médecins en formation et des diplomates que des enfants suédois ou franco-suédois. Des petites jumelles suédoises de 5 ans, qui ne parlaient pas un mot de français en arrivant chez 123 Voilà, parlent aujourd'hui couramment notre langue! Avec ce métier, j'arrive à combiner mes deux passions: l'enseignement des langues et l'entrepreneuriat.

L'année dernière, vous vous êtes également lancée en politique...
J'ai été contacté par En Marche car le parti a dû voir que j'étais très dynamique au sein de la communauté française en Suède. Je n'avais jamais pensé à m'engager de cette manière, mais finalement, c'était dans la continuité de mes activités. J'ai été élue en mai 2021.

> « POUR UN FRANÇAIS, IL EST TRÈS DIFFICILE DE TROUVER UN TOIT DANS LA CAPITALE À DES PRIX CORRECTS. »
> *NOÉMIE ALTSCHUL*

Quelles sont vos missions en tant que conseillère des Français de l'étranger?
Je participe au conseil consulaire et je fais remonter les préoccupations des expatriés français. Pour cela, j'ai une permanence en ligne et je réponds aussi beaucoup aux sollicitations sur les réseaux sociaux. Les questions sont généralement assez simples : quelles sont les démarches à suivre en arrivant en Suède, ou comment faire une procuration. Ces informations sont disponibles mais les personnes ont besoin d'avoir des explications supplémentaires. En tant que conseillère, on se sent très utile. Cela donne du sens à mon engagement, même si ce n'est pas facile tous les jours. La période de la pandémie n'a pas été simple. Il a fallu répondre aux inquiétudes sur la vaccination, le rapatriement en France ... Mais nous avons répondu présent.

Quel est votre regard sur le modèle suédois ?
C'est un système qui est très fantasmé, vu de France. Lorsqu'on vit sur place, ce n'est pas tout à fait pareil. Certes, la Suède a de nombreux atouts: la qualité de vie y est meilleure, on dispose de plus de temps en dehors du travail. Le partage des tâches entre hommes et femmes est plus équilibré et les Suédois font attention à leur bien-être, via le sport notamment. Mais c'est aussi une société très méthodique où tout est programmé. Prendre un café avec un ami ne s'improvise pas, il faudra fixer un rendez-vous plusieurs jours, voire plusieurs semaines avant.
Le coût de la vie est également très élevé. Depuis que je suis arrivée, il n'a fait qu'augmenter. Stockholm a beau être une ville très agréable et à taille humaine, il y a une vraie pénurie de logements. Pour un Français, il est très difficile de trouver un toit dans la capitale à des prix corrects. Vivre ici n'est pas à la portée de tout le monde. Les salaires s'alignent, mais pas dans tous les secteurs malheureusement. Beaucoup de Français arrivés pendant la pandémie pour fuir la France ont eu des difficultés à ce niveau-là car ils n'y étaient pas préparés.
Il y a aussi une idée reçue que je voudrais déconstruire : celle qui consiste à penser qu'en Suède, on peut parler anglais partout et tout le temps. Ce n'est pas complètement faux, mais parler suédois reste indispensable, surtout si l'on souhaite s'installer à long terme. Après deux ans dans mon entreprise, même si je parlais anglais, mes collègues ne s'adressaient à moi qu'en suédois. Pour eux comme pour moi, c'était logique. ◆

Texte : **Didier Bras**

LES SECTEURS QUI RECRUTENT AU QUÉBEC

Des voies royales vers l'emploi

Sérieusement affecté, comme partout dans le monde, par la pandémie en 2020, le marché de l'emploi québécois a repris des couleurs avec une constante : d'importants besoins en main-d'œuvre. Ceux-ci sont plus ou moins marqués selon les domaines d'activité. Ce dossier passe en revue les plus prometteurs.

Les chiffres sont têtus et ils sont surtout la preuve que le Québec recèle toujours de belles possibilités d'emplois. Selon la dernière publication (février 2022) de l'Institut de la statistique du Québec, 193 000 postes étaient vacants dans la province durant les neuf premiers mois de 2021. Il s'agit d'une augmentation de près de 50% par rapport à 2019, avant la pandémie. Et pour la seule région de Montréal, 62 600 emplois supplémentaires étaient à pourvoir fin 2021, comparativement à l'année précédente. Cette hausse de l'emploi au Québec est aussi marquée dans d'autres régions telles que les Laurentides (+36 000 emplois) et en Montérégie (+26 900).

Quels secteurs ?

Le nombre de postes vacants reste important dans de nombreux domaines d'activité au Québec. C'est le cas notamment dans le BTP, toujours en recherche de compétences. Dans les services, le commerce (+35 700 emplois) et les services professionnels, scientifiques et techniques (+25 900) ont enregistré d'importantes nouvelles offres d'emploi. Toutefois, c'est principalement le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale qui a connu la plus forte progression (+ 41 400). L'Institut de la statistique du Québec rappelle aussi qu'en 2021 ce secteur des soins de santé et de l'assistance sociale représentait 521 600 emplois sur le marché du travail de la province (soit 12,21% de l'emploi total au Québec). L'hôtellerie-restauration est un autre domaine d'activité où les besoins en main-d'œuvre sont très importants, tout comme celui du commerce de détail.

Vers une immigration plus large

En tout cas, partant de ce constat de pénurie de main-d'œuvre, les autorités québécoises semblent décidées à mettre les moyens pour renforcer la formation locale, notamment dans le secteur déterminant des technologies de l'information. Mais des voix se font aussi entendre pour rehausser les seuils d'immigration, pas seulement francophones, et au-delà du Québec. La ministre canadienne des Finances, Chrystia Freeland, semble plaider en ce sens. Dans le budget fédéral présenté début avril, elle indiquait son intention d'accueillir chaque année 46 000 immigrants supplémentaires pour répondre à ces besoins de main-d'œuvre dans l'ensemble du pays. À noter également, le budget 2022 du gouvernement de Justin Trudeau promet un investissement de 2,1 milliards de dollars canadiens pour favoriser le traitement des demandes et l'installation des nouveaux résidents permanents. On le voit, la question de la pénurie de main-d'œuvre reste bien un enjeu majeur pour la croissance de l'économie québécoise et, plus largement, du Canada dans son ensemble.
Ce dossier vous propose cette sélection de huit secteurs pour lesquels les autorités québécoises sont mobilisées pour favoriser l'immigration, particulièrement francophone. ◆

** L'intégralité du dossier est à retrouver sur www.francaisaletranger.fr - mots clés : secteurs qui recrutent au Québec.*

© Jacky Chen

© Gorodenkoff

Technologies de l'information

Le Québec est à la recherche de compétences dans de nombreux domaines. Celui des technologies de l'information est particulièrement concerné en raison des multiples métiers qu'il implique, et surtout des enjeux qu'il recèle dans l'activité économique et sociale de demain.

Le sujet est tellement vaste qu'il convient déjà de définir le cadre de ces technologies de l'information, auxquelles on adjoint souvent la notion de communication (TIC). Depuis les années 1990, les connexions entre l'informatique, l'audiovisuel et les télécommunications ont impacté le quotidien, avec la naissance de nouveaux métiers qui participent de cette révolution numérique. Plus récemment, la pandémie est venue confirmer cette omniprésence, comme en témoignent les impressionnants résultats financiers des Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) qui ont connu une croissance à deux chiffres sur l'ensemble de l'année 2020 ! Besoins accrus de liens sociaux, livraisons express, vidéoconférences, recours au télétravail ont contribué à cet essor auprès des particuliers mais, plus largement, la numérisation des entreprises, parfois l'automatisation de leurs tâches ou encore leurs besoins en termes de communication, de gestion et de maintenance informatique ont conféré à ces nouvelles technologies une place incontournable. Or les besoins en la matière sont particulièrement importants au Québec, ce qui a conduit le gouvernement de la province à placer ce secteur parmi les professions concernées par son Opération main-d'œuvre.

Celle-ci vise des secteurs prioritaires, en misant notamment sur la formation locale, mais aussi en favorisant l'immigration pour tenter d'endiguer ces pénuries.

Selon les données de l'Enquête sur la population active (étude de Statistique Canada qui permet d'évaluer l'état actuel du marché du travail canadien), plus de 262 000 professionnels travaillent dans le secteur des TIC au Québec. Mais surtout, le nombre d'emplois créés dans ce secteur a progressé de 80% sur les quinze dernières années. Cette hausse considérable s'explique notamment par la diversité des fonctions qui y sont rattachées.

Texte : **Didier Bras**

QUELS PROFESSIONS ?

La liste des professions en lien avec les technologies de l'information et de la communication est difficilement exhaustive, tant celles-ci sont variées. Pour autant, certaines fonctions particulières sont parmi les plus recherchées au Québec.
C'est le cas des **développeurs**, une appellation assez large qui recouvre aussi bien l'analyse des activités organisationnelles, la conception et la mise à niveau des algorithmes de programmation des logiciels, ou encore le travail sur des sites internet et différentes applications, web ou mobiles. Les **gestionnaires de systèmes informatiques** sont aussi prisés dans le soutien technique, la sécurité informatique ou la maintenance des systèmes de gestion. Tout comme les **data analystes** qui apportent leur expertise sur les bases de données et les interprètent pour que les entreprises puissent optimiser leurs rendements d'affaires.
Mais au-delà des seules professions, il est intéressant de pointer les domaines d'activité qui ont le vent en poupe et sont à la recherche de talents. C'est le cas de l'environnement des **logiciels.** Certains sont dits « applicatifs » (logiciels de gestion de processus internes ou externes, logiciels d'ingénierie, logiciels personnels et les logiciels de collaboration...) ou bien « systèmes » (logiciels de gestion d'information, logiciels de gestion de systèmes et de réseau, logiciels de développement d'applications et intergiciels). **L'intelligence artificielle** est un autre domaine au potentiel de développement considérable au Québec, animé notamment par les recherches menées au sein des Universités de Montréal et McGill où évoluent plus de 250 chercheurs et doctorants dans de domaine.
Les **télécommunications** sont un autre secteur important, avec près de 50 000 postes répertoriés dans la province et plus de 500 entreprises présentes. Aux confins des métiers de technologie pure, le Québec compte aussi des acteurs en vue dans des secteurs de pointe tels que la microélectronique, avec une centaine d'entreprises présentes et plusieurs milliers de salariés, ou encore l'optique-photonique (imagerie, systèmes de vision et de communications optiques).

QUELLES ENTREPRISES ?

Les postulants aux candidatures spontanées ne manqueront pas de choix pour solliciter les entreprises de ce secteur, très nombreuses au Québec dans une grande diversité de domaines. S'il est surtout composé de petites entreprises, des poids lourds sont tout de même bien présents.
Par exemple, dans le domaine des logiciels, on remarque ainsi la présence de Google, IBM, Dassault Systèmes, Hewlett Packard, Fujitsu, Oracle...
Dans les télécommunications, d'autres fleurons industriels se distinguent, comme BCE inc. (anciennement Bell canada), Telus, Rogers, Ericsson, Tata Communications, Vidéotron, etc., ou d'autres plus en devenir comme Accedian Networks, Haivision, Guavus...
Dans le domaine de l'intelligence artificielle, on note aussi la présence de géants tels que Google, Facebook, Microsoft, Samsung, Thales, et surtout DeepMind, le leader mondial en la matière qui travaille en étroite collaboration avec l'Université McGill.
À noter aussi que le groupe japonais Denso (un important fournisseur de pièces automobiles qui compte compte 170 000 employés dans 135 pays) a ouvert depuis 2019 un laboratoire de recherche en intelligence artificielle à Montréal. Autre société d'envergure mondiale avec la canadienne CGI (services-conseils en technologie de l'information, d'intégration de systèmes, d'impartition et de solutions...). Enfin, dans le multimédia, la société Grass Valley (membre du groupe Belden) est le leader mondial dans le domaine des systèmes de communication audio et vidéo haute définition pour l'industrie de la télédiffusion, aux côtés notamment de marques qui rayonnent dans l'industrie, également florissante, du jeu vidéo au Québec (Ubisoft, Electronic Arts, Warner Bros, Gameloft, Eidos et Behavior Interactive...).

Plus de 262 000 professionnels travaillent dans les TIC au Québec. Le nombre d'emplois créés dans ce secteur a progressé de 80% sur les quinze dernières années.

QUELLES RÉGIONS ?

La majorité des emplois dans ce secteur des technologies de l'information et de la communication est concentrée dans la région de Montréal, où évoluent de nombreux acteurs majeurs. Région la plus propice à l'emploi au Québec, c'est ici également que l'on trouve les meilleures opportunités pour décrocher un emploi dans les TIC, y compris en dehors de cette industrie à proprement parler comme nous l'avons vu précédemment. Les industries créatives et culturelles y sont les plus nombreuses, tout comme des activités telles que l'infonuagique (formulation québécoise pour désigner le *cloud computing*), ou encore les fintech (le plus souvent des start-up des TIC qui se distinguent par leurs pratiques innovantes). Si la région de la Montérégie (proche de la région montréalaise) tire aussi son épingle du jeu dans les activités liées aux TIC (elle concentrait un peu plus de 22% des emplois du Québec dans ce domaine jusqu'en 2016), cette prédominance du Grand Montréal dans les TIC est essentielle. L'agglomération occupe en effet le cinquième rang des vingt plus grandes métropoles du Canada et des États-Unis en matière de concentration d'emplois en technologie.

SALAIRES

Repère : 1 dollar canadien = env. 0,70 euro
- Administrateur de réseau: 60 à 110 $/h
- Concepteur d'interface utilisateur : 65 à 100 $/h
- Analyste en télécommunications : 65 à 110 $/h
- Développeur informatique: 65 à 120 $/h
- Programmeur informatique : 70 à 110 $/h
– Analyste d'affaires : 70 à 115 $/h
- Ingénieur de réseau : 70 à 120 $/h
- Administrateur Linux/Unix: 75 à 120 $/h
- Ingénieur infonuagique : 75 à 130 $/h.
- Scientifique des données : 75 à 130 $/h
- Gestionnaire en sécurité de l'information : 90 à 150 $/h.

• *Source : Guide salarial Randstad 2022 (moyennes indicatives sur la région de Montréal): www.randstad.ca/fr/salaires/guide-salarial*
• *Autres sources :*
- *Investissement Québec : www.investquebec.com/quebec/fr*
- *Immigrant Québec : https://immigrantquebec.com*
- *Talent Montréal : https://talentmontreal.com/fr/*

PUBLI-COMMUNIQUÉ

Un emploi en sol québécois : les régions du Québec vous tendent les bras !

Initié en 2017 par la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), le programme Un emploi en sol québécois favorise la rencontre entre les personnes immigrantes et les entreprises implantées dans les régions, via un dispositif extrêmement efficace. Explications avec Giany Huygues-Despointes, chef de projet au sein de ce programme.

Pouvez-vous nous présenter ce dispositif ?
Le programme Un emploi en sol québécois consiste à promouvoir les offres d'emploi dans les régions de Québec, en dehors de la ville de Montréal et d'un rayon d'une cinquantaine de kilomètres autour de Montréal – ce qu'on appelle la région métropolitaine, avec Laval au nord et une partie de la Montérégie (Longueuil) au sud. Beaucoup d'organisations sont déjà actives dans ce secteur géographique qui accueille la très grande majorité de la main-d'œuvre immigrante au Québec. Par conséquent, notre démarche se concentre essentiellement sur ces autres régions confrontées à des défis de recrutement. En effet, 55% des emplois disponibles se trouvent justement en dehors de la région métropolitaine ! Notre objectif consiste donc à faire faire coïncider les candidatures avec les besoins de ces entreprises en région. Je précise que ce programme n'est pas uniquement destiné aux francophones de naissance. Cependant, la maîtrise du français est une condition *sine qua non* pour pouvoir s'y inscrire. Par ailleurs, pour y accéder il est nécessaire d'avoir un statut légal pour travailler au Canada via un permis de travail ouvert (qui autorise à travailler pour n'importe quel employeur) ou fermé (pour un seul et unique employeur), être PVTiste, ou encore résident permanent.

Le projet que vous proposez n'est pas seulement professionnel. C'est aussi un projet de vie…
Oui, ce point est très important et nous souhaitons vraiment sensibiliser les candidats à la perception du Québec et de ses régions. Cette quête d'emploi est réellement associée à un projet de vie enrichissant, avec l'accès à de grands espaces, à la pleine nature, à une qualité de vie d'exception. Certaines régions sont relativement proches de Montréal, comme Lanaudière, Laurentides, Montérégie ou une partie de l'Estrie. D'autres, plus éloignées de la métropole comme l'Abitibi-Témiscamingue, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, attirent justement des candidats qui sont en quête d'un emploi, mais aussi d'un cadre de vie vraiment unique.

Quels sont les secteurs professionnels les plus en tension dans les régions ?
Notre programme est le miroir de l'ensemble du marché du travail au Québec. Ainsi, les métiers en lien avec les technologies de l'information recrutent beaucoup, depuis le premier grade de technicien en informatique jusqu'à celui d'ingénieur. La santé est un autre domaine en très forte tension – infirmier(e)s, préposés aux bénéficiaires (équivalent des aides-soignants ou auxiliaires de vie en France). Il convient d'ailleurs de rappeler qu'il existe des accords dans le cadre de l'Entente Québec-France pour la reconnaissance des acquis des compétences et des titres professionnels dans ces professions. Cela facilite grandement l'accès à ces postes.

UN EMPLOI EN SOL QUÉBÉCOIS

Nous connectons les personnes immigrantes aux employeurs en région.

Les métiers de l'ingénierie sont aussi en demande. Toutefois, à l'image par exemple des experts-comptables, ces professions sont réglementées par des ordres professionnels qui devront valider ces compétences, ici au Québec. Par ailleurs, le secteur manufacturier est vraiment un pôle de recrutement majeur. En particulier pour les électromécaniciens, les soudeurs, les techniciens en génie mécanique et en génie industriel, ainsi que tous les métiers «non spécialisés» (attachés à la gestion des stocks, manutention mécanique, etc.). Ces fonctions au sein du secteur manufacturier en région représentent quelque 80% des besoins, c'est une part énorme ! On peut également mentionner les métiers de l'administration, notamment le marketing, la communication, les ressources humaines, la comptabilité… Ces postes offrent souvent une flexibilité qui favorise notamment le télétravail. Cet aspect est très appréciable, par exemple dans le cas de personnes qui suivent leur conjoint(e) ou leur famille dans une région, tout en pouvant exercer à distance dans un autre endroit. Il faut aussi mentionner l'hôtellerie-restauration qui offre énormément de postes en région.

Et quelles sont les régions les plus en demande de compétences ?
Tour dépend du type d'activité. Dans le secteur manufacturier par exemple, les besoins sont importants dans des régions comme l'Abitibi-Témiscamingue, le Centre-du-Québec, la Mauricie et le Saguenay-Lac-Saint-Jean dans une certaine mesure. Les métiers de services, dont ceux des technologies de l'information par exemple, sont prisés dans la région de Capitale-Nationale (c'est-à-dire la ville de Québec et sa région). L'Estrie est aussi très en vue, avec la présence par exemple d'Ubisoft et de SherWeb. Ces très grandes entreprises ont des centaines de postes à pourvoir. L'hôtellerie-restauration, pour sa part, offre des postes dans toutes les régions confondues. C'est bien sûr le cas de celles qui connaissent de fortes concentrations touristiques comme la Gaspésie, les Îles-de-la-Madeleine ou encore l'Outaouais, tout comme une partie de Lanaudière et des Laurentides qui souffrent également d'importantes pénuries de personnel. Ces opportunités d'emploi sont aussi évidentes dans les métiers de la santé, et ceci dans les dix-sept régions du Québec confondues. Toutes, sans exception, sont aux prises avec cette problématique du recrutement dans ce secteur de la santé.

Concrètement, comment les personnes intéressées peuvent-elles candidater à ce programme ?
Elles peuvent renseigner leur profil et déposer leur CV sur notre plateforme. Cette démarche est bien sûr totalement gratuite. De leur côté, les entreprises qui adhèrent au programme Un emploi en sol québécois diffusent leurs offres sur cette même plateforme. Notre programme fonctionne en trois étapes : employabilité, maillage et régionalisation. Concrètement, lorsque nous recevons un CV, nous nous assurons qu'il répond bien aux besoins du marché du travail et à ses usages (notamment ne pas insérer de photo, ne pas indiquer son âge…), avec des informations pratiques, en rapport avec le poste recherché, privilégiant l'accent sur les tâches accomplies et les compétences plutôt que sur les diplômes. Puis, lorsque le candidat a rempli son profil de compétences, nous examinons ces dernières de manière précise (maîtrise des outils, années d'expérience, etc.). Si besoin, nous revenons vers lui pour lui suggérer des modifications qui serviront sa candidature. Notre accompagnement porte aussi sur la préparation aux entrevues (ou entretiens d'embauche) qui diffèrent quelque peu des habitudes françaises. Ici l'accent doit être mis sur son expérience professionnelle et la correspondance entre ses compétences et le poste convoité. Ensuite, nous effectuons un maillage pour faire correspondre le plus étroitement possible les candidatures avec les postes proposés. Cette mise en rapport entre les candidatures et les postes peut être affinée, notamment si le candidat mentionne une préférence géographique. Un certain nombre de propositions de postes lui sont alors adressées. Selon celles qui lui conviennent, l'entreprise est à son tour contactée et la candidature en question lui est proposée. Enfin, nous organisons une entrevue virtuelle entre le candidat et l'entreprise. Dès lors, notre mission s'arrête là, cette partie purement liée au recrutement (avec notamment les conditions d'emploi et les conditions salariales) étant au final directement négociée entre le candidat et l'entreprise. J'ajoute que nous pouvons aussi organiser du « recrutement express », via une formule mise en place récemment. Celle-ci se déroule sur une ou deux journées, dans le cadre d'un secteur d'activité bien précis. Les entreprises disposent des salles d'entrevue virtuelles qui leur permettent d'être en contact direct avec des candidats présélectionnés. Une chose est sûre, les possibilités d'emploi ne manquent pas dans les régions du Québec et de nombreuses opportunités sont à saisir !

• Pour en savoir plus :
https://fccq.emploisolquebecois.ca

© Frame Stock Footage

Jeu vidéo

Loin de l'image stéréotypée du geek monomaniaque, les métiers en lien avec le jeu vidéo sont nombreux, diversifiés et créatifs. Le secteur est florissant au Québec et les besoins en main-d'œuvre toujours importants.

Pong. Ceux qui se souviennent de ce jeu ont aujourd'hui les cheveux gris. Cette sorte de tennis de table électronique sur fond noir – où les raquettes étaient symbolisées par un petit rectangle blanc que l'on faisait monter ou descendre pour tenter de renvoyer la balle, représentée, elle, par un petit carré blanc – a rendu *addicts* bon nombre de joueurs au tout début des années 1970. Un demi-siècle plus tard, le jeu vidéo embrasse le réel, à tel point que certaines réalisations créent la confusion entre numérique et charnel. Il en va de même pour les scénarios de ces productions dont beaucoup n'ont rien à envier au cinéma. Cette immense évolution technologique est le fruit de nombreux savoir-faire qui ont nourri l'industrie du jeu vidéo, toujours encline à repousser les limites du genre. Mais au-delà de ses aspects techniques, le jeu vidéo est aussi une culture. Ainsi il n'est guère étonnant, comme l'explique Emilien Roscanu, directeur des communications à la Guilde du jeu vidéo du Québec, que *« les seniors [soient] très prisés »* par les entreprises du secteur dans leurs projections d'embauches.
Autre point important, les francophones sont très présents dans le jeu vidéo au Québec, et même en proportion majoritaire.

UN ÉCOSYSTÈME QUI PÈSE LOURD

Avec quelque 1,4 milliard de dollars canadiens de retombées annuelles, l'industrie du jeu vidéo occupe une place importante dans l'économie du Québec. Cette réussite ne semble pas près de s'arrêter selon les statistiques 2020 du gouvernement de la province qui a relevé que les métiers de l'information et de l'industrie culturelle étaient ceux qui présentaient *(pour la période étudiée, 2014-2017)* la plus forte croissance au Québec, que ce soit en termes d'emplois comme de chiffre d'affaires.
Au niveau de l'emploi, justement, la Guilde du jeu vidéo du Québec en recense 13 500, répartis dans 290 studios dédiés au jeu vidéo dans la province. Le Grand Montréal compte la plus grande concentration de filières internationales au monde dans cette discipline. Fort d'une créativité reconnue mondialement reconnue dans la diversité de ses productions, avec des

jeux primés à l'international, le Québec se positionne comme le troisième pôle mondial du jeu vidéo, derrière Tokyo et la Californie. Cette vigueur n'est pas le fruit du hasard. À la fin des années 1990, le gouvernement québecois a largement favorisé l'arrivée de studios de renommée internationale (dont Ubisoft dès 1997) en leur octroyant des crédits d'impôt (les principaux centres de production étaient alors situés aux États-Unis, en Europe et au Japon). À l'origine, ces crédits d'impôt pouvaient aller jusqu'à 50% des coûts des salaires, avant qu'ils ne soient ramenés à 37,5% en 2003. Mais à l'aube du nouveau millénaire, ce coup de pouce fiscal a aussi permis la création de nombreux petits studios de développeurs, dont trois firmes pionnières à Montréal et à Québec : Strategy First, Megatoon (également connu sous les noms de Behavior et de A2M) et Kutoka Interactive.

LES LEADERS DU SECTEUR

Ubisoft est l'acteur le plus important. Il dispose de studios à Montréal, Québec, Saguenay, Sherbrooke et emploie également le plus grand nombre d'employés à l'échelle québécoise. D'ailleurs, fait intéressant, le studio de Montréal est le plus gros studio d'Ubisoft à travers le monde, dépassant de beaucoup celui de la France. D'autres sociétés de grande envergure sont également présentes dans la province. C'est le cas par exemple de Eidos-Square Enix, Electronic Arts, Warner Bros Games, Epic, Microsoft pour ne nommer qu'elles, sans omettre des sociétés indépendantes québécoises très en vue, telles que Behaviour Interactive (qui emploie près de 1 000 employés) ou encore Frima, Beenox ou Red Barrels. D'ailleurs, bon nombre de ces studios indépendants sont nés à l'initiative d'anciens salariés des grands studios. Leurs démarches sont souvent considérées comme très avant-gardistes, au point de faire figure de leader de cette industrie. En termes de responsabilités professionnelles, les équipes plus réduites de ces studios indépendants impliquent souvent une plus grande polyvalence chez leurs employés, privilégiant les profils transversaux et expérimentés. Inversement, les multinationales peuvent s'avérer plus adaptées aux candidats de moindre expérience, mais avec cependant des possibilités de progression en interne tout aussi intéressantes.

QUELLES PROFESSIONS ?

Entre le financement, la conception, la réalisation et la commercialisation, ce sont beaucoup d'intervenants qui apportent leur pierre à l'édifice. En conséquence, les fonctions sont multiples : programmation, gestion, marketing, conception 2D-3D, production, composition, métiers de l'audio, illustration, effets visuels (VFX), contrôle qualité, tests de jeux, sans oublier bon nombre de métiers connexes, par exemple pour la partie enseignement, ou encore l'implication d'acteurs pour la capture de mouvements et pour le doublage, etc. En ce qui concerne la formation locale, Montréal propose aujourd'hui 45 formations collégiales et 16 formations universitaires professionnalisantes. Leurs diplômes reconnus sont autant délivrés aux étudiants locaux qu'aux étudiants étrangers. À noter que des établissements privés comme NAD (www.nad.ca/fr), l'ISART (www.isart.fr/montreal présente à Montréal et à Paris), ou encore le collège LaSalle (www.collegelasalle.com) proposent des formations en lien avec les grandes entreprises du secteur.
En outre, deux importantes structures soutiennent les professionnels du jeu vidéo dans les perspectives de formation continue. C'est le cas notamment de Techno Compétences (www.technocompetences.qc.ca), spécialisé dans les formations en TIC (développeurs, informaticiens, etc.) ou encore Synthèse Pôle Image Québec (https://polesynthese.com/fr/) qui favorise la collaboration entre les artistes, étudiants et professionnels en créativité numérique dans les domaines le jeu vidéo la formation en images de synthèse, les effets visuels et l'animation 2D/3D.

En termes de responsabilités professionnelles, les équipes plus réduites des studios indépendants impliquent souvent une plus grande polyvalence chez leurs employés.

SALAIRES

Repère : 1 dollar canadien = env. 0,70 euro
Le salaire moyen était de 78000$ CAD annuels en 2021 au Canada. Cependant les salaires sont poussés à la hausse dans le contexte de pénurie de main d'œuvre.

COMMENT TROUVER SON EMPLOI

Les entreprises québécoises recherchent beaucoup de programmeurs et de développeurs. Ces deux métiers représente quelque 30% des offres d'emploi disponibles dans le secteur du jeu vidéo. Montréal est le pôle principal pour accéder à l'emploi dans ce secteur, et de loin. La capitale, Québec, vient en deuxième position. Quelques studios commencent à s'implanter dans certaines régions tels que le Saguenay et Sherbrooke notamment. Outre l'expérience préalable dans le jeu vidéo, les voies privilégiées sont évidemment la formation. À noter également, comme le précise Emilien Roscanu, *« les personnes ayant une expérience dans le domaine des technologies de l'information peuvent également faire le saut depuis leur domaine (web, informatique, réseau, logiciel, sécurité, etc.) et venir travailler dans le jeu vidéo, moyennant une légère mise à niveau souvent offerte par l'entreprise ou un programme scolaire de formation continue ».*
Pour accéder aux offres d'emploi dans ce secteur, plusieurs ressources sont disponibles, dont :
• Talent Montréal : https://talentmontreal.com/fr/travailler/secteurs-de-l-emploi/jeux-video
• Option Carrière : www.option-carriere.ca/emploi-jeux-video/quebec-4300.htm
• Par ailleurs, Québec Epix (www.quebecinternational.ca/fr/quebec-epix), regroupement d'entreprises et d'acteurs technocréatifs en jeu vidéo, animation et expériences immersives, propose un panorama complet sur ce secteur du jeu vidéo au Québec.

• *Le Journal des Français à l'étranger remercie la Guide du jeu vidéo du Québec (www.laguilde.quebec/fr/), et particulièrement Emilien Roscanu pour sa précieuse collaboration sur ce dossier.*

© Spotmatik Ltd

Santé et services sociaux

Ces métiers font partie des plus recherchés dans le monde et le Québec n'échappe évidemment pas à la règle. Ils recèlent également une très grande diversité de carrières, avec des accès à l'emploi assurés.

La pandémie les a remis à l'honneur, comme une piqûre de rappel sur ce qui importe vraiment si l'on en croit l'adage populaire : la santé. Et la sagesse enjoint d'y ajouter une autre vertu : la solidarité. Car aux côtés des infirmières et des médecins que l'on identifie immédiatement, c'est une immense diversité de métiers qui exerce autour de ces valeurs, contribuant à maintenir cet équilibre sanitaire, qu'il soit physique ou mental. Ici, les besoins sont tels que le gouvernement du Québec n'hésite pas à évoquer plus d'une centaine de professions ouvertes aux candidatures. Une chose est sûre, la majorité d'entre elles permettent d'accéder aisément à l'emploi.

Les postes se trouvent aussi bien dans le réseau public que dans le privé. Le système de santé et de services sociaux québécois emploie à lui seul près de 10% de la main-d'œuvre active de la province. Parmi les établissements de santé on trouve notamment 34 établissements publics ; plus de 50 établissements d'hébergement privés offrant des soins de longue durée ; plus de 3 000 organismes communautaires, et près de 2 000 cliniques et cabinets privés de médecine.

Le système de santé et de services sociaux québécois repose sur un ensemble d'organismes et d'établissements qui ont chacun leur spécificité, comme par exemple :

- Les centres hospitaliers : ils dispensent des soins médicaux généraux et spécialisés dans les secteurs de la santé physique ou de la santé mentale.
- Les centres de réadaptation : destinés aux personnes souffrant d'une déficience physique ou intellectuelle, des difficultés d'ordre comportemental, psychosocial, familial, ou des problématiques d'addiction.
- Les centres d'hébergement et de soins de longue durée : ils offrent, de façon permanente ou temporaire, des services d'hébergement, d'assistance, de soutien aux adultes en perte d'autonomie fonctionnelle ou psychosociale. Ils proposent aussi des services psychosociaux, infirmiers, pharmaceutiques, médicaux et de réadaptation.
- Les centres locaux de services communautaires : ils assurent des services de santé et des services sociaux de première ligne dans leurs points de services, mais aussi à l'école, au travail et à domicile.

• *Pour en savoir plus:* https://avenirensante.gouv.qc.ca/taux-de-placement

QUELLES PROFESSIONS ?

Le ministère de la Santé et des Services sociaux québécois a recensé 45 professions qui font partie des plus recherchées, liste cependant non exhaustive. Les formations qui conduisent à ces métiers sont accessibles à partir de différents niveaux qui vont du secondaire (au Québec ce niveau d'étude va de la classe de sixième jusqu'à la seconde), au niveau collégial 1 et 2 (correspondant à la première et à la terminale françaises) et jusqu'au niveau universitaire (pour rappel, le baccalauréat québécois correspond au niveau licence).
Important : l'Arrangement de reconnaissance mutuelle (ARM) entre le Québec et la France permet la reconnaissance des qualifications professionnelles afin de faciliter et accélérer l'obtention d'une aptitude légale d'exercer une profession ou un métier réglementés sur les deux territoires. De nombreux métiers de santé sont concernés par cet ARM. La liste complète des professions est disponible sur le site quebec.ca.

EXEMPLES DE POSTES RECHERCHÉS PAR LE QUÉBEC

Nota : le masculin est ici employé par commodité d'usage.
- Accès niveau secondaire : secrétaire médical (postes en centre hospitalier), assistant technique en pharmacie (centre hospitalier, centre d'hébergement et de soins de longue durée), auxiliaire aux services de santé et sociaux (centres locaux de services communautaires), préposé aux bénéficiaires (centre hospitalier, centre de réadaptation, centre d'hébergement et de soins de longue durée), préposé en retraitement des dispositifs médicaux (centre hospitalier)...
- Accès niveau collégial : infirmier (postes dans toutes structures), technicien en diététique (centre hospitalier, centre d'hébergement et de soins de longue durée), technicien en orthèse-prothèse (centre de réadaptation), inhalothérapeute (centre hospitalier, centre d'hébergement et de soins de longue durée), technicien en génie biomédical (centre hospitalier), cytologiste (centre hospitalier).
- Accès niveau universitaire : audiologiste (postes en centre hospitalier, centre de réadaptation, centres d'hébergement et de soins de longue durée), ergothérapeute (centre hospitalier, centre de réadaptation, centres d'hébergement et de soins de longue durée), infirmiers praticiens spécialisés (centre hospitalier), ingénieur biomédical (centre hospitalier), kinésiologue (centre hospitalier, centre de réadaptation, centres d'hébergement et de soins de longue durée), pharmacien d'établissement (centre hospitalier, centres d'hébergement et de soins de longue durée)...

Les postes sont à pourvoir dans le public comme dans le privé. Le système de santé et de services sociaux québécois emploie plus de 10% de la main-d'œuvre active de la province.

• *Pour en savoir plus :*
https://avenirensante.gouv.qc.ca/carrieres
https://avenirensante.gouv.qc.ca/autres-carrieres

SALAIRES

Repère : 1 dollar canadien = env. 0,70 euro
– Secrétaire médical : 22,36 à 25$/h
– Assistant technique en pharmacie: 21,89 à 23,35$/h
– Auxiliaire aux services de santé et sociaux : 25,63 à 25,63$/h
– Infirmier: 25,81 à 41,39$/h
– Technicien en diététique : 24,21 à 32,32$/h
– Technicien en orthèse-prothèse : 24,36 à 33,95$/h
– Inhalothérapeute : 25,39 à 39,40$/h
– Cytologiste : 24,78 à 35,67$/h
– Audiologiste : – 27,46 à 50,39$/h
– Ergothérapeute : 27,46 à 50,39$/h
– Kinésiologue : 22,22 à 43,49$/h
– Pharmacien d'établissement : 43,93 à 55,47$/h.
Sources: https://avenirensante.gouv.qc.ca

CONDITIONS DE TRAVAIL

Les professions en lien avec la santé et les services sociaux nécessitent évidemment d'assurer un service constant aux usagers et, au Québec comme en France, les plannings de travail sont établis en tenant compte de cette contrainte. En ce qui concerne les emplois régis par le gouvernement du Québec, les salariés qui travaillent à temps complet (pour rappel, la durée hebdomadaire de travail au Québec est de 40 heures) peuvent bénéficier de 20 jours de vacances, 13 jours de congés fériés, 9,6 jours de congé-maladie. En cas d'heures supplémentaires, celles-ci sont sujettes à une rémunération majorée et à différentes primes (de soirée, de nuit ou de fin de semaine). Dans certains milieux, les heures supplémentaires peuvent également être compensées en heures de congé si l'employé le désire. En ce qui concerne le travail le week-end, le rythme est souvent d'un week-end travaillé sur deux, mais plusieurs établissements fonctionnent plutôt sur la base d'un week-end sur trois. Point important, selon une règle de la convention collective en vigueur dans ce secteur : les salariés doivent être informés de leurs horaires de travail un mois à l'avance.

COMMENT TROUVER SON EMPLOI

• Recrutement Santé Québec est le recruteur officiel du ministère de la Santé et des Services sociaux pour les professionnels de la santé et des services sociaux ayant obtenu un diplôme hors du Canada. Il offre aussi des services-conseils à l'attention des nouveaux arrivants établis au Québec et désirant travailler dans le réseau de la santé et des services sociaux et organise à ce titre des journées de recrutement: www.recrutement-santequebec.ca
• Site du gouvernement avec recherche par régions administratives du Québec : www.quebec.ca/emploi/offres-d-emploi/offres-d-emploi-disponibles/autres-sites-web-de-recherche-d-emploi/emplois-dans-le-reseau-de-la-sante-et-des-services-sociaux/
• Le site Portail Santé Montréal (*https://santemontreal.qc.ca*) permet d'avoir une vision des besoins dans le réseau de la santé et des services sociaux.
• Enfin, le site du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration du Québec (www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr) offre de l'information générale sur l'emploi au Québec, en fonction des statuts d'immigration.

© BalanceFormCreative

Enseignement

Le secteur de l'éducation participe de la volonté de préserver la langue et l'identité culturelle de cette province située au milieu de l'univers anglophone, majoritaire au Canada. Le Québec, où la population vieillissante est l'une des plus importantes du monde (deuxième après le Japon), pâtira de nombreux départs en retraite ces prochaines années. Les opportunités d'emplois dans ce secteur sont donc nombreuses.

Bonne nouvelle pour les Français qui souhaitent sauter le pas de l'immigration et travailler dans le domaine de l'éducation : la récente « opération main-d'œuvre » du gouvernement québecois – qui tend à remédier au manque de personnel dans certains domaines considérés comme prioritaires – déploie trois axes, dont le recours à une immigration ciblée et des mesures visant à attirer 8 000 travailleurs dans l'éducation.

DE LA MATERNELLE AU SUPÉRIEUR

Au Québec, la scolarité se divise en plusieurs cycles. On dénombre 2 800 établissements publics d'enseignement incluant les classes de maternelle (à partir de 5 ans, non obligatoire), de primaire et de secondaire qui mènent jusqu'à l'équivalent du niveau de seconde en France.
La poursuite des études est ensuite assurée par 48 Collèges d'enseignement généraux et professionnels (Cegep), première étape de l'enseignement supérieur conduisant au DEC, l'équivalent du baccalauréat français, puis par 20 universités répertoriées en 2022.
Il existe aussi un réseau d'établissements privés reconnus par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport : www.feep.qc.ca/la-federation
Par ailleurs, les programmes de francisation en entreprise ou en centre de formation nécessitent aussi du personnel : www.quebec.ca/entreprises-et-travailleurs-autonomes/francisation-entreprise

UN PERMIS TEMPORAIRE POUR ENSEIGNER

Pour répondre au besoin de personnel, particulièrement au niveau secondaire et collégial, des centres de service scolaire (anciennement nommés commissions scolaires) peuvent recruter un enseignant sans contrat en le rémunérant à l'heure. Cette disposition permet d'acquérir de l'expérience, très valorisée au Québec, et de se familiariser avec le système éducatif.
Concernant les conditions d'accès aux professions, de nombreux immigrants reçoivent du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport un permis temporaire d'enseigner, mais s'ils souhaitent exercer leur métier durablement avec un meilleur statut ils doivent obtenir le brevet

d'enseignement en suivant quinze crédits de cours : trois portant sur le système scolaire québecois, six sur la didactique, trois sur l'évaluation des apprentissages et trois autres sur l'intervention auprès des élèves en situation de handicap ou en difficulté d'apprentissage. Il leur faut de plus réussir le stage probatoire de 600 à 900 heures.

IMMIGRANTS ENSEIGNANT DÉJÀ DANS LEUR PAYS

Suite à une demande d'autorisation d'enseigner au Québec en ligne, un avis d'admissibilité conditionnelle est adressé et permet de faire l'examen obligatoire de langue. Le permis probatoire d'enseigner est délivré pour une durée temporaire de cinq ans, renouvelable si tous les cours inscrits sur le permis probatoire d'enseigner sont réussis.
Concernant la formation professionnelle, les étudiants souhaitant suivre un cursus professionnel (DEP) peuvent étudier dès 16 ans dans un centre de formation. Pour y enseigner seules les trois unités sur le système scolaire du Québec sont exigées ainsi que la réussite au stage probatoire.

IMMIGRANTS N'ENSEIGNANT PAS ENCORE

On peut enseigner au Québec avec le baccalauréat local, qui équivaut à une licence ou une maîtrise française dans une discipline scolaire. Dans la plupart des cas, c'est la maîtrise qui est exigée.
• *Pour en savoir plus sur l'équivalence des diplômes :*
Voir le site «quebecentete.com», mots clés : équivalence des diplômes.
• *Informations sur le stage probatoire :*
Voir le site «www.quebec.ca», mots clés : stages probatoires.

UNIVERSITÉS

Certains programmes universitaires reconnaissent les formations et expériences professionnelles, des crédits de cours universitaires peuvent être accordés. Il est possible de concilier le travail et les études. Aucune autorisation n'est nécessaire pour être suppléant en enseignement dans une discipline scolaire en lien avec la formation obtenue en France. Cependant, pour obtenir un contrat en enseignement durant les études, une autorisation provisoire d'enseigner doit toujours être demandée. À la fin de la formation, comme pour les autres niveaux de scolarité, le brevet d'enseignement est délivré.

QUELLES PROFESSIONS ?

- En maternelle, primaire et secondaire : enseignant, enseignant en éducation spécialisée, suppléant au niveau primaire, enseignant bibliothécaire, préposé à l'élève handicapé, éducateur en services de garde en milieu scolaire, agent de soutien administratif, psychoéducateur, orthopédagogue, personnel d'encadrement, directeur d'école, administrateur de programmes d'enseignement (en primaire et secondaire).
- En Cegep : enseignants de matières générales, mais aussi d'éducation physique, d'histoire de l'art, en informatique, en soins infirmiers, en techniques d'éducation à l'enfance, conseiller d'orientation, psychologue, agent de soutien.

On peut enseigner au Québec avec le baccalauréat local, qui équivaut à une licence ou une maîtrise française. Mais dans la plupart des cas, la maîtrise est exigée.

• Dans les universités : professeur, maître de langue, chargé de cours, auxiliaire d'enseignement, personnel administratif.
• Des offres de postes – enseignants à l'éducation préscolaire, primaire et secondaire, psychologues, conseillers en information scolaire – sont en forte progression dans plusieurs régions, tout particulièrement celles du Bas-St-Laurent, Capitale-Nationale et Estrie. Cette dernière région est d'ailleurs renommée pour ses nombreux cursus, avec notamment deux universités, quatre établissements offrant des formations de niveau collégial, et des centres de formation professionnelle. On recherche aussi, au niveau primaire, des enseignants en éducation spécialisée, des suppléants, des professeurs d'anglais deuxième langue, des professeurs de français deuxième langue, des agents de soutien administratif, des psychoéducateurs et des orthopédagogues.
• Les profils recherchés pour travailler en Cegep sont aussi nombreux, consultables via ce lien :
https://fr.emploicegep.qc.ca/emplois

SALAIRES

Repère : 1 dollar canadien = env. 0,70 euro
- Enseignant en maternelle: 24,22 à 49,28$/heure.
- Aide-enseignant en primaire et secondaire : 15 à 28,58$/h.
- Enseignant Cegep: 21 à 52, 07$/h.
- Professeur d'université: 25 à 75 $/h.

Source : www.guichetemplois.gc.ca/accueil

CONDITIONS DE TRAVAIL

L'année scolaire comporte 180 jours et 20 journées pédagogiques supplémentaires pour les enseignants. En primaire, les cours ont lieu du lundi au vendredi. Hormis les vacances d'été il n'y a que deux périodes de congés : deux semaines à Noël et une semaine « de relâche ». Donner quelques cours au niveau collégiale, universitaire s'apparente au statut de vacataire où seules les heures effectuées sont payées. Les périodes de vacances, les transports pour se déplacer d'un établissement à un autre ne sont pas pris en compte.

COMMENT TROUVER SON EMPLOI

www.guichetemplois.gc.ca/jobsearch/
www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/employeurs/embaucher-temporaire/recrutement-haut-salaire/liste-professions/?vi=1
www.emploifeep.com/offres/
• Universités et écoles du réseau de l'Université du Québec:
www.uquebec.ca/reseau/fr/reseau-de-luq/emplois

• *Le Journal des Français à l'étranger remercie l'organisation de développement économique Entreprendre Sherbrooke (www.entreprendre-sherbrooke.com) et particulièrement Sophie Lapointe, conseillère régionalisation de l'immigration, pour sa précieuse collaboration sur ce dossier.*

© Gorodenkoff

Aérospatiale

Des entreprises d'envergure internationale sont installées au Québec dans le domaine de l'aérospatiale, un secteur qui regroupe aussi bien les techniques de l'aéronautique que celles de l'astronautique. Les francophones y sont les bienvenus et, sans surprise, cette activité a... le vent en poupe.

Voilà bien longtemps que le Québec tutoie les airs. En 1907, Lawrence Lesh, un adolescent de 14 ans, avait déjà déjà conçu et piloté un planeur qui lui permit de voler une dizaine de kilomètres au-dessus du fleuve Saint-Laurent. À cette époque, ces engins étaient souvent tirés par par un cheval, voire par un bateau-moteur! Mais l'Histoire retient que le premier avion digne de ce nom conçu au Québec, inspiré du modèle monoplan Blériot (constitué d'une seule paire d'ailes), l'a été dans un garage de la rue Sainte-Catherine à Montréal en 1911. Son inventeur, Percival Reid, est depuis considéré comme un des grands précurseurs de la construction aéronautique.

UNE PLACE FORTE DANS LE MONDE

Aujourd'hui, le Québec est le troisième pôle mondial de l'aérospatiale. Secteur innovant et à la fine pointe de la technologie, très pluridisciplinaire, il s'appuie sur des niveaux de formation élevés. Le diplôme obtenu au Québec est d'ailleurs reconnu et recherché par les entreprises mondiales. Rappelons cependant que l'Entente Québec-France permet de faire reconnaître ses compétences pour travailler au Québec (et réciproquement bien entendu). Si cette Entente ne modifie pas les règles d'immigration, elle offre néanmoins ce grand avantage de pouvoir faire reconnaître ses niveaux de qualification.

Le poids économique du secteur est considérable. Aux côtés des majors qui dominent cette activité, l'aérospatiale québécoise repose aussi sur de très nombreuses de PME car cette activité dépend d'un important processus de chaînes d'approvisionnement. L'aérospatiale est au premier rang des exportations québécoises, avec 10,5% du total des exportations manufacturières du Québec ; en effet, 75% de cette production est exportée hors du Canada. Cette tendance n'est pas près de s'arrêter puisqu'au cours des vingt-cinq dernières années, les ventes de l'industrie aérospatiale québécoise ont enregistré une croissance annuelle moyenne de près de 4,9%.

C'est la région métropolitaine de Montréal (appelée également Grand Montréal) qui concentre, de loin, le plus grand nombre d'emplois dans ce secteur. En effet, un travailleur sur soixante y exerce un métier ou une profession en lien avec l'aérospatiale ! C'est le cas notamment en recherche et développement, concentrée à 70% dans le Grand Montréal. Toutefois, des emplois existent aussi en région, surtout au niveau du manufacturier et des aéroports régionaux.

DES ACTEURS DE PREMIER PLAN

Le Québec compte une importante concentration de maîtres d'œuvre et d'équipementiers, présents dans une multitude de domaines (avionique, trains d'atterrissage, intégration de systèmes, systèmes spatiaux, etc.). Une telle densité n'a guère d'équivalent dans le monde.
Le nom de l'entreprise Bombardier est intimement lié à celui du Québec. Cette multinationale, qui porte le nom de son créateur (Joseph-Armand Bombardier), est aujourd'hui le troisième avionneur civil au monde, chef de file mondial dans la conception et la fabrication d'avions d'affaires, commerciaux, amphibies et autres aéroplanes spécialisés, sans oublier les services associés. Avant un recentrage de ses activités, en 2021, dans les domaines précités, l'entreprise a également évolué dans le transport ferroviaire, et même dans les services financiers (Bombardier Capital)
Airbus est au autre maître d'œuvre incontournable avec ses neuf sites présents dans sept villes canadiennes et une activité centrée sur les secteurs des avions de ligne, des hélicoptères, de la défense et de l'espace. Depuis son premier centre de production d'hélicoptères en 1984 jusqu'à la production des avions de la famille A220, Airbus a fortement accru sa présence au Canada. En février dernier, on apprenait d'ailleurs que le gouvernement du Québec et Airbus allaient investir 1,5milliard de dollars canadiens dans la société en commandite Airbus Canada pour soutenir la production des avions A220 à Mirabel (région des Laurentides).
D'autres maîtres d'œuvres importants sont présents sur le sol québécois, comme les canadiens Bell Helicopter Textron Canada (leader mondial dans la fabrication d'aéronefs à voilure tournante), Pratt & Whitney Canada (fabricant de moteurs d'avions) ou encore CAE Inc. (chef de file mondial en modélisation, simulation et formation pour les secteurs de l'aviation civile et de la défense). On note également la présence de la société japonaise Mitsubishi Aircraft Corporation qui développe, produit et vend ses avions de ligne Mitsubishi Regional Jet.
Au niveau des équipementiers et intégrateurs, on peut citer Esterline CMC Électronique (solutions d'intégration de systèmes de postes de pilotage, d'avionique et d'afficheurs destinés aux marchés de l'aviation civile et militaire), Héroux-Devtek (spécialisée dans la fabrication et la réparation de divers composantes industrielles, énergétiques, et aéronautiques), Générale Electrique Canada Aviation (fournisseur de turboréacteurs et turbopropulseurs, composantes et systèmes intégrés pour avions civils et militaires), L3Harris (solutions de support en service et de prolongation de cycle de vie d'aéronefs) ou encore MDA (services de renseignement géospatial, robotique, opérations spatiales, systèmes satellitaires).
Cette liste est loin d'être exhaustive. Deux grandes compagnies aériennes sont aussi présentes au Québec. Basée à Montréal, AirTransat, basée à Montréal, assure des vols internationaux, réguliers et nolisés (loués pour un usage exclusif durant une période déterminée). Air Canada, qui fait partie des vingt plus importantes sociétés aériennes dans le monde, a également son siège social à Montréal. Le Québec compte aussi deux aéroports internationaux : l'aéroport international Jean-Lesage-de-Québec (YQB) et l'aéroport de Montréal Pierre-Elliott-Trudeau (YUL). Par ailleurs, le Québec, compte également une grande quantité d'aéroports régionaux.

Le Québec est le troisième pôle mondial de l'aérospatiale. Secteur innovant, très pluridisciplinaire, il s'appuie sur des niveaux de formation élevés.

QUELLES PROFESSIONS ?

Globalement, cette activité représente plus de 36 000 emplois au Québec. Au sein de ce secteur très pluridisciplinaire, les entreprises québécoises cherchent aussi à se transformer en profondeur, tant sur le volet numérique que sur celui de la mobilité durable. En termes d'emploi, l'industrie aérospatiale se décompose en trois secteurs : la fabrication, le transport aérien et les aéroports. Quelque 535 entreprises sont présentes dans ce secteur au Québec : 191 dans le secteur de la fabrication, 203 dans le transport aérien, et 141 au niveau des aéroports. Une grande diversité de métiers sont attachés à ces activités, avec de nombreuses fonctions d'ingénierie, mais aussi d'usinage, de montage, de câblage, de contrôle de la qualité, de pilotage et toutes les techniques de maintenance aéronef et avionique… Rappelons également que les métiers en lien direct avec les avions ne sont pas les seuls concernés par l'aérospatiale : les drones, satellites, hélicoptères, etc., font aussi partie de cette industrie. En somme, tout ce qui navigue au-dessus du sol relève de l'aérospatiale.

SALAIRES

Repère : 1 dollar canadien = env. 0,70 euro
Le secteur de l'aérospatiale offre de belles perspectives de progression, en termes de carrière et de salaires. Le niveau des rémunérations varie beaucoup en fonction des professions. En ce qui concerne les nombreux métiers de l'ingénierie en aérospatiale, les niveaux de salaires horaires varient de 30,33 à 72,12 dollars canadiens dans la région de Montréal. Cette fourchette large est sensiblement identique dans les autres régions du Québec et à l'échelle du Canada.
• *Source: www.guichetemplois.gc.ca*

• *Autres sources :*
- Aéroportail Carrières : www.emplois.aeroportail.ca/fr
- Brochure Aéro Montréal 2021
- Camaq: https://camaq.org

• *Le Journal des Français à l'étranger remercie Émilie Laridan et l'équipe du Comité sectoriel de main-d'œuvre en aérospatiale du Québec pour leur précieuse collaboration sur ce dossier.*

© goodluz

Drones civils et commerciaux

Les systèmes d'aéronefs télépilotés (SATP), appelés communément « drones », servent aujourd'hui à de nombreux usages et la croissance de ce marché se traduit par des besoins croissants en main-d'œuvre.

Ils sont un symbole de la high-tech, et pourtant leur invention remonte à la Première Guerre mondiale, conçus pour apporter de nouvelles forces de frappe à distance, commandés à distance via des ondes radio et voués à s'écraser sur la cible ennemie. Si ces petits aéronefs sans équipage, automatiques ou télécommandés, sont encore omniprésents sur le théâtre d'opérations de guerre, leur recours a maintenant largement dépassé ce cadre. Les usages du drone sont en effet aujourd'hui multiples : ludique pour l'amateur d'aéromodélisme, pratique pour le réalisateur qui veut des plans vus du ciel ou pour l'exploitant qui veut surveiller, voire expertiser ses terres agricoles, précieux pour ses multiples usages dans le BTP et l'industrie… Les livraisons de colis sont aussi appelées à recourir de plus en plus au drone. Et tout ça n'est rien par rapport au destin de ces petits aéronefs qui peuvent venir en aide aux promeneurs perdus dans des terrains peu accessibles, modéliser les sols ou les monuments, diffuser du Wi-Fi…

INNOVATION ET CERTIFICATION

On l'aura compris, les métiers en lien avec l'industrie des systèmes d'aéronefs télépilotés (SATP, l'autre appellation des drones) ont de l'avenir. Force est de constater que le Québec n'est pas en reste dans ce domaine qui fait partie, plus largement, de celui de l'aérospatiale. Des projections positives confirmées par Jean-Pierre D'Auteuil, responsable des relations médias au service des affaires publiques et des communications numériques (ministère de l'Économie et de l'Innovation) : *« En aéreospatiale, le Québec se distingue à l'international non seulement par sa capacité à innover, mais aussi, et surtout par sa capacité à certifier et à concrétiser ses innovations. »* Dans la province, l'écosystème des drones est très diversifié, reposant sur un maillage de PME et de maîtres d'œuvre (MOE). Ici, la valeur cardinale est l'esprit de collaboration, parfaitement ancrée dans les habitudes de travail. Comme l'explique Jean-Pierre D'Auteuil, les atouts de ce secteur reposent sur *« un bassin de main-d'œuvre qualifié, un réseau d'éducation et de recherche à la fine pointe de la technologie, ainsi qu'un accès direct à de nombreux marchés d'exportation ».*

DES ACTEURS MULTIPLES

Pour fonctionner, le secteur sollicite une grande diversité de compétences, à plusieurs niveaux. C'est le cas par exemple des entreprises de développement et de fabrication de véhicules aériens télépilotés et de systèmes destinés à ces véhicules, des entreprises de développement et de fabrication de charges utiles (comme par exemple des capteurs destinés à s'intégrer à un SATP ou à un autre type d'aéronef), des entreprises dédiées à l'exploitation de ces SATP, et d'autres spécialisées dans le traitement de l'information collectée par les SATP. Au total, le ministère de l'Économie et de l'Innovation ne recense pas moins 90 entreprises québécoises évoluant de manière directe ou indirecte dans ce secteur.
Les emplois dans ce secteur aérospatial dont font partie les SATP sont essentiellement concentrés – à l'échelle du Québec comme de l'ensemble du Canada – dans le Grand Montréal qui accueille également plus de 70% de la recherche et développement canadienne en aérospatiale.
Pour autant, la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean – l'une des 17 régions administratives du Québec, située sur la rive nord du Saint-Laurent – possède aussi un savoir-faire reconnu dans ce domaine des SATP. La ville d'Alma (31 000 habitants en 2020) y accueille le Centre d'excellence sur les drones (CED), principal centre canadien dédié aux SATP civils. Illustration de la grandeur du pays, le CED, grâce à la base militaire de Bagotville, dispose d'un espace de vol aussi grand que le quart de la France métropolitaine !

COMMENT SE FORMER

En France, depuis juillet 2018, la législation sur la formation de pilote de drone nécessite de passer un examen théorique sur ordinateur dans l'un des centres de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC). Ensuite, la partie pratique de la formation de télépilote drone civil s'effectue dans des centres dédiés, selon différentes spécialisations: cartographie, thermographie infrarouge, prise de vue expert, inspection de bâtiment (dans le génie civil ou l'industrie), réalisation audiovisuelle, etc. Point important : le français est non seulement la langue officielle du Québec, mais c'est aussi la langue d'usage au travail dans l'industrie aérospatiale et de son volet SATP. Au Québec, ces métiers sont accessibles à partir des filières de la formation professionnelle, technique ou universitaire:
- Pour la formation professionnelle, l'École des métiers de l'aérospatiale de Montréal (ÉMAM) propose des programmes en montage mécanique, de structures ou de câbles et de circuits, en usinage, ainsi qu'en tôlerie de précision.

Dans la province, l'écosystème des drones est très diversifié. Ici, la valeur cardinale est l'esprit de collaboration, très ancré dans les habitudes de travail.

- Pour la formation technique, l'École nationale d'aérotechnique (ÉNA) offre des programmes techniques de maintenance d'aéronefs, d'avionique et de génie aérospatial.
- Pour la formation universitaire, plusieurs universités québécoises donnent accès à des programmes de baccalauréat (baccalauréat canadien, équivalent licence) et de maîtrise en génie aérospatial, dont Polytechnique Montréal, l'École de technologie supérieure, l'université Laval et l'université de Sherbrooke.
- Enfin, le Centre québécois de formation aéronautique (CQFA) dispense des cours de pilotage pour plusieurs types d'aéronefs, dont des SATP.

SALAIRES

Repère : 1 dollar canadien = env. 0,70 euro
D'une manière générale, les métiers de l'aéronautique offrent des rémunérations intéressantes et le secteur des SATP n'y échappe pas, que ce soit dans les entreprises manufacturières ou comme pilote de drone. Pour ces derniers, les salaires dépendent du mandataire, du type de mission, du site d'opération, etc., mais selon les sources du ministère de l'Économie et de l'Innovation l'amplitude des rémunérations se situe de 50 000 à plus de 100 000 $ annuels.

COMMENT TROUVER SON EMPLOI

Deux plateformes en ligne sont incontournables pour les offres d'emplois dans le secteur aérospatial québécois : AéroPortail (https://aeroportail.ca) et AéroEmploi (https://aeroemploi.ca).
Par ailleurs, plusieurs entreprises du secteur aérospatial évoluent dans le domaine des SATP et il peut-être opportun de consulter leurs activités pour les solliciter directement. C'est le cas notamment de Bell Textron Canada, de Bombardier, ou encore de CAE.
D'autre part, des entreprises québécoises ont depuis quelque temps le vent en poupe. C'est le cas de Laflamme Aéro, PME québécoise en pleine croissance qui commercialisera sous peu le le LX300, premier SATP de grande capacité entièrement développé et fabriqué localement. Autre acteur important avec General Dynamics Mission Systems (GDMS), entreprise de systèmes pour les secteurs de la sécurité et de la défense qui vient de s'implanter au Québec en y ouvrant son Centre d'excellence pour SATP. Notons également la présence de NGC Aérospatial (guidage, navigation et commande pour systèmes spatiaux et SATP), Mannarino (logiciels et système d'exploitation pour SATP), ARA Robotique (contrôleur de vol pour SATP), Exo Tactik (opérateur de SATP qui se spécialise en sécurité publique et en services municipaux) ou encore CS Communications Canada (systèmes de protection contre des SATP malveillants (« systèmes anti-drone »).

** Source :* https://lesdroners.fr/univers-drone/formation-drone/telepilote-drone-civil/

• *Le Journal des Français à l'étranger remercie particulièrement Jean-Pierre D'Auteuil, responsable des relations médias au service des affaires publiques et des communications numériques au ministère de l'Économie et de l'Innovation, pour son aide précieuse sur ce dossier.*

© hôtellerie

Hébergement et restauration

Ce secteur est l'une des forces économiques du Québec et l'un des plus ouverts à l'immigration. En dépit des conséquences de la pandémie, les offres d'emploi restent nombreuses et variées compte tenu des multiples structures qui y sont associées : auberges, centres d'hébergement touristique, centres de congrès ou de villégiature, petits hôtels, chaînes hôtelières, casinos.

En 2019, le secteur de la restauration représentait 2% de l'économie québécoise, 14,3 milliards de dollars en ventes, environ 20 000 établissements de restauration commerciale à travers le Québec, 240 021 emplois et 4,9 milliards en salaires versés. Ce domaine a néanmoins subi de plein fouet les effets des différentes vagues de la pandémie, provoquant de nombreuses mises à pied de personnel et des faillites suite à la fermeture définitive de petits établissements. À titre d'exemple, l'Association Restauration Québec (ARQ) pointait en janvier 2022 une perte de 3 700 permis d'exploitation comparativement à février 2020, soit une inflexion de 17%. L'hôtellerie, colonne vertébrale de l'industrie touristique, procurait juste avant la crise sanitaire 2,3 milliards de retombées économiques et employait 40 000 personnes dans toute la province du Québec. Que ce soit au sein des grandes villes, où le tourisme d'affaire représente une part non négligeable de la clientèle, ou dans des petites villes davantage liées au tourisme de loisirs, l'une des conséquences de cette crise fut le départ de nombreux salariés vers des secteurs plus sûrs.

UNE REPRISE TRÈS ENCOURAGEANTE

Depuis le début de l'année, les mesures sanitaires ont été assouplies et permettent à l'activité économique de repartir avec confiance dans un contexte plus habituel. Le Québec manque à nouveau de bras et mise sur l'immigration en offrant un large panel de conseils et formations pour faciliter l'implantation dans la province. Une période charnière et un secteur qui représentent donc une porte d'entrée idéale pour toute personne désirant s'établir momentanément ou durablement au Québec. On retrouve beaucoup de Français dans le secteur

de l'hébergement et de la restauration, principalement dans les centres urbains (Montréal et Québec), mais cette présence commence à gagner l'ensemble du Québec. On observe depuis peu un phénomène de retour dans les régions, créateur d'emplois. Des employés de carrière s'y intéressent mais aussi un fort contingent d'étudiants travaillant à temps partiel, ou encore de PVTistes. Pour rappel, le PVT permet de se rendre au Canada pour une durée maximale de 24 mois (pour les Français) ou de 12 mois (pour les Belges) afin de découvrir le pays tout en ayant l'autorisation d'y travailler, sans avoir l'obligation de posséder au préalable une promesse d'embauche.

QUELLES PROFESSIONS ?

Les exploitants cherchent du personnel pour les services aux chambres, des réceptionnistes, auditeurs de nuit, directeurs de salle, cuisiniers, chefs cuisiniers, aides de cuisine, serveurs, plongeurs , barmans, caissiers, livreurs, maîtres d'hôtel, préposés à l'accueil, préposés à la salubrité. Il est ainsi possible de travailler dans tous les secteurs allant de la cuisine gastronomique, du bistrot à la restauration familiale.

EXEMPLES DE POSTES RECHERCHÉS PAR LE QUÉBEC

Nombre de postes vacants identifiés au troisième trimestre de 2021 :
- Superviseurs/superviseures des services alimentaires (6311).
- Chefs (6 321)
- Cuisiniers/cuisinières (6 322)
- Maîtres d'hôtel et hôtes/hôtesses (6 511)
- Barmans (6 512).
- Serveurs d'aliments et de boissons (6 513)
- Serveurs/serveuses au comptoir, aides de cuisine et personnel de soutien assimilé (6 711)

• *Source: Association Restauration Québec (restauration.org).*

Il convient de relever que le confinement a eu des conséquences sur les choix de vie et l'économie qui en découle. A titre d'exemple, la Gaspésie, région qui souffrait d'un chômage endémique depuis de longues années, a vu la situation basculer et suscite aujourd'hui auprès de familles souhaitant un retour à la nature des désirs de s'y installer. Des petits commerces de restauration ont en outre vu le jour suite à la valorisation du tourisme de ski donnant en grande partie à cette région un nouvel essor.

SALAIRES

Repère : 1 dollar canadien = env. 0,70 euro

Il est utile de rappeler que dans le domaine de la restauration, les salaires (et les pourboires) dépendent grandement de l'endroit et du type d'établissement.
– Serveur : 11,86 à 13, 89 $/h
– Barman : 11,91 à 13,32 $/h
– Chef cuisinier : 22,08 à 24,19 $/h
– Cuisinier spécialisé : 18,22 à 20,58 $/h
– Cuisinier : 15,80 à 17,36 $/h
– Aide de cuisine : 14, 92 à 16,34 $/h
– Plongeur : 14,60 à 15,54 $/h
– Commis-débarrasseur : 13,35 à 13,87 $/h
– Caissier : 13,99 à 15, 35 $/h
– Hôtesse : 13,91 à 14,84 $/h
– Gérant : 20, 69 à 23,21 $/h
– Maître d'hôtel : 20,45 à 21,38 $/h
– Sommelier: 17,17 à 17,55 $/h.
– Auditeur de nuit : 23,74 $/h
– Réceptionniste : 20,50 $/h
– Préposé à l'entretien ménager: 17,68 $/h.

• *Source:* www.metiers-quebec.org

CONDITIONS DE TRAVAIL

Ces professions regroupent des types d'emplois du temps plein (40 h) au temps partiel et nécessitent une grande flexibilité en termes d'horaires. Elles sont souvent dépendantes de la saisonnalité, ce qui peut effrayer des candidats. Les responsables des structures hôtelières souhaiteraient de leur côté voir s'implanter durablement la main-d'œuvre étrangère. C'est pourquoi le Conseil québécois des ressources humaines en tourisme (CQRH), organisme qui conseille et accompagne l'ensemble des acteurs de l'industrie touristique, réfléchit avec l'Association Hôtellerie Québec (AHQ) à la possibilité de retenir le personnel par un système qui inclurait la possibilité d'« échanger » les employés entre divers établissements, comme l'éventualité de travailler dans un hôtel citadin en été puis au sein d'une station de ski en hiver. Selon bon nombre de travailleurs d'origine française, un des éléments appréciés dans ce secteur est la forte collégialité entre les employés et les gestionnaires. La culture québecoise engendre une notion de hiérarchie moins importante qu'en France.

COMMENT TROUVER SON EMPLOI

Chaque année le Québec met à jour sa liste de professions éligibles au traitement simplifié des demandes d'immigration. Elle concerne essentiellement des professions spécialisées. Certains métiers relevant des secteurs de la restauration et de l'hôtellerie y figurent.

• *Liste des professions pour 2022 : www.immigrer.com/demarche-simplifiee/*

Il est possible de travailler temporairement au Québec grâce au visa de séjour temporaire. Mais il faut une promesse d'embauche d'un employeur pour obtenir ce visa.

• *Un site essentiel d'annonces en restauration et hôtellerie :* www.hotelleriejobs.com/fr

• *Site d'un plus grands employeurs du secteur :* https://carrieres.lotoquebec.com/fr/

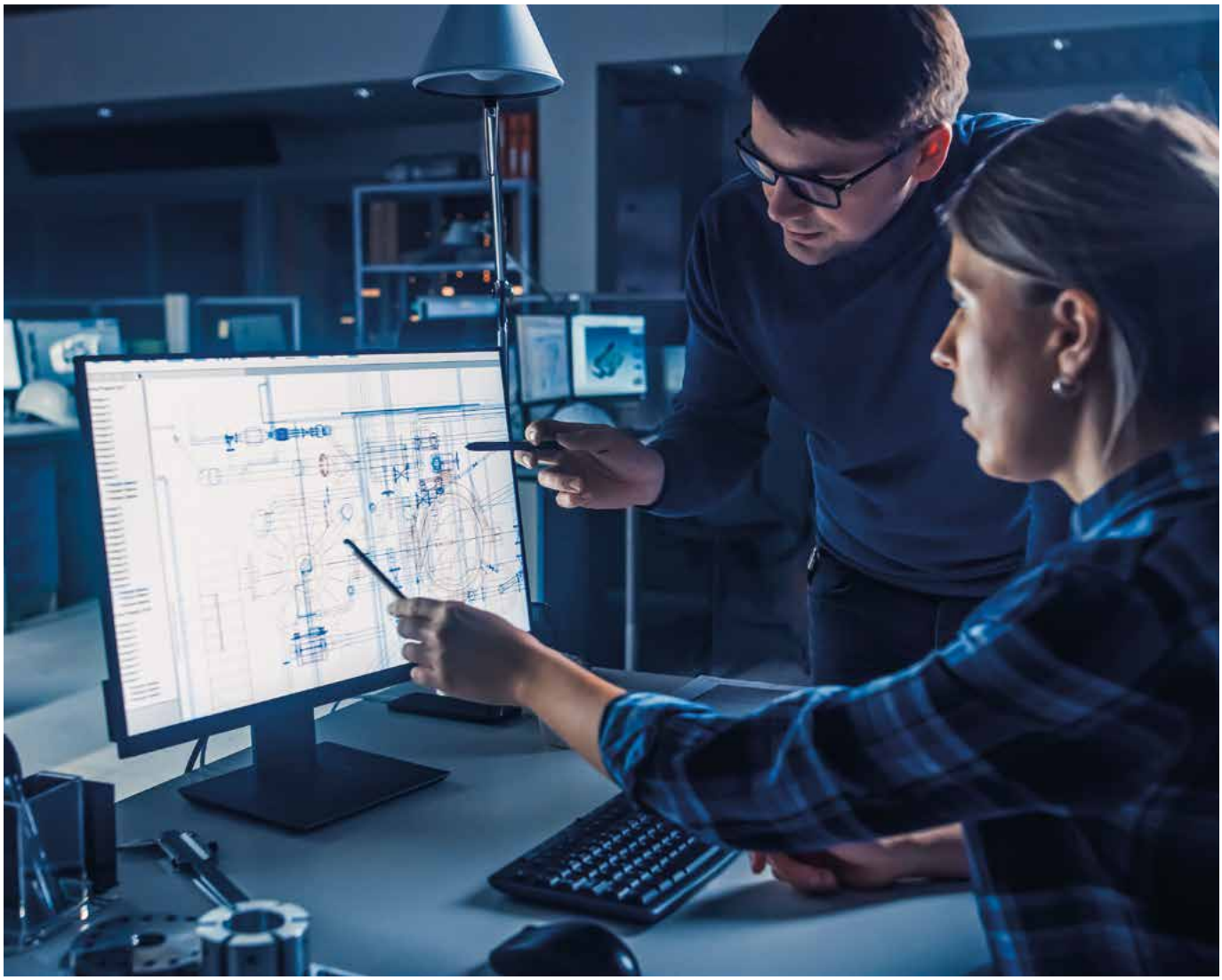
• *Deux groupes publics Facebook sont à consulter :* « Staff de Bar & Resto Montréal » et « Staff de Bar & Resto Québec ».

• *Le site du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration du Québec :* www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/

• *Plateforme publique proposant des offres d'emploi :* www.quebec.ca/emploi

La motivation, la cordialité et la faculté d'adaptation sont des qualités particulièrement appréciées dans ces milieux professionnels.
Ainsi, est-il possible et bien perçu de démarcher directement les restaurateurs, les hôteliers, sans forcément posséder un solide CV. Enfin, sur place, un autre mode de recrutement est très pratiqué au Québec : le réseautage. De nombreuses offres d'emploi ne sont pas communiquées par voie d'affichage mais sont pourvues par le biais de contacts et de recommandations.

• *Le Journal des Français à l'étranger remercie l'association Hôtellerie Québec (www.hotelleriequebec.com) et particulièrement sa PDG Véronyque Tremblay, pour sa précieuse collaboration sur ce dossier. Merci également au créneau récréotourisme-Gaspésie (https://creneau-recreotourisme-gaspesie.com) et plus particulièrement son directeur Jean-Philippe Chartrand.*



© Garodenkoff

Ingénierie

Les formations d'ingénieurs sont de véritables passeports pour l'emploi et le Québec est demandeur de ces compétences qui recouvrent une large gamme de métiers. Dans ce secteur où les professionnels issus de l'immigration représentent une part importante des effectifs, certaines activités sont plus particulièrement en recherche de main-d'œuvre.

Ils constituent près du quart des effectifs des ingénieurs locaux et les entreprises espèrent bien voir leur nombre augmenter… Ces oiseaux rares, ce sont les ingénieurs qui ont immigré au Québec pour apporter leur savoir-faire dans cette grande diversité d'activités où leurs compétences sont si précieuses : construction, technologies de l'information, aérospatiale, environnement médical, transports, industrie lourde, énergie, mécanique, biotechnologies… La part des travailleurs immigrés dans les métiers de l'ingénierie au Québec (24% des effectifs) est d'autant plus importante lorsqu'on la met en rapport avec leur présence dans l'ensemble de la population québécoise (12%). La France occupe la première place des pays d'origine de ces diplômés à l'étranger détenant un permis de pratique de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ), près d'entre aux y ont été formés. À noter, plus d'un millier d'autres ingénieurs, le plus souvent francophones, ont été diplômés en Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Maroc).

UNE PRÉSENCE FÉMININE TROP FAIBLE, MAIS EN PROGRESSION

Comme pour illustrer l'importance croissante de ces fonctions à haute valeur ajoutée dans l'activité économique de ce monde, la place des ingénieurs n'a cessé de croître au Québec depuis ces dix dernières années. D'autant que ces professionnels peuvent exercer des fonctions extrêmement variées : recherche et développement, conception, fabrication, exploitation,

commerce, conseil, enseignement, etc. Selon l'étude « Profil de l'ingénieur d'aujourd'hui et de demain » (avril 2021) conduite par l'Ordre des ingénieurs du Québec, la profession représente aujourd'hui 1,6% du total des emplois dans la province (contre 2,3% en France et 3,1% au Japon). Cela semble assez peu mais les effectifs ont tout de même enregistré une croissance moyenne annuelle de 3% depuis 2006 et cette progression se poursuivra durant de la prochaine décennie.
Bonne nouvelle, la part des femmes a également augmenté dans cette profession. Elles n'étaient que 4% en 1990, elle représentent aujourd'hui 15% des effectifs de l'ingénierie québécoise (contre 20% en France). L'augmentation du nombre de femmes dans ces métiers est d'ailleurs un enjeu important pour l'avenir du secteur. À cet effet, le Québec a souscrit à l'initiative « 30 en 30 », impulsée par l'*Association of Professional Engineers and Geoscientists of Alberta* (Apega), qui ambitionne d'atteindre le taux de 30% d'ingénieures d'ici 2030.

DES BESOINS PLUS PRONONCÉS DANS CERTAINS SECTEURS

Aujourd'hui, quelque 75 000 professionnels exercent dans le domaine de l'ingénierie au Québec. Selon les projections de l'OIQ d'ici 2030, le ratio entre les postes à pourvoir et les candidatures potentielles devrait être assez équilibré, avec une pénurie de postes évaluée à 1,6%, un score plutôt minime comparativement à d'autres secteurs. Toutefois, l'Ordre a affiné ces futurs besoins des entreprises en fonction des domaines d'expertise. Ainsi, à l'horizon 2030, ce sont avant tout l'informatique, le chimique, l'électrique et l'électronique qui connaîtront les plus gros déficits de main-d'œuvre. Comme l'explique l'OIQ, les besoins en informatique seront tirés par *« la tendance à la numérisation dans l'ensemble des secteurs économiques »,* tandis que ceux en génie électrique et électronique seront boostés par *« le virage numérique, la transition énergétique et l'électrification des transports »*. En ce qui concerne le génie chimique, l'OIQ pointe une accélération des besoins en main-d'œuvre compte tenu du lancement d'une filière de l'hydrogène et de la croissance du parc de véhicules électriques.
Plus largement, les grandes voies d'avenir pour les métiers de l'ingénierie, selon l'Ordre des ingénieurs du Québec, concernent la transition énergétique et l'électrification des transports (fabrication de composants de véhicules électriques, production et stockage d'électricité verte, hydrogène et carburants…) ainsi que les métiers en lien avec l'aérospatiale, la conception de logiciels et la cybersécurité.

ZOOM SUR LES SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

Ce segment des métiers de l'ingénierie est composé d'entreprises – dont de nombreuses start-up – qui conçoivent des équipements, des instruments et des appareils qui intègrent des systèmes électroniques dans les secteurs industriels ou technologies. C'est le cas par exemple de la robotique, de l'avionique, de l'électrification des transports, du secteur médical, des télécommunications, de l'intelligence artificielle, de l'énergie, de la défense, des villes et industries intelligentes, etc. Quelque huit cents entreprises sont impliquées dans ces activités.
De nombreux métiers concourent à cette dynamique : scientifiques, ingénieurs, programmeurs, techniciens, assembleurs… Ils exercent en électronique, en production, en programmation embarquée et dans les technologies connexes. Cet écosystème des systèmes électroniques recèle des emplois dans l'ensemble du Québec, mais principalement dans les régions de la Capitale nationale (Québec), de la Mauricie (Trois-Rivières et Shawinigan), des cantons de l'Est (Bromont et Sherbrooke), et bien sûr dans le Grand Montréal. Des sociétés d'envergure se distinguent particulièrement et, comme le souligne le pôle d'excellence de l'Industrie des systèmes électroniques du Québec (ISEQ), plusieurs d'entre elles sont leaders dans les marchés où elles opèrent. En voici un aperçu partiel, une visite de leur site internet peut permettre de les solliciter pour candidater directement.
- Assembleurs : M2S Electronique, Gentec, Varitron East West, Digico, IBM, RS Electronics.
- R&D : Explora Technologies, Creaform, Technologie Hypertronic, Tak Design.
- Robotique : Kinova, Mecademic Robotics, Festo Ditactic.
- Avionique : CAE, MDA, ABB Bomen.
- Transport : System Pram, AddEnergie, Eddyfi Technologies.
- Médical : Novo Technologies, Humanware.
- Télécommunications : Exfo, Kontron Canada, MPB Communications, TeraXion.
- Défense : Cysca Technologies.
- Ville et industrie intelligente : Dimonoff, Lumen.
- Distributeurs : Future Electronics, DB Lectro.

SALAIRES

Repère : 1 dollar canadien = env. 0,70 euro
Le salaire annuel moyen dans les métiers de l'ingénierie au Québec s'élève à 104 085 dollars canadiens, soit une rémunération qui correspond au double du salaire moyen constaté dans l'ensemble des professions au Québec (55 706 dollars en 2021, selon Statistique Canada). Toutefois, les salaires sont très variables selon le domaine d'expertise, le type de poste occupé et bien entendu le nombre d'années d'expérience.
À titre d'exemple, la rémunération moyenne des ingénieurs et ingénieures qui occupent des postes de gestion et de direction est plus élevée, autour de 136 000 dollars annuel. Ombre au tableau néanmoins, le salaire des femmes est globalement inférieur de 17% à celui des hommes. Une disparité qui n'est malheureusement pas l'apanage du seul domaine de l'ingénierie, ni de celui du Québec en général.

UNE PROFESSION RÉGLEMENTÉE

Comme l'explique l'Ordre des ingénieurs du Québec, l'ingénierie faisant partie des 54 professions règlementées au Québec, il est nécessaire de détenir un permis de pratique de cet Ordre pour utiliser le titre d'ingénieur, en vertu de la loi s'y afférant.
Élément important, à l'automne 2020, l'Ordre a élargi l'accès des ingénieurs diplômés français à l'exercice de la profession au Québec en actualisant l'Arrangement sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles (ARM), conclu en 2008 avec la Commission des titres d'ingénieur (CTI) de France et avec Ingénieurs et Scientifiques de France (IESF).
En conséquence, le nombre de programmes français d'ingénierie agréés par l'Ordre a augmenté, passant de 400 à plus de 560. Ainsi, les titulaires d'un diplôme délivré au sein de ces programmes habilités se voient accorder, sous certaines conditions, une équivalence de diplôme. L'obtention de cette équivalence est un préalable. Par la suite, le parcours des candidats français vers l'obtention du titre d'ingénieur est identique à leur confrères diplômés au Québec.
Quel est ce parcours ? Il est composé d'une partie théorique (avec une formation en ligne suivie de l'examen professionnel) et d'un volet pratique, axé sur six compétences à atteindre en vingt-quatre mois ou plus d'expérience pratique en ingénierie. À noter, certaines de compétences portent précisément sur la pratique du métier d'ingénieur au Canada.
Pour rappel, jusqu'alors, les diplômés français devaient réussir un examen professionnel et faire la preuve de trois années d'expérience pertinente en tant qu'ingénieurs, mais sans pouvoir faire reconnaître leurs études. Le parcours a donc été raccourci et, sur l'exercice 2020-2021, 90 diplômés français ont pu bénéficier de cet arrangement.

OÙ TROUVER SON EMPLOI

Au plan géographique, les emplois se trouvent principalement dans les centres urbains, dans les régions de Montréal et de la Montérégie qui concentrent plus de la moitié des effectifs d'ingénieurs du Québec (respectivement 33% et 21%), bien que l'emploi y soit plutôt en décroissance depuis une dizaine d'années, contrairement aux régions de l'Estrie, du Centre-du-Québec et des Laurentides qui enregistrent une croissance inverse. Les régions de Québec et Laval comptent également des parts importantes de la profession.
Mais comme dans l'analyse sectorielle des besoins en main-d'œuvre, une approche plus fine fait apparaître des spécificités régionales. Dans le détail, comme le précise l'OIQ, le Grand Montréal connaîtra une demande croissante importante dans plusieurs domaines du génie, mais notamment en génie informatique et en génie électrique. En ce qui concerne l'expertise en informatique et en cybersécurité, la demande sera notable en Outaouais, région québécoise frontalière de l'Ontario et de la capitale fédérale, Ottawa. Pour leur part, les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi-Témiscamingue auront des besoins croissants en génie industriel.
Enfin, la Gaspésie, péninsule au centre-est du Québec, sera plus particulièrement à la recherche de compétences en génie mécanique.
Comme nous l'avons évoqué précédemment, les métiers de l'ingénierie recèlent un grande diversité de fonctions. Aussi, les emplois se trouvent-ils aussi dans une variété de secteurs comme l'industrie manufacturière, la construction, le transport, les mines, les industries informatiques et culturelles, voire les administrations publiques municipales, provinciales et fédérales, etc.
Justement, les entreprises de services publics québécois sont d'importants pourvoyeurs d'emploi. Le plus important d'entre eux au Québec est d'ailleurs Hydro-Québec, principal producteur d'électricité au Canada et l'un des plus grands producteurs d'hydroélectricité dans le monde. Plus de deux mille membres de l'Ordre des ingénieurs du Québec y exercent dans la production, le transport et la distribution de l'électricité.
Au niveau des ressources pour dénicher son emploi, un grand nombre de sites généralistes proposent des offres, aux côtés de sites plus spécialisés qui affichent fréquemment des centaines, voire plusieurs milliers de postes disponibles.
Pour autant, il convient de rappeler qu'une grande partie de ces postes nécessite un permis de pratique de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

Les ingénieurs peuvent exercer des fonctions très variées : recherche et développement, conception, fabrication, exploitation, commerce, conseil, enseignement...

• Sites spécialisés dans les métiers de l'ingénierie
- Génie-INC : www.genie-inc.com
- Genium360 : www.genium360.ca/fr-ca/

• Emplois dans l'industrie des systèmes électroniques
- Industrie des systèmes électroniques du Québec (ISEQ) : https://iseq.ca
- Elexpertise (industrie électrique et électronique) : https://elexpertise.qc.ca

• Pour en savoir plus
- Le top 25 des firmes d'ingénierie au Québec, selon le journal *Les Affaires :* www.lesaffaires.com/classements/les-grands-de-l-ingenierie/le-top-25-des-firmes-d-ingenierie-au-quebec/625660

Sources:
- *Ordre des ingénieurs du Québec :* https://www2.oiq.qc.ca
- *Profil de l'ingénieur d'aujourd'hui et de demain :* http://www.oiq.qc.ca/fr/jesuis/public/Pages/profil-ingenieur-aujourdhui.aspx

• Le Journal des Français à l'étranger remercie l'Ordre des ingénieurs du Québec pour son partage d'expertise sur ce dossier. Merci également au Pôle d'excellence de l'Industrie des systèmes électroniques du Québec (ISEQ), et particulièrement à Daniel Bindley, son directeur général, pour le temps précieux qu'il nous a consacré.

FRANCE 24
©Photo : P. Pierre-Yves
PARIS
DIRECT
PAULINE PACCARD & DAMIEN COQUET
DU LUNDI AU VENDREDI DE 5H À 9H TU
Un tour d'horizon complet de l'actualité du jour
À (re)voir sur france24.com

ICSPARIS
INTERNATIONAL SCHOOL

Une éducation internationale
et personnalisée au cœur de Paris 15e

- Un enseignement en anglais
- De la Petite Section de Maternelle à la Terminale
- Programme du diplôme du Baccalauréat International (IB)
- Plus de 60 nationalités représentées

Dernières places disponibles pour la rentrée de septembre 2022.
Visites privées sur rendez-vous avec notre responsable des admissions.

ICS PARIS
23 rue de Cronstadt, 75015 Paris
www.icsparis.com

Contact admissions:
+33 (0)6 31 67 64 64 | admissions@icsparis.fr

a proud member of globeducate
Shaping the world